

MENTION

Dénomination / Raison sociale de la Société :

Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg

Siège social :

1, Place de Metz L-2954 Luxembourg

Numéro d'immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés :

B30775

Les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2012

ont été enregistrés et déposés au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.



**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT
LUXEMBOURG**

Siège Central:
Luxembourg, 1, Place de Metz

R.C. Luxembourg No B 30775

Etablissement public autonome, institué par la loi du 21 février 1856 (Mémorial 1, No 6, du 10 mars 1856) et régi par la loi du 24 mars 1989 (Mémorial A, No 16 du 28 mars 1989)

Comptes consolidés audités 2012

TABLE DES MATIERES

PAGES

DECLARATION SUR LA CONFORMITE DES ETATS FINANCIERS.....	4
RAPPORT DE GESTION CONSOLIDE.....	6
RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE	19
COMPTES CONSOLIDES AUDITES.....	22
Bilan consolidé au 31 décembre 2012.....	23
Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2012	25
Etat consolidé du résultat global au 31 décembre 2012.....	26
Tableau de variation des capitaux propres consolidés au 31 décembre 2012.....	27
Tableau consolidé des flux de trésorerie au 31 décembre 2012.....	27
NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES.....	31
1 INFORMATION GENERALE.....	32
2 PRINCIPES D'ELABORATION DES COMPTES CONSOLIDES	32
2.1 Respect des principes comptables.....	32
2.2 Principe de consolidation.....	34
2.3 Transactions en monnaies étrangères	37
2.4 Opérations bancaires.....	38
2.5 Tableau des flux de trésorerie	42
3 INFORMATIONS SUR LES REGLES COMPTABLES APPLIQUEES AUX RUBRIQUES DU BILAN	44
3.1 Caisse et avoirs auprès des banques centrales	44
3.2 Les instruments financiers	44
3.3 Immobilisations corporelles.....	52
3.4 Immobilisations incorporelles	54
3.5 Les contrats de location	54
3.6 Avantages au personnel	54
3.7 Provisions	56
3.8 Impôts différés	57
4 NOTES AU BILAN.....	58
4.1 Caisse et avoirs auprès des banques centrales	58
4.2 Instruments financiers.....	59
4.3 Parts mises en équivalence	61
4.4 Titres détenus jusqu'à échéance	62
4.5 Titres nantis dans le cadre d'opérations de mise en pension	63
4.6 Obligations convertibles incluses dans les différents portefeuilles.....	63
4.7 Encours souverains inclus dans les différents portefeuilles.....	64
4.8 Instruments dérivés.....	65

4.9	Prêts et avances au coût amorti – Etablissements de crédit	67
4.10	Prêts et avances au coût amorti – Clientèle	67
4.11	Immobilisations corporelles à usage propre	69
4.12	Immobilisations incorporelles	70
4.13	Immobilisations corporelles de placement.....	71
4.14	Autres actifs	72
4.15	Impôts : Actifs et passifs d'impôts	72
4.16	Emissions de titres.....	73
4.17	Dépôts évalués au coût amorti – Etablissements de crédit	75
4.18	Dépôts évalués au coût amorti – Clientèle privée et secteur public	75
4.19	Fonds de pension – Plan de pension à prestations définies.....	75
4.20	Provisions	77
4.21	Autres passifs.....	77
4.22	Transactions avec les parties liées	78
4.23	Honoraires du réviseur d'entreprises agréé.....	79
4.24	Eléments de hors-bilan	79
5	NOTES AU COMPTE DE RESULTAT	81
5.1	Résultat d'intérêts	81
5.2	Revenus de valeurs mobilières	81
5.3	Commissions	82
5.4	Résultat réalisé sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat	82
5.5	Résultat sur instruments financiers détenus à des fins de transaction.....	82
5.6	Résultat net sur opérations de couverture	83
5.7	Autres résultats nets d'exploitation.....	83
5.8	Frais du personnel.....	83
5.9	Autres frais généraux administratifs	84
5.10	Corrections de valeur sur immobilisations corporelles.....	84
5.11	Corrections de valeur sur immobilisations incorporelles.....	84
5.12	Corrections de valeur sur immeubles de placement.....	85
5.13	Corrections de valeur nettes sur risques de crédit individuels et collectifs.....	85
5.14	Dotations aux/Reprises de provisions.....	85
5.15	Charge d'impôt.....	86
6	GESTION DES RISQUES FINANCIERS	87
6.1	Règles générales de gestion des risques financiers	87
6.2	Exposition au risque de crédit.....	92
6.3	Risque de marché.....	102
6.4	Risque de liquidité.....	111
6.5	Le capital économique	113
7	INFORMATION SECTORIELLE.....	117
7.1	Secteur d'activités.....	117
7.2	Information géographique	118
7.3	Information sur les produits et services	119
7.4	Information sur les clients importants	120

**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,
LUXEMBOURG**

**DECLARATION SUR LA CONFORMITE
DES ETATS FINANCIERS**

31 décembre 2012

Luxembourg, le 19 mars 2013

Concerne : **Déclaration sur la conformité des états financiers et du rapport de gestion conformément aux dispositions de l'article 3 de la « Loi Transparence »**

Par la présente, nous vous informons qu'à notre connaissance les comptes consolidés au 31 décembre 2012 de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, établis conformément au corps de normes comptables applicable, donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des résultats, et que le rapport de gestion présente fidèlement l'évolution, les résultats et la situation de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg et du groupe de sociétés incluses dans les comptes consolidés pris dans son ensemble, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elle-même et le groupe BCEE sont confrontés.

Pour le Comité de direction

Michel Birel
Directeur Général adjoint

Jean-Claude Finck
Directeur Général

**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,
LUXEMBOURG**

RAPPORT DE GESTION CONSOLIDE
31 décembre 2012

RAPPORT DE GESTION CONSOLIDE DU GROUPE BCEE

Cinq ans après le déclenchement de la crise des “subprimes”, la reprise de l’économie mondiale se poursuit à un rythme affaibli. La croissance des économies dans les pays européens et aux Etats-Unis reste trop faible pour faire diminuer le chômage de longue durée et celle des principaux pays émergents fléchit sensiblement. L’enjeu majeur de la politique mondiale est la résolution des problèmes structurels qui persistent pour ensuite retrouver le chemin d’une croissance saine axée sur le long terme. Des questions d’arbitrage entre la croissance mondiale à soutenir et la stabilité financière à restaurer subsistent.

Au début de l’année 2013, la zone euro se trouve en récession et doit faire face à une demande interne affaiblie suite aux plans d’austérité mis en place par un certain nombre de pays pour se désendetter à moyen et long terme. Des inquiétudes persistent quant à la solvabilité de certaines banques et de quelques emprunteurs souverains, phénomènes étroitement liés en raison des garanties publiques attribuées. Cependant, les interventions de la Banque centrale européenne pour sauver l’euro au milieu de l’année 2012 et les décisions politiques subséquentes en matière de supervision bancaire européenne et de plan d’aide à la Grèce ont fortement rassuré les marchés financiers qui se sont stabilisés.

L’économie luxembourgeoise, qui se situe au cœur du marché intérieur européen, n’a pas su renouer avec un produit intérieur brut à un niveau d’avant-crise. En 2012, les tensions inflationnistes ont persisté et le taux de chômage a continué à augmenter. Les secteurs clé de l’économie luxembourgeoise ont évolué de manière très divergente. Ainsi, les revenus du secteur financier sont à la hausse tandis que d’autres secteurs tels que l’industrie et la construction, les activités liées au commerce et de transports et les services aux entreprises subissent une baisse de leur valeur ajoutée. Finalement, l’économie du pays a dû faire face à une consommation des ménages en stagnation, voire même en recul sur certaines périodes.

Le groupe BCEE se compose de la Banque et Caisse d’Epargne de l’Etat, Luxembourg d’une part, et des sociétés consolidées soit par intégration globale, soit par mise en équivalence d’autre part.

Le groupe BCEE a opté pour un reporting de ses activités en quatre segments: Banque des Particuliers, des Professionnels, des Entreprises et du Secteur Public; Banque des Marchés ; Banque des Fonds d’Investissement; et Autres. Ces segments sont présentés en détail sur les pages suivantes.

Dynamique soutenue du segment "Banque des Particuliers, des Professionnels, des Entreprises et du Secteur Public"

Particuliers et Professionnels

Le développement de cette clientèle traditionnelle de la BCEE est particulièrement encourageant. Des investissements importants visant à améliorer continuellement la qualité de la relation avec cette clientèle sont réalisés chaque année.

En 2012, la Banque a ainsi inauguré le nouvel immeuble du centre financier Grevenmacher, répondant par sa structure et sa technique aux exigences d'un bâtiment basse énergie tout en favorisant les énergies renouvelables. Ce projet s'inscrit dans le programme de modernisation du réseau des agences, basé sur une stratégie commerciale de mise en place de Centres financiers répartis équitablement à travers le pays et mettant à disposition de la clientèle des conseillers spécialisés dans les différents domaines bancaires.

L'offre personnalisée de services via le réseau des agences est complétée par l'offre de services bancaires électroniques à la pointe du progrès et constamment mis à jour. En suivant cette logique, la Banque a ouvert la première agence "Online" BCEE, sans point de vente physique mais proposant les mêmes services qu'une agence traditionnelle, conçue pour les clients privilégiant les canaux de communication électroniques tels que messagerie, S-net, téléphone et e-mail.

Le grand succès de son système S-net confirme la position incontestée de la BCEE en tant que leader sur le marché des services bancaires électroniques au Luxembourg.

La Banque a connu une progression dynamique de ses encours de financements, en particulier dans le domaine du logement avec une progression des encours des prêts au logement de 9,0%.

La collecte de l'épargne a continué à augmenter en raison des conditions incertaines sur les marchés financiers qui incitent les clients à rechercher la sécurité. Les encours sur comptes à terme ont en revanche diminué suite au manque d'attractivité du produit. Cette baisse a néanmoins pu être partiellement compensée par la commercialisation du dépôt à taux progressif, compte libellé en euros, d'une durée de 18 mois à 5 ans, avec ou sans option de sortie, qui propose un taux d'intérêt qui progresse tous les 6 mois.

La Banque a continué à élargir son offre de fonds d'investissement par le lancement d'un nouveau compartiment de la SICAV LUX-EQUITY qui investit ses avoirs principalement dans des sociétés qui versent des dividendes attractifs et présentent un potentiel élevé de croissance et d'un nouveau compartiment de la SICAV LUXBOND à l'attention d'une clientèle à profil de risque conservateur.

Pour affirmer sa présence commerciale sur le marché des assurances, la Banque a élaboré conjointement avec la société d'Assurances LALUX-Vie l'assurance-vie "LALUX Study Cover" qui permet de constituer une épargne long terme au profit d'un enfant. La mise à disposition des fonds se fera sous forme de rentes, une fois les études entamées.

Entreprises et Secteur Public

La BCEE a réalisé une croissance dynamique de ses activités dans le domaine très compétitif de la Banque des Entreprises et du Secteur Public. L'année 2012 fut marquée par une diminution des marges commerciales sur les produits de placement de la clientèle professionnelle. Dans un contexte de taux monétaires très bas, la Banque n'a en effet pas répercuté l'intégralité des baisses des taux monétaires sur l'offre des produits de placement proposés à sa clientèle.

La qualité de son service et la proactivité de ses équipes ont permis de maintenir les encours à un niveau élevé.

La Banque dispose d'équipes de conseillers spécialisés PME au sein de chaque centre financier et a proposé des conférences sur divers sujets d'actualité à l'attention de la clientèle professionnelle dans le cadre de ses actions de Responsabilité Sociale d'Entreprise.

Evolution des revenus de la "Banque des Marchés" et des "Fonds d'Investissement"

Banque des Marchés

Dans un environnement de marges d'intermédiation très faibles, la Banque est parvenue à réaliser une marge d'intérêt en hausse grâce aux positions historiques de son portefeuille d'investissement obligataire et à la politique prudente de transformation d'échéances pratiquée par le Comité Asset Liability Management (ALM). En raison de l'aplatissement de la courbe des taux, il s'avère toutefois de plus en plus difficile de trouver des conditions de remplacement avec des marges intéressantes pour les investissements arrivés à échéance.

En 2012, le coût du risque a sensiblement diminué par rapport à 2011, année d'enregistrement de corrections de valeur sur un débiteur souverain et de réduction de la position en titres de la dette d'un autre Etat souverain.

Administration et Gestion des Fonds d'Investissement

Le produit net bancaire affiche une légère progression par rapport à 2011 grâce à la hausse des revenus de l'activité administration et gestion des organismes de placement collectif (OPC) en provenance de promoteurs étrangers.

L'activité affiche un résultat à la baisse en raison d'une reprise de corrections de valeur en 2011 qui impacte négativement la comparaison annuelle.

Exposition de la BCEE au risque souverain

L'endettement des Etats restant un sujet d'actualité et de suivi accru par les marchés financiers, la Banque publie ses encours sur les Etats souverains, membres de la zone euro suivants au 31 décembre 2012:

Nominal par pays et par année d'échéance:

Pays	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2042	Total
Espagne	100.000.000	-	-	-	-	-	65.000.000	-	165.000.000
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	409.500	409.500
Italie	-	155.280.760	136.475.092	305.000.000	250.000.000	90.000.000	25.000.000	-	961.755.853
Portugal	-	65.000.000	100.000.000	-	-	-	25.000.000	-	190.000.000
Total	100.000.000	220.280.760	236.475.092	305.000.000	250.000.000	90.000.000	115.000.000	409.500	1.317.165.353

Valeur comptable par classe d'actifs:

Pays	31/12/2011			31/12/2012		
	Actifs disponibles à la vente	Titres détenus jusqu'à échéance	Total	Actifs disponibles à la vente	Titres détenus jusqu'à échéance	Total
Espagne	167.939.697	5.001.740	172.941.437	164.714.148	5.006.276	169.720.424
Grèce	32.871.549	-	32.871.549	10.773	-	10.773
Italie	1.134.927.509	-	1.134.927.509	993.242.824	-	993.242.824
Portugal	122.218.243	15.107.985	137.326.228	174.049.966	15.110.850	189.160.816
Total	1.457.956.998	20.109.725	1.478.066.723	1.332.017.711	20.117.126	1.352.134.837

Juste valeur par classe d'actifs:

Pays	31/12/2011			31/12/2012		
	Actifs disponibles à la vente	Titres détenus jusqu'à échéance	Total	Actifs disponibles à la vente	Titres détenus jusqu'à échéance	Total
Espagne	167.939.697	4.924.921	172.864.618	164.714.148	4.908.500	169.622.648
Grèce	32.871.549	-	32.871.549	10.773	-	10.773
Italie	1.134.927.509	-	1.134.927.509	993.242.824	-	993.242.824
Portugal	122.218.243	11.204.132	133.422.375	174.049.966	15.097.275	189.147.241
Total	1.457.956.998	16.129.053	1.474.086.051	1.332.017.711	20.005.775	1.352.023.486

La Banque n'a pas d'exposition sur la dette souveraine irlandaise et chypriote.

Dans un souci de réduction de son exposition face au risque souverain italien, la Banque a continué de céder des positions de la classe d'actifs des titres disponibles à la vente au cours du premier semestre 2012 pour un montant nominal contre-valorisé de 250 millions EUR.

Traitement spécifique pour la Grèce et approche appliquée:

Parmi les Etats qui ont fait appel à un plan de soutien européen, la Grèce était le seul pays à présenter des indications objectives de dépréciation suivant application des normes "International Financial Reporting Standards" (IFRS), et plus précisément de la norme IAS 39, paragraphe 9iii.

Toutes les positions détenues par la Banque à la fin de l'exercice 2011 sont entrées dans le périmètre du programme de rééchelonnement d'une partie de la dette grecque détenue par le secteur privé. L'accord du 21 février 2012 entre les ministres des Finances de l'Union monétaire européenne sur le plan de sauvetage de la Grèce a fixé le taux de contribution du secteur privé à 53,5%.

L'amortissement de la provision existante de 74,7% correspond à l'abandon de créance de 53,5% ainsi qu'à l'enregistrement à la juste valeur des nouveaux titres reçus en échange.

A la fin du premier semestre 2012, la Banque a procédé à la vente de la quasi-totalité des positions restantes sur le souverain grec.

Politique de gestion des risques

Dans le contexte économique actuel, la gestion des risques de crédit reste au centre des préoccupations de la Banque. La BCEE a continué en 2012 avec ses travaux de mise en conformité avec le nouvel accord de Bâle III qui sera transposé en droit européen par la réglementation CRR/CRD IV et qui prévoit un renforcement substantiel des fonds propres des établissements de crédit, le respect de nouveaux ratios de liquidité et le calcul d'un ratio de levier.

La BCEE a également fait partie en 2012 de l'échantillon des banques européennes choisies par l'Autorité bancaire européenne (ABE) dans le cadre du suivi des mesures de recapitalisation bancaire décidées par les régulateurs européens. Dans le cadre de cet exercice, la BCEE a dépassé très largement les exigences posées par l'ABE.

Les résultats obtenus par la BCEE ont de nouveau démontré que la Banque dispose de fonds propres solides et de la robustesse nécessaire pour absorber les chocs des marchés en cas de crise économique, confirmant ainsi les résultats des années 2011 et 2010.

La gestion des risques est décrite en détail dans la note 6 des comptes annuels au 31 décembre 2012. Le présent chapitre est subdivisé en quatre grandes catégories de risque: risque de contrepartie ou de crédit, risque de marché, risque de liquidité et risque opérationnel.

Risque de crédit

Dans le domaine des crédits à l'économie nationale, les décisions sont prises au sein de différents comités de crédit, hiérarchisés en fonction de l'encours global du client. Les prêts hypothécaires au logement représentent plus de la moitié du portefeuille. Le risque de crédit est alors couvert par le processus d'évaluation de la capacité de remboursement des clients et par l'existence de garanties réelles. Pour le secteur des prêts et avances aux entreprises, la Banque s'est fixé des procédures adéquates pour l'analyse des dossiers et la prise de garanties. Une attention particulière est accordée au respect des engagements par secteur et par contrepartie. Grâce à son système de notations internes, la Banque est en mesure d'effectuer un suivi continu du risque par portefeuilles agrégés.

La plupart des contreparties du portefeuille international sont des établissements bancaires et financiers. L'attribution d'une notation interne à une contrepartie bancaire se fait à partir d'une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives. L'élément quantitatif se base sur des ratios de profitabilité, de solvabilité et de liquidité pour apprécier la solidité financière de la contrepartie, tandis que l'élément qualitatif émane de l'analyste lui-même qui tient compte d'éléments non financiers tels que la part de marché, la qualité du management et le rating externe.

Les investissements en instruments dérivés sont largement réglementés via le recours aux contrats-types ISDA (“International Swaps and Derivatives Association Inc.”) qui comprennent des clauses de compensation en cas de faillite d’une des parties. La Banque s’est dotée d’un moyen de réduction supplémentaire du risque en négociant l’annexe CSA (“Credit Support Annex”) des contrats ISDA avec les contreparties les plus importantes dans le domaine des opérations du hors bilan. Cette annexe prévoit, sur la base d’une réévaluation périodique des positions bilatérales, le dépôt de garanties sous forme de liquidités ou de titres de première qualité dès que la valeur nette des contrats en cours dépasse un certain seuil. Fin 2012, environ 98% des opérations sur produits dérivés s’inscrivaient dans le cadre d’un contrat ISDA-CSA.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque de perte découlant d’une variation défavorable de différents paramètres financiers, dont principalement les taux d’intérêt, les prix des actions et les cours de change.

Dans sa politique de gestion du risque de marché, la Banque distingue le risque de transformation, résultant de la différence structurelle entre les maturités des ressources et celles de leurs réinvestissements au bilan de la Banque, du risque lié à la gestion de la trésorerie et aux opérations de négociation.

Le risque de transformation est pris en charge par le Comité ALM, qui, d’une part, assure l’adéquation de la gestion des fonds propres et des fonds placés et, d’autre part, assure le refinancement des portefeuilles des crédits ainsi que des portefeuilles obligataires et actions propres de la Banque dans le but de minimiser les implications négatives des mouvements des courbes de taux sur les performances de la Banque. Le Comité ALM se compose des membres du Comité de direction de la Banque et d’un certain nombre de chefs de département.

Toutes les composantes du risque de marché, comme le risque de taux, de change ou de prix sur actions touchant les positions en instruments du bilan et du hors bilan de l’ALM, de la trésorerie ou du portefeuille de négociation, sont centralisées en temps réel à la salle des marchés dans le système “front-office” et sont maintenues dans des limites fixées par le Comité de direction de la Banque. Le Comité de direction est informé régulièrement par une unité indépendante de la salle des marchés du respect des limites ainsi que des niveaux de risque encourus.

Les niveaux de risque sont principalement, mais non exclusivement, surveillés moyennant un modèle de “Value at Risk” (VaR). Les activités de négociation et de trésorerie sont soumises à des limites VaR respectives.

En sus de la VaR, qui permet une gestion agrégée des différents risques de marché, la Banque maintient d’autres outils de gestion des risques en fonction des instruments financiers concernés. Ainsi, le risque de taux est géré en simulant l’incidence d’une variation parallèle d’un point de base (0,01%) de la courbe des taux d’intérêt sur la Valeur Actuelle Nette (VAN) des positions. Les rapports quotidiens présentent donc la variation résultant de la variation parallèle de toutes les courbes de taux d’intérêt d’un point de base, appelée encore “Basis Point Value” (BPV) qui doit rester dans des limites fixées. De même, le risque de change et le risque sur actions sont gérés par des limites sur les positions individuelles et des ordres “stop-loss”.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité résulte du problème de réconciliation des flux financiers entrants et sortants à une date précise. Le risque pour un établissement financier est celui de ne plus pouvoir, à un moment donné, assurer ses obligations de paiement pour cause de manque d'actifs liquides par rapport aux passifs devenus exigibles. De par sa structure financière, la Banque se trouve normalement dans une situation d'excédents de liquidités.

La Banque opère un suivi permanent du risque de liquidité en fonction des échéances. Ce suivi inclut à la fois un rapprochement très détaillé des flux entrants et sortants sur une échéance de six mois au niveau de la trésorerie ainsi qu'une vue à moyen et long terme des besoins structurels de financement. En 2012, la Banque a réalisé le stress-test exigé par la circulaire CSSF 09/403 à un rythme trimestriel. Cet exercice a démontré que la Banque serait capable, de par les actifs liquides qu'elle détient, de faire face à une situation inattendue de retrait massif de dépôts sur une durée prolongée.

La Banque dispose de passifs stables et diversifiés, notamment sous forme d'une base de dépôts clientèle très solide et de programmes de refinancement Euro Commercial Paper (ECP), US Commercial Paper (USCP) et Euro Medium Term Notes (EMTN) qui lui assurent une situation confortable en matière de liquidité. De plus, le portefeuille de valeurs mobilières à revenu fixe de grande qualité permet à la Banque un refinancement à la fois auprès de la Banque centrale européenne et dans le marché de la mise en pension de titres.

Dans le cas d'un besoin urgent et important de liquidités, la Banque peut faire appel à une ligne de crédit "intraday" et "overnight" auprès de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) contre nantissement de titres publics ou autres titres à revenu fixe. A cet effet, la Banque vise à disposer en permanence d'un portefeuille d'un minimum de 4 milliards d'euros en titres à revenu fixe pouvant servir de garantie auprès de la BCL. En date du 31 décembre 2012, le montant du portefeuille était de 4,218 milliards EUR. Fin 2012, le volume du portefeuille d'actifs éligibles au refinancement auprès de la BCL ou mobilisables dans le marché interbancaire était supérieur à 10 milliards EUR.

Depuis 2009, la Banque est membre indirect du système de règlement des transactions de change CLS¹. La grande majorité des opérations de change est aujourd'hui réalisée via CLS. La participation à ce système élimine pratiquement le risque de contrepartie lié aux opérations de change par le principe du "Payment-versus-Payment" et elle réduit le risque de liquidité de la Banque du fait de l'application d'une compensation entre transactions, ce qui diminue considérablement les volumes transférés pour les transactions en question.

Risque opérationnel

D'une manière générale, le risque opérationnel est le risque de perte résultant de procédures internes inadaptées ou défaillantes, d'erreurs humaines ou informatiques ou d'événements externes.

La maîtrise du risque opérationnel est assurée par des règles et procédures détaillées ainsi que par un système de contrôle interne implémenté à tous les niveaux, dont le suivi est assuré par la direction de la Banque.

¹ Continuous-Linked Settlement

Dans le but de centraliser la gestion du risque opérationnel, la Banque exploite un outil permettant la gestion des incidents internes selon les méthodologies proposées par Bâle II. Ainsi, la Banque dispose d'une base de données qui recense tous les incidents qui ont un impact sur le résultat de la Banque et qui sont relatifs à une défaillance humaine ou informatique. Les incidents font par ailleurs l'objet d'une analyse récurrente au niveau d'un certain nombre de comités de la Banque.

La Banque vise à diminuer le risque opérationnel par une amélioration constante des systèmes d'exploitation et des structures organisationnelles.

En ce qui concerne les activités de banque de détail, le suivi rigoureux des affaires, la séparation des fonctions au niveau opérationnel ainsi que le renforcement des procédures sont destinés à éviter d'éventuels incidents. La fonction "Compliance" veille au respect de toute réglementation en vigueur par la mise en place de procédures, la formation en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et de financement du terrorisme et le suivi des réclamations de la clientèle.

Le service "Organisation" est en charge de la coordination des principaux projets informatiques de la Banque avec comme objectif d'assurer la gestion du changement et d'éviter les risques opérationnels inhérents à ces projets. Au-delà, sa mission consiste à veiller à la sécurité physique et informatique de la Banque, avec la coordination des plans "Disaster Recovery Plan" (DRP) et "Business Continuity Plan" (BCP) qui servent à assurer la continuité des services de la Banque en cas de sinistre majeur.

Dans le domaine de la sécurité des systèmes d'information, une attention toute particulière est accordée en permanence à la protection des informations relatives aux clients. Les considérations de sécurité font partie intégrante de tous les projets informatiques et la Banque fait régulièrement appel à des audits de sécurité dédiés pour confirmer le niveau de sécurité atteint.

Finalement, la Banque dispose de polices d'assurance pour se prémunir contre des pertes financières éventuelles en rapport avec la matérialisation d'un risque opérationnel. Ces polices d'assurance couvrent les principaux domaines d'activité. Une partie de ces risques est prise en charge par la société de réassurance Spuerkeess-Ré.

Risque financier et comptabilité de couverture

Les comptes annuels sont préparés en conformité avec les obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg pour les établissements de crédit. A l'exception des principes comptables relatifs à la comptabilisation de la provision "AGDL" (Association pour la Garantie des Dépôts, Luxembourg), de la provision forfaitaire et des postes spéciaux avec une quote-part de réserves, les comptes annuels sont basés sur les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne.

La Banque a recours aux instruments dérivés afin de couvrir les risques de taux d'intérêt, de change, de crédit et de prix fixe (indices boursiers, prix d'actions). Les instruments dérivés couramment utilisés sont les "Interest rate swaps" (IRS) et les "Cross currency interest rate swaps" (CIRS) dans le cadre d'opérations de couverture standard "Plain Vanilla". Parallèlement à ces contrats standardisés, la Banque couvre spécifiquement les émissions structurées et les acquisitions d'obligations structurées incluses dans le portefeuille des actifs disponibles à la vente et contenant des dérivés incorporés par des swaps à composantes structurées.

Un instrument dérivé est considéré comme détenu à des fins de transaction sauf s'il est désigné en tant qu'instrument de couverture. Lors de la conclusion d'un contrat, la Banque peut désigner certains instruments financiers en tant qu'instruments de couverture lorsque ces opérations respectent les critères définis par la norme IAS 39.

La Banque a principalement recours à la couverture de juste valeur.

Gestion et suivi des risques inhérents à l'établissement de l'information financière

La Banque s'est dotée des procédures et des systèmes de contrôle nécessaires à l'établissement et au suivi de l'information financière. Afin d'assurer la qualité et l'exhaustivité de l'information financière, la Banque procède quotidiennement au suivi des mouvements sur comptes internes, surveille les principales composantes du compte de résultat telles la marge d'intérêt, les commissions et les frais généraux et vérifie l'exhaustivité des informations reçues des différentes applications informatiques qui se trouvent en amont du système d'information comptable. Mensuellement, la Banque procède à des réconciliations de soldes sur comptes d'attente, sur comptes de proratisation des intérêts et autres comptes internes.

Parmi les systèmes de contrôle figure le bilan journalier qui est établi afin de permettre à diverses entités de la Banque, notamment à la salle des marchés, de procéder à un suivi de l'impact des opérations initiées.

En ce qui concerne les exercices d'évaluation des positions détenues en portefeuille ou de détermination des corrections de valeur sur actifs présentant des indications de dépréciation, une collaboration étroite entre les équipes comptables et les services de gestion des risques a été définie.

Au-delà des contrôles purement comptables, la Banque assure un suivi régulier de la rentabilité commerciale par client, par produit et par métier et procède à une analyse mensuelle du budget des dépenses. Le Comité de direction prend connaissance des performances des différents métiers de la Banque via un "Management Information System". De même, il analyse et valide sur base mensuelle la situation financière ainsi que le suivi du budget des dépenses.

Gouvernance d'entreprise

La gouvernance d'entreprise de la maison mère du groupe est régie par la loi organique du 24 mars 1989.

Excellente performance dans un environnement économique en pleine mutation

Les comptes consolidés du groupe BCEE ont été préparés en conformité avec les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne et comprennent les comptes de la Banque, des filiales et des

entités ad hoc sur lesquelles la Banque exerce, directement ou indirectement, un contrôle effectif sur la gestion et la politique financière et opérationnelle.

Les filiales entrent dans le périmètre de consolidation dès la date d'acquisition qui représente la date à partir de laquelle la Banque, en tant que maison mère, a le pouvoir de diriger les politiques financières. Elles en sortent le jour où ce contrôle cesse.

Les résultats financiers du Groupe au 31 décembre 2012 sont en forte progression par rapport à ceux affichés pour l'exercice 2011.

Le produit bancaire s'élève à 562,0 millions d'euros fin 2012.

La marge nette d'intérêt est en augmentation de 5,6% grâce au dynamisme des activités de crédits et à la politique prudente de transformation d'échéances pratiquée par le comité ALM qui a su limiter les implications négatives des mouvements des courbes de taux à la baisse sur les performances de la Banque.

Le résultat sur commissions est en hausse de 1,7%, hausse principalement liée au développement des activités bancaires "classiques" de la clientèle non bancaire dans le domaine des crédits et des paiements.

Les revenus de valeurs mobilières à revenu variable ont augmenté de 8,8%, en raison de la hausse des dividendes perçus en provenance des investissements dans les participations stratégiques renseignés en tant qu'actifs financiers disponibles à la vente.

Le résultat sur instruments financiers passe de -97,4 millions d'euros fin 2011 à -20,1 millions d'euros au 31 décembre 2012. Par nature plus volatile, cette rubrique inclut le résultat de l'activité négoce de valeurs mobilières et d'instruments dérivés, le résultat de réalisations d'actifs financiers disponibles à la vente, le résultat sur opérations de couverture de juste valeur ainsi que le résultat sur opérations de change. Le reclassement de swaps d'intérêts de la catégorie «résultat sur opérations de couverture», vers la catégorie «résultat sur instruments financiers détenus à des fins de transaction» suite à la vente en 2011 et en 2012 des titres souverains qui étaient couverts à l'origine a davantage augmenté la volatilité de cette rubrique dans un environnement de taux d'intérêts à long terme orientés à la baisse.

Les résultats d'évaluation des valeurs mobilières à revenu fixe, qui font partie des actifs financiers disponibles à la vente, sont renseignés dans le poste "réserve de réévaluation" des capitaux propres. Il en est de même des résultats d'évaluation relatifs aux valeurs mobilières à revenu variable du portefeuille des actifs financiers disponibles à la vente. Suite à l'apaisement de la crise de la dette souveraine, l'évaluation de juste valeur de ces titres a influencé très positivement l'évolution de la réserve de réévaluation qui s'élève à 609,9 millions d'euros fin 2012, en progression de 388,0 millions d'euros ou de 174,9% par rapport au 31 décembre 2011.

Les autres produits et charges d'exploitation sont en baisse et passent de 18,5 millions d'euros fin 2011 à 5,8 millions d'euros fin 2012.

Grâce à une politique rigoureuse de suivi des coûts, le groupe BCEE a pu limiter la croissance de ses frais généraux totaux, y inclus les corrections de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles à 2,4%. D'importants projets de réingénierie et d'automatisation des processus contribuent à améliorer constamment la productivité. Ces éléments ont permis d'atténuer l'effet de la croissance structurelle des frais de personnel tout en préservant la qualité du service rendu.

Malgré la dégradation du contexte économique général, les corrections de valeur nettes pour risques de crédit que le groupe BCEE a dû acter ne s'élèvent qu'à 23,7 millions d'euros en 2012.

Compte tenu des éléments qui précèdent, le Groupe affiche pour l'exercice 2012 un bénéfice net de 227,5 millions d'euros par rapport à un bénéfice net de 126,0 millions d'euros un an plus tôt, soit une hausse de 101,5 millions d'euros ou de 80,6%.

Les fonds propres de base se situent à 3.397,9 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Perspectives pour l'année 2013

En Europe, la fixation du cadre pour l'instauration d'une supervision bancaire européenne, les progrès réalisés en termes de stabilisation financière et le maintien d'un environnement de taux directeurs bas par la Banque centrale européenne (BCE) devraient permettre le retour à une croissance certes faible, mais positive au deuxième semestre 2013.

Au Luxembourg, la situation conjoncturelle continuera à peser sur les finances publiques et le marché du travail et risque d'affecter également des branches de l'économie relativement épargnées jusqu'à présent.

Sur le plan réglementaire, la Banque continue ses travaux préparatoires relatifs à l'implémentation de la réglementation CRR/CRD IV. Les principaux chantiers concernent le respect de nouveaux ratios de solvabilité plus stricts, le calcul de nouveaux ratios de liquidité et l'introduction d'un ratio mesurant l'effet de levier. Avec sa base de fonds propres stables et sa position de liquidité confortable, la BCEE saura répondre à toutes les exigences futures en la matière. Par ailleurs, compte tenu de sa base des dépôts très solide, le besoin de refinancement par appel au marché obligataire sera très limité en 2013.

Dans le contexte particulier décrit ci-dessus, la Banque va suivre de près le développement des indicateurs économiques et la situation sur les marchés financiers et continuera à prendre les mesures qui s'imposent pour réagir face à des évolutions négatives sans mettre en péril son développement et en assumant pleinement son rôle d'acteur responsable au service de ses clients et de l'économie du pays, conformément aux missions lui confiées par la loi du 24 mars 1989 et en continuité avec les développements du passé.

Le taux directeur de la Banque centrale européenne, à son plus bas niveau historique depuis le 5 juillet 2012, n'a pas réussi à exercer l'effet de levier souhaité sur l'économie de la zone euro, qui est restée en récession au quatrième trimestre 2012 et peine à se relever au début de l'exercice 2013, ce qui présage le maintien des taux d'intérêt à des niveaux historiquement bas et se traduira par un impact négatif sur l'évolution de la marge d'intérêt de la BCEE au courant de l'exercice 2013.

Evènements postérieurs à la clôture

Des évènements importants, mettant en cause la marche normale des affaires du Groupe BCEE, ne se sont pas produits après la clôture de l'exercice 2012.

Luxembourg, le 19 mars 2013

Pour le Comité de direction

Michel Birel
Directeur Général adjoint

Jean-Claude Finck
Directeur Général

**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,
LUXEMBOURG**

RAPPORT DU REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE
31 décembre 2012



Rapport d'audit

Au Conseil d'Administration de
Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg

Rapport sur les comptes annuels consolidés

Conformément au mandat donné par le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg, sur proposition du Conseil d'Administration de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, nous avons effectué l'audit des comptes annuels consolidés ci-joints de Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg et de ses filiales (« le Groupe »), comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2012, ainsi que le compte de résultat consolidé et l'état consolidé du résultat global, le tableau consolidé de variation des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date et un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Responsabilité du Comité de Direction et du Conseil d'Administration pour les comptes annuels consolidés

L'établissement et la présentation sincère de ces comptes annuels consolidés conformément aux Normes Internationales d'Information Financière telles qu'adoptées par l'Union Européenne, relèvent de la responsabilité du Comité de Direction et font l'objet d'une approbation par le Conseil d'Administration conformément à la loi organique du 24 mars 1989. Le Comité de Direction est également responsable de la mise en place d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement des comptes annuels consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du Réviseur d'entreprises agréé

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels consolidés. Le choix des procédures relève du jugement du Réviseur d'entreprises agréé, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à cette évaluation, le Réviseur d'entreprises agréé prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels consolidés afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites sous la responsabilité du Comité de Direction et approuvées par le Conseil d'Administration, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes annuels consolidés.

PricewaterhouseCoopers Société coopérative, 400 Route d'Esch, B.P. 1443, L-1014 Luxembourg
T: +352 494848 1, F: +352 494848 2900, www.pwc.lu

Cabinet de révision agréé. Expert-comptable (autorisation gouvernementale n°10028256)
R.C.S. Luxembourg B 65 477 - TVA LU25482518



Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

A notre avis, les comptes annuels consolidés donnent une image fidèle de la situation financière du Groupe au 31 décembre 2012, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Rapport sur d'autres obligations légales ou réglementaires

Le rapport de gestion consolidé, qui relève de la responsabilité du Comité de Direction et fait l'objet d'une approbation par le Conseil d'Administration, est en concordance avec les comptes annuels consolidés.

PricewaterhouseCoopers Société coopérative
Représentée par

Luxembourg, 19 mars 2013

Pierre Krier

**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,
LUXEMBOURG**

COMPTES CONSOLIDES AUDITES
31 décembre 2012

Bilan consolidé au 31 décembre 2012

ACTIF du Bilan			
	Notes	31/12/2011	31/12/2012
en euros			
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	4.1.	2.459.527.085	1.291.679.360
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	4.9.	5.858.242.107	7.094.564.634
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	4.10.	16.594.034.238	16.716.489.554
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	4.2. 4.8.	235.341.022	85.646.698
Instruments dérivés de couverture	4.8.	149.193.054	67.139.194
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu fixe	4.2.	8.438.492.520	8.443.341.261
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu variable	4.2.	788.561.055	910.278.050
Titres détenus jusqu'à échéance	4.4.	4.644.327.498	5.315.888.143
Parts mises en équivalence	4.3.	285.573.619	280.246.062
Immobilisations corporelles à usage propre	4.11.	175.648.350	177.471.636
Immobilisations corporelles de placement	4.13.	17.942.535	17.356.074
Immobilisations incorporelles	4.12.	12.492.193	12.244.231
Impôts différés	4.15.	43.335.631	-
Autres actifs	4.14.	38.704.895	81.032.735
TOTAL de l'ACTIF		39.741.415.802	40.493.377.632

PASSIF du Bilan			
	Notes	31/12/2011	31/12/2012
en euros			
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	4.17.	4.255.615.701	3.786.193.933
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle privée et secteur public	4.18.	24.324.263.715	24.473.545.033
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	4.2. 4.8.	150.587.688	324.581.083
Instruments dérivés de couverture	4.8.	713.548.684	822.908.804
Emissions de titres	4.16.	7.277.048.463	7.385.930.607
Provisions	4.20.	4.813.364	4.200.369
Autres passifs	4.21.	63.747.017	60.508.671
Impôts courants	4.15.	75.779.375	84.227.576
Impôts différés	4.15.	-	63.431.254
Fonds de pension	4.19.	17.199.314	88.214.816
Sous-total PASSIF à reporter (avant capitaux propres)		36.882.603.321	37.093.742.146

Bilan consolidé au 31 décembre 2012 (suite)

CAPITAUX PROPRES du Bilan			
		31/12/2011	31/12/2012
en euros			
Report sous-total PASSIF avant capitaux propres		36.882.603.320	37.093.742.146
Capital souscrit		173.525.467	173.525.467
Réserve de réévaluation		221.836.111	609.867.885
° <i>Actifs disponibles à la vente</i>		217.454.695	603.667.755
Réserves consolidées		2.335.655.411	2.386.960.748
° <i>Différence de mise en équivalence</i>		206.718.030	215.006.563
Résultat de l'exercice		125.972.275	227.499.362
Sous-total fonds propres -attribuables aux propriétaires de la société mère		2.856.989.264	3.397.853.462
Intérêts minoritaires		1.823.217	1.782.024
Total capitaux propres		2.858.812.481	3.399.635.486
TOTAL du PASSIF y inclus les CAPITAUX PROPRES		39.741.415.801	40.493.377.632

Compte de résultat consolidé au 31 décembre 2012

en euros	Notes	31/12/2011	31/12/2012
Résultat d'intérêts	5.1.	416.238.619	439.338.533
Revenu de valeurs mobilières	5.2.	29.974.327	32.597.456
Commissions	5.3.	102.630.213	104.379.435
RESULTAT SUR INTERETS, DIVIDENDES ET COMMISSIONS		548.843.159	576.315.424
Résultat réalisé sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat	5.4.	-41.553.018	7.734.488
Résultat sur instruments financiers détenus à des fins de transaction	5.5.	-65.550.627	-31.108.752
Résultat sur opérations de couverture	5.6.	1.709.878	-5.237.733
Différences de change		8.024.415	8.463.744
Autres produits d'exploitation	5.7.	19.600.915	6.420.002
Autres charges d'exploitation	5.7.	-1.087.937	-598.161
PRODUIT BANCAIRE		469.986.784	561.989.012
Frais du personnel	5.8.	-176.795.334	-181.000.767
Autres frais généraux administratifs	5.9.	-68.941.339	-70.698.548
Corrections de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles	5.10. 5.11 5.12	-26.742.213	-27.296.554
RESULTAT APRES FRAIS GENERAUX		197.507.898	282.993.143
Corrections de valeur nettes sur risques de crédit individuels et collectifs	5.13.	-87.611.533	-23.678.683
Provisions	5.14.	639.937	609.195
Quote-part dans le résultat des entreprises mises en équivalence		22.072.047	11.606.390
RESULTAT AVANT IMPOTS ET ACTIFS NON COURANTS		132.608.349	271.530.045
Résultat sur actifs non courants et des groupes destinés à être cédés, classés comme détenus en vue de la vente et ne remplissant pas les conditions d'une activité abandonnée		-3.860.866	1.069.205
Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires	5.15.	-17.967.414	-27.786.720
Impôts différés	5.15.	16.563.624	-15.911.611
RESULTAT DEL'EXERCICE		127.343.693	228.900.919
DONT:			
RESULTAT DE L'EXERCICE ATTRIBUABLE AUX INTERETS MINORITAIRES		1.371.418	1.401.557
RESULTAT DE L'EXERCICE ATTRIBUABLE AUX PROPRIETAIRES DE LA MAISON MERE		125.972.275	227.499.362

Etat consolidé du résultat global au 31 décembre 2012
en euros

	31/12/2011	31/12/2012
Résultat de l'exercice	127.343.693	228.900.919
Actifs disponibles à la vente	-138.397.186	651.113.979
◦ <i>Variation des résultats d'évaluation</i>	-162.141.179	658.670.629
◦ <i>Résultats de vente réalisés via le compte de résultat</i>	23.743.993	-7.556.650
Ecart actuariel sur régime de pension à prestation définie	-24.119.281	-72.005.524
Couverture de flux de trésorerie	3.104.878	2.606.046
Impact impôts différés	44.987.139	-81.797.344
Autres éléments du résultat global pour l'exercice - nets d'impôts	-114.424.450	499.917.157
Résultat global total de l'exercice	12.919.243	728.818.076

Tableau de variation des capitaux propres consolidés au 31 décembre 2012
en euros

	Capital souscrit	Réserves consolidées	Réserve de réévaluation	Résultat net	Total capitaux propres propriétaire société mère	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Au 1^{er} janvier 2012	173.525.467	2.335.655.411	221.836.111	125.972.275	2.856.989.264	1.823.217	2.858.812.481
Affectation du résultat 2011	-	125.972.275	-	-125.972.275	-	-	-
Résultat net de l'exercice 2012	-	-	-	227.499.362	227.499.362	1.399.962	228.899.324
Distribution pour l'exercice 2011	-	-30.000.000	-	-	-30.000.000	-	-30.000.000
Ecart actuariel sur fonds de pension	-	-50.690.083	-	-	-50.690.083	-	-50.690.083
Résultat net d'évaluation des opérations sur instruments financiers disponibles à la vente	-	-	386.213.060	-	386.213.060	-	386.213.060
Résultat net d'évaluation sur couverture de flux de trésorerie	-	-	1.818.714	-	1.818.714	-	1.818.714
Autres	-	6.023.145	-	-	6.023.145	-1.441.155	4.581.990
au 31 décembre 2012	173.525.467	2.386.960.748	609.867.885	227.499.362	3.397.853.462	1.782.024	3.399.635.486

Pour l'exercice 2012, la Banque a affecté 30.000.000 EUR (30.000.000 EUR en 2011) de son résultat en tant que distribution à l'Etat.

	Capital souscrit	Réserves consolidées	Réserve de réévaluation	Résultat net	Total capitaux propres propriétaire société mère	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Au 1^{er} janvier 2011	173.525.467	2.098.152.173	319.087.633	215.935.764	2.806.701.037	2.522.612	2.809.223.647
Affectation du résultat 2010	-	215.935.764	-	-215.935.764	-	-	-
Résultat net de l'exercice 2011	-	-	-	125.972.275	125.972.275	-	125.972.275
Distribution pour l'exercice 2010	-	-30.000.000	-	-	-30.000.000	-	-30.000.000
Ecart actuariel sur fonds de pension	-	-17.172.928	-	-	-17.172.928	-	-17.172.928
Résultat net d'évaluation des opérations sur instruments financiers disponibles à la vente	-	-	-99.462.195	-	-99.462.195	-	-99.462.195
Résultat net d'évaluation sur couverture de flux de trésorerie	-	-	2.210.673	-	2.210.673	-	2.210.673
Autres	-	68.740.402	-	-	68.740.402	-699.395	68.041.007
au 31 décembre 2011	173.525.467	2.335.655.411	221.836.111	125.972.275	2.856.989.264	1.823.217	2.858.812.481

Tableau consolidé des flux de trésorerie au 31 décembre 2012
en euros

en euros	31/12/2011	31/12/2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie		
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	2.459.527.248	1.291.651.378
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	3.157.940.835	4.716.951.443
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	1.807.758.544	1.732.595.514
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	1.106.441	108.174
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu fixe	728.588.229	777.634.556
Titres détenus jusqu'à échéance	708.527.220	610.639.981
	8.863.448.518	9.129.581.046

Le tableau des flux de trésorerie présente les entrées et les sorties de trésorerie. La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les avoirs auprès de banques centrales ainsi que tous les avoirs venant à échéance endéans 90 jours.

Le tableau des flux de trésorerie classe les flux de trésorerie de la période en activités opérationnelles, d'investissement et de financement.

Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles

- Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variation des actifs et passifs opérationnels :

en euros	31/12/2011	31/12/2012
Intérêts reçus	1.133.172.527	1.086.409.357
Intérêts payés	-712.781.843	-639.899.836
Revenus de valeurs mobilières	29.974.327	32.597.456
Commissions reçues	128.206.707	132.161.015
Commissions payées	-25.576.494	-27.781.580
Autres produits d'exploitation	19.600.915	6.420.002
Impôts courants	-17.967.414	-27.786.720
Autres frais généraux administratifs	-237.038.614	-244.135.837
Autres charges d'exploitation	-1.087.937	-598.161
Sous-total	316.502.174	317.385.697

- Flux de trésorerie provenant des variations d'actifs opérationnels :

Variations nettes en euros	31/12/2011	31/12/2012
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	-268.768	1.781.091
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu fixe	2.005.315.309	566.844.533
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu variable	22.731.330	-6.880.675
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	-744.095.817	322.172.029
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	-1.090.036.194	-139.397.467
Instruments dérivés de couverture	6.302.989	667.497
Autres actifs	11.261.184	-39.973.089
Sous-total	211.210.033	705.213.918

- Flux de trésorerie provenant des variations des passifs opérationnels :

Variations nettes en euros	31/12/2011	31/12/2012
Titres détenus à des fins de transaction - Ventes à découvert	840.785	-1.073.385
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	-64.900.146	241.233.756
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle	259.412.506	-469.396.324
Instruments dérivés de couverture	1.398.388.218	154.157.085
Autres passifs	-15.886.391	16.486.199
Emissions de titres	-2.903.329	-4.130.170
Sous-total	1.574.951.643	-62.722.839

Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	2.102.663.850	959.876.776
---	----------------------	--------------------

Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement

	31/12/2011	31/12/2012
Acquisition de titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu variable	-3.827.553	-313.671
Cession de titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu variable	26.993.236	6.902.907
Acquisition de valeurs mobilières à revenu variable - Filiales	-3.903.786	-
Cession de valeurs mobilières à revenu variable - Filiales	4.880.206	-
Acquisition de valeurs mobilières à revenu variable - Sociétés mises en équivalence	-	-
Cession de valeurs mobilières à revenu variable - Sociétés mises en équivalence	-	-
Acquisition de titres détenus jusqu'à échéance	-1.551.731.198	-2.753.908.697
Cession / remboursement de titres détenus jusqu'à échéance	1.510.632.101	1.995.436.849
Acquisitions/cessions d'actifs incorporels et corporels	-9.243.672	-6.259.041
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	-26.200.667	-758.141.653

Flux de trésorerie provenant des activités de financement

	31/12/2011	31/12/2012
Produits de l'émission de passifs subordonnés	-616.639	-45.761.486
Distribution du résultat	-30.000.000	-30.000.000
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	-30.616.639	-75.761.486

Variation nette	2.045.846.544	125.973.637
------------------------	----------------------	--------------------

Variation des comptes de trésorerie et des équivalents de trésorerie

	2011	2012
Situation au 1er janvier	7.038.624.523	8.863.448.518
Variation nette de trésorerie	2.045.846.544	125.973.637
Effet de la variation du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	-221.022.549	140.158.891
Situation au 31 décembre	8.863.448.518	9.129.581.046

**BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT,
LUXEMBOURG**

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES
31 décembre 2012

1 INFORMATION GENERALE

La Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg (ci- après « La Banque »), instituée par la loi du 21 février 1856 et régie par la loi du 24 mars 1989, est un établissement public autonome, doté de la personnalité juridique. Elle est placée sous la haute surveillance du membre du Gouvernement ayant le département du Trésor dans ses attributions.

Le siège de la Banque est situé 1, place de Metz à L-2954 Luxembourg.

Dans les limites fixées par les lois et règlements applicables aux établissements de crédit, la Banque a pour objet de faire toutes opérations bancaires et financières ainsi que toutes opérations analogues, connexes ou accessoires à celles-ci.

Les comptes consolidés concernent le Groupe dont la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat est la société mère. L'effectif moyen du Groupe pour le courant de l'exercice 2012 était de 1.804 personnes (inchangé par rapport à l'exercice 2011), y compris les contrats d'insertion à l'emploi.

L'exercice social coïncide avec l'année civile.

Les comptes consolidés ont été approuvés par le Conseil d'Administration dans sa séance du 19 mars 2013.

2 PRINCIPES D'ELABORATION DES COMPTES CONSOLIDES

2.1 Respect des principes comptables

Les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice 2012 ont été établis conformément aux Normes Internationales d'Informations Financières IFRS « International Financial Reporting Standards » adoptées par l'Union européenne.

a) Normes nouvelles ou révisées adoptées par le Groupe

Les normes suivantes, dont l'application est obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2012, ont été adoptées par le Groupe mais n'ont pas eu d'impact matériel sur les comptes consolidés. Il s'agit en l'occurrence des normes :

- IFRS 7 (changement) : « Instruments financiers »,
- IAS 1 (révisée) : « Présentation des autres éléments du résultat global », améliorations apportées au contenu du tableau de variation des capitaux propres,
- IAS 12 (changement) : « Impôts différés - Recouvrement des actifs sous-jacents ».

b) Normes nouvelles, révisées ou interprétations, pertinentes pour le Groupe qui ne sont pas encore d'application et qui n'ont pas été adoptées anticipativement par le Groupe :

- IFRS 10 : « Etats financiers consolidés »,
- IFRS 11 : « Partenariats »,
- IFRS 12 : « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités »,
- IFRS 13 : « Evaluation de la juste valeur »,
- IAS 19 (révisée) : « Avantages du Personnel »,
- IAS 27 : « Etats financiers individuels »,
- IAS 28 : « Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises »,
- IAS 32 (changement) : « Instruments financiers », présentation – compensation d'actifs financiers et de passifs financiers.

Les études d'impact liées à la mise en place de ces nouvelles normes sont en cours respectivement en voie d'être entamées.

Les comptes consolidés sont établis en euros, monnaie fonctionnelle de la maison mère et de ses filiales (à l'exception d'une filiale – voir note 2.2.2.), suivant le principe de l'enregistrement au coût historique, respectivement au coût amorti, ajusté à la juste valeur pour l'enregistrement des investissements disponibles à la vente, des actifs financiers détenus à des fins de transaction, des instruments dérivés et des actifs du fonds de pension.

2.2 **Principe de consolidation**

2.2.1 **Périmètre de consolidation**

Les comptes consolidés comprennent la société mère, les filiales ainsi que des entités ad hoc sur lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle effectif sur la gestion et la politique financière et opérationnelle. Les filiales entrent dans le périmètre de consolidation dès la date d'acquisition qui représente la date à partir de laquelle l'acquéreur a le pouvoir de diriger les politiques financières. Elles sortent de ce périmètre le jour où ce contrôle cesse.

La consolidation n'a pas généré de « goodwill » puisque les filiales sont détenues par la Groupe depuis leur création.

L'acquisition est comptabilisée à son coût, à savoir le montant de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie versé qui représente la juste valeur, augmenté de tous les coûts directement attribuables à l'acquisition. Les soldes intra-groupe et les transactions intra-groupe ainsi que les profits latents en résultant sont intégralement éliminés. Les pertes latentes résultant de transactions intra-groupe sont également éliminées à moins que le coût ne puisse pas être recouvré.

Si un membre du groupe utilise des méthodes comptables différentes de celles adoptées dans les comptes consolidés, des ajustements appropriés sont apportés à la filiale afin de rester conforme aux méthodes comptables appliquées par le Groupe.

Si les comptes consolidés d'une société sont établis à des dates de clôture différentes du Groupe, des ajustements sont effectués pour prendre en compte les effets des transactions et autres événements significatifs qui se sont produits entre ces dates de clôture et celle de la mère.

La part des sociétés minoritaires dans les capitaux propres est identifiée sur une ligne distincte. De même, la part des sociétés minoritaires dans le résultat de l'exercice est identifiée sur une ligne distincte.

2.2.1.1 Filiales consolidées par intégration globale

Les comptes consolidés enregistrent les actifs, les passifs ainsi que les produits et charges du Groupe et de ses filiales. Une filiale est une société dans laquelle le Groupe détient au moins 50% des droits de vote ainsi que toutes sociétés sur lesquelles le Groupe a le pouvoir d'exercer, directement ou indirectement, un contrôle dominant qui lui permet de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise.

Les filiales entrant dans le périmètre de consolidation :

Désignation	% des droits de vote
Lux-Index US Advisory S.A.	76,13
Lux-Pension Advisory S.A.	83,88
Lux-Croissance Advisory S.A.	87,27
Luxcash Advisory S.A.	87,33
Lux-World Fund Advisory S.A.	87,47
Luxbond Advisory S.A.	89,90
BCEE Asset Management S.A.	90,00
Lux-Protect Fund Advisory S.A.	93,00
Bourbon Immobilière S.A.	99,90
Luxembourg State and Savings Bank Trust Company S.A.	99,90
Spuerkeess Ré S.A.	100,00

En décembre 2012, la décision du Groupe de dissoudre la société Lux-Garantie Advisory S.A. a fait sortir cette dernière du patrimoine du groupe et ainsi du périmètre de consolidation par intégration globale.

2.2.1.2 Entreprises associées mises en équivalence

Les entreprises associées où le Groupe détient une influence notable sont enregistrées suivant la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable se caractérise par le pouvoir du Groupe de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'en obtenir une partie significative des avantages économiques. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient, directement ou indirectement par le biais de ses filiales, 20% ou plus des droits de vote.

Les entreprises associées sont enregistrées au coût et la valeur comptable est augmentée ou diminuée pour comptabiliser la quote-part du Groupe dans les résultats de l'entreprise détenue après la date d'acquisition. Le compte de résultat du Groupe reflète la quote-part de l'investisseur dans les résultats de l'entreprise détenue.

La consolidation par mise en équivalence cesse lorsque le montant de la participation est réduit à zéro, à moins que le Groupe ne doive reprendre à son compte ou garantir des engagements de la société associée.

Les entreprises associées du Groupe :

Entreprises associées	Fraction du capital détenu en %
Participations directes	
Société Nationale de Circulation Automobile S.à r.l.	20,00
Luxair S.A.	21,81
Société de la Bourse de Luxembourg S.A.	22,74
Europay Luxembourg S.C.	27,90
Visalux S.C.	35,46
La Luxembourgeoise S.A.	40,00
La Luxembourgeoise-Vie S.A.	40,00
BioTechCube S.A.	50,00
Participations indirectes	
Pecoma International S.A.	33,33
EFA Partners S.A.	29,05

Courant décembre 2012, la décision du Groupe de vendre sa part de la Société du Parking du Théâtre S.A., a fait sortir cette dernière du périmètre de consolidation par mise en équivalence.

En 2012, la Société Nationale de Contrôle Technique S.à.r.l. a été redénominée en Société Nationale de Circulation Automobile S.à.r.l..

A noter qu'il est prévu que les activités d'« acquiring » et d'« issuing » des sociétés de licences VISALUX S.C et EUROPAY Luxembourg S.C. soient reprises par CETREL S.A., respectivement par les banques de la place, entraînant ainsi la dissolution des deux sociétés à moyen terme.

2.2.2 Conversion de change suite à la consolidation

Dans les comptes consolidés, les postes du bilan de l'unique entreprise en monnaie étrangère consolidée (Lux-Index US Advisory S.A.) sont convertis dans la monnaie de présentation du Groupe (euro) au cours de clôture de l'exercice. Les éléments de produits et de charges provenant de la filiale libellés en dollar US sont convertis sur base d'un cours moyen de la période.

Les résultats de conversion dégagés par la consolidation sont enregistrés directement dans les fonds propres afin d'assurer leur neutralité sur les résultats comptables. En cas de cession de l'entreprise, ils seront reconnus en tant que bénéfice ou perte par enregistrement au compte de résultat.

2.3 Transactions en monnaies étrangères

Les effets des variations des cours des monnaies étrangères sur les postes du compte de résultat sont exposés ci-dessous. La monnaie fonctionnelle du Groupe est l'euro (« EUR »).

Les transactions en monnaie étrangère sont converties en monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à la date de transaction.

A chaque date de clôture, les éléments monétaires en monnaie étrangère sont convertis au cours du dernier jour de l'exercice.

Les éléments non monétaires enregistrés au coût historique sont convertis en utilisant le cours de change à la date de transaction tandis que les éléments non monétaires, enregistrés à la juste valeur, sont convertis en appliquant le cours de change en vigueur à la date où ces justes valeurs ont été déterminées.

Les différences de change qui résultent des actifs et passifs monétaires sont comptabilisées en compte de résultat, sauf si l'opération de transaction a été classée en couverture de flux de trésorerie (« cash flow hedge »).

Pour les actifs monétaires classés en « actifs disponibles à la vente », les différences de change relatives à la différence entre la juste valeur à la date de clôture de ces instruments et de leur coût d'acquisition sont comptabilisées en réserve de réévaluation, tandis que les différences de change relatives à l'ajustement du coût amorti par rapport à la valeur d'acquisition sont comptabilisées au compte de résultat.

Les différences de change relatives à des ajustements de la juste valeur d'éléments non monétaires suivent la comptabilisation de ces changements de juste valeur.

Pour les devises principales, les taux de change suivants ont été utilisés pour la conversion des comptes annuels, un euro étant égal à :

	31/12/2011	31/12/2012
CHF	1,2160	1,2076
GBP	0,8378	0,8161
JPY	100,1400	113,6200
SEK	8,9294	8,5895
USD	1,2936	1,3195

2.4 Opérations bancaires

2.4.1 Comptabilisation et évaluation initiales

Les achats et les ventes d'actifs et de passifs financiers dont la livraison, respectivement le règlement, sont effectués à une date ultérieure à la date de transaction, sont comptabilisés au bilan à la date de livraison, respectivement de règlement.

Tous les instruments financiers sont enregistrés à la juste valeur lors de la comptabilisation initiale, augmentée des frais directement attribuables lorsque ces instruments financiers ne sont pas renseignés à la juste valeur au compte de résultat.

Les instruments dérivés sont enregistrés à la date de transaction au bilan à leur juste valeur. La classification des instruments dérivés lors de leur comptabilisation initiale dépend de l'intention et des caractéristiques de leur détention. Ainsi, une classification en « instruments financiers détenus à des fins de transaction » ou en « instruments de couverture » est possible.

Les instruments dérivés sont enregistrés à l'actif lorsque la juste valeur est positive, respectivement au passif lorsqu'elle est négative. La juste valeur s'entend ici comme le « dirty price » de ces instruments, c'est-à-dire intérêts courus compris.

Les instruments dérivés suivant la définition de la norme IAS 39, incorporés dans d'autres instruments financiers, sont séparés du contrat hôte et enregistrés à la juste valeur si leurs caractéristiques économiques et les risques ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte et si l'instrument financier global n'est pas classé comme détenu à des fins de transaction, respectivement n'a pas été désigné comme étant évalué à la juste valeur par le compte de résultat. Les instruments dérivés incorporés qui ont été séparés du contrat hôte sont comptabilisés à leur juste valeur dans le portefeuille détenu à des fins de transaction et les variations de juste valeur sont enregistrées dans le compte de résultat.

Les plus ou moins-values réalisées lors de la vente d'actifs financiers qui ne font pas l'objet d'une réévaluation par le biais du compte de résultat sont calculées par différence entre le montant reçu net de frais de transaction et le coût d'acquisition, respectivement le coût amorti de l'actif financier.

2.4.2 Évaluation ultérieure

L'évaluation des instruments financiers se fera en fonction des caractéristiques des instruments financiers ainsi que de leur appartenance à une catégorie d'évaluation. Les catégories d'évaluation retenues sont les suivantes : instruments financiers détenus à des fins de transaction ou de couverture, actifs financiers détenus jusqu'à échéance, actifs financiers disponibles à la vente et prêts et avances.

2.4.2.1 Le « coût historique »

Pour les actifs et passifs financiers renseignés au coût historique, leur évaluation correspond au montant initial enregistré.

2.4.2.2 Le « coût amorti »

Le coût amorti correspond au montant initial enregistré, diminué des amortissements en capital, ajusté des primes et décotes calculées par différence entre le montant initial et le montant de remboursement à l'échéance et étalées sur la durée de l'actif, moins les dépréciations constatées via des corrections de valeur dans le cas où il y a indication objective de perte de valeur de l'actif considéré.

2.4.2.3 La « juste valeur »

La juste valeur de la contrepartie reçue ou donnée peut normalement être déterminée par référence à un marché actif ou à partir de techniques d'évaluation basées principalement sur des observations de marché. Ainsi, pour déterminer une valorisation cohérente des différents instruments financiers évalués à la juste valeur, le Groupe a recours aux méthodes et modèles suivants :

- instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture : le Groupe applique la méthode des flux de trésorerie actualisés pour les contrats « Plain-Vanilla », respectivement la méthode de « Black-Karasinski » pour les contrats structurés.
- actifs financiers :
 - o valeurs mobilières à revenu fixe :
 - pour les valeurs cotées sur un marché actif, utilisation du prix « bid » d'une source de cotation officielle,
 - pour les valeurs cotées sur un marché jugé inactif, détermination d'une valeur d'évaluation via l'application du modèle d'évaluation interne.

- valeurs mobilières à revenu variable :
 - pour les valeurs cotées sur un marché actif, utilisation du prix « bid » d'une source de cotation officielle,
 - pour les valeurs non cotées, respectivement cotées sur un marché jugé inactif, détermination par le Groupe d'une valeur d'évaluation par une analyse détaillée des derniers comptes annuels et par la prise en compte des prix d'éventuelles transactions récentes.
- passifs financiers :
 - les émissions d'EMTN du Groupe sont comptabilisées à l'origine au coût amorti. Par la suite, en vue d'éviter un impact au compte de résultat lié à la couverture de ces émissions par des instruments dérivés, ces opérations sont désignées comme « fair value hedge ». Ainsi, la méthode d'évaluation à la juste valeur appliquée à l'émission ainsi que l'évaluation de sa couverture sont identiques : méthode des flux de trésorerie actualisés, respectivement méthode « Black-Karasinski ».

2.4.3 Jugements et estimations comptables

Dans le cadre de la mise en place des principes comptables sous IFRS, le Groupe a dû faire appel, dans certains cas, à des jugements ainsi qu'à des estimations dans la détermination des montants renseignés dans les comptes consolidés.

Les cas les plus significatifs dans lesquels des jugements, respectivement des estimations, ont dû être faits sont :

2.4.3.1 *La juste valeur des instruments financiers*

Lorsque la juste valeur d'un instrument financier renseigné au bilan ne peut être déterminée à partir d'un marché actif, elle est calculée à partir de techniques d'évaluation basées le plus souvent sur des modèles mathématiques. Dans la mesure du possible, les variables qui sont fournies aux modèles mathématiques sont issues d'observations de marché.

Le Groupe détermine l'activité, respectivement l'inactivité, d'un marché de valeurs mobilières à revenu fixe à partir de critères tels que le poids de la position détenue dans l'émission totale, le nombre de contributeurs de prix, le « Bid Size » moyen ainsi que les écarts entre prix « bid » et prix « ask ».

Lorsque le marché est considéré comme étant actif, le Groupe utilise les prix d'une source de cotation officielle. Dans le cas d'une émission pour laquelle les critères mis en place par le Groupe permettent de conclure que le marché est inactif, le Groupe calcule d'abord un prix par application de la méthode des flux de trésorerie actualisés (« Discounted Cash flow method ») à partir de courbes de taux d'intérêt et de « spread » déterminés en fonction de la qualité de l'émetteur. Le prix ainsi calculé est ensuite pondéré avec une indication de prix fourni par une source de cotation, même si l'indication de prix est issue d'un marché pour lequel le Groupe a, compte tenu de son analyse marché actif/inactif, émis un doute sur son caractère actif.

2.4.3.2 *Dépréciations des actifs financiers (« impairment ») évalués au coût amorti*

Le Groupe déprécie un actif financier lorsqu'il y a indication objective de dépréciation de cet actif, conformément aux instructions de la norme IAS 39.

Pour les dossiers de la banque de détail (« retail banking »), l'estimation du montant irrécouvrable sur des dossiers spécifiques est effectuée à partir d'observations de pertes historiques, alors qu'un jugement effectué dossier par dossier permet de déterminer le montant irrécouvrable de la clientèle professionnelle (« wholesale banking »). Une correction de valeur spécifique est enregistrée en conséquence.

En ce qui concerne les « indications objectives de dépréciation » telles que déterminées par les normes IFRS, le Groupe les assimile à la notion d'« entrée en défaut » par application des règles internes de gestion du risque de crédit définies pour le calcul du ratio d'adéquation des fonds propres selon Bâle II.

Le Groupe constitue par ailleurs des « corrections de valeur sur base collective » sur les créances non identifiées sur base individuelle comme étant en défaut, afin de tenir compte du risque de crédit progressif après la date d'octroi du crédit.

Pour calculer cette correction de valeur collective, le Groupe se base sur les données historiques des pertes réalisées sur le portefeuille de crédit. Il détermine ainsi la probabilité de défaut pour les différents types de prêts en fonction de la durée qui s'est écoulée dans la relation de crédit entre l'octroi du prêt et l'entrée en défaut.

La correction de valeur collective, encore appelée dépréciation « Incurred But Not Reported » (IBNR), porte sur l'ensemble des actifs qui n'ont pas subi de dépréciation individuelle et appartenant à la rubrique « Prêts et avances au coût amorti – Clientèle ».

La méthodologie appliquée pour déterminer la correction de valeur collective est basée sur le concept de la perte attendue et se définit comme le produit de l'engagement à la date de calcul de la provision (EaD) par la probabilité de défaut estimée sur base des données historiques (PD) et la perte en cas de défaut telle qu'elle est calculée pour Bâle 2 (LGD).

En application des normes IFRS, le Groupe prend en compte l'incidence de l'évolution des conditions économiques en appliquant des LGD « best estimate » qui surpondèrent les LGD du passé récent par rapport à ceux du passé plus lointain.

2.4.3.3 *Dépréciations des actifs disponibles à la vente*

Le Groupe considère les valeurs mobilières du portefeuille « actifs financiers disponibles à la vente » (AFS) comme dépréciées, lorsqu'il s'attend à une baisse durable des flux de trésorerie futurs contractuels en raison d'« indications objectives de dépréciation ».

Parmi les « indications objectives » figurent :

- problèmes de trésorerie suite à un ou des retards de paiement, respectivement remboursement,
- baisse des notations en-dessous d'un seuil critique (B+),
- dégradation de la solvabilité.

Dans cette optique, la chute du prix de plus de 20% déclenche automatiquement un test de dépréciation, indépendamment de la présence ou non « d'indications objectives ».

Lorsque le Groupe retient une dépréciation sur des valeurs mobilières à revenu fixe, la différence entre le prix d'évaluation et le coût amorti sera renseignée au compte de résultat et ne figurera par conséquent plus dans les fonds propres sous la rubrique « réserve de réévaluation ».

De même, lorsque le Groupe retient une dépréciation sur des valeurs mobilières à revenu variable, la différence entre le prix d'évaluation et le coût d'acquisition sera renseignée au compte de résultat et ne figurera par conséquent plus dans les fonds propres sous la rubrique « réserve de réévaluation ».

2.5 **Tableau des flux de trésorerie**

Le tableau des flux de trésorerie présente les entrées et les sorties de trésorerie. La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les avoirs auprès de banques centrales ainsi que tous les avoirs venant à échéance endéans 90 jours.

Le tableau des flux de trésorerie classe les flux de trésorerie de la période en activités opérationnelles, en activités d'investissement et en activités de financement.

Le Groupe utilise la méthode indirecte pour déterminer les flux de trésorerie et corrige le résultat net pour éliminer tous les flux purement comptables qui ne se traduisent pas par une entrée ou une sortie de liquidités pour le Groupe.

Activités opérationnelles

Les activités opérationnelles sont les principales activités génératrices de revenus. Ce sont toutes les activités autres que celles d'investissement ou de financement. Il s'agit des produits et charges d'exploitation, des flux de trésorerie rattachés aux produits et charges financiers et autres et des différentes catégories d'impôts payés au courant de l'exercice.

Opérations d'investissement

Les activités d'investissement comprennent l'acquisition et la cession d'actifs à long terme et tout autre investissement qui n'est pas inclus dans les équivalents de trésorerie.

Opérations de financement

Les activités de financement sont des activités qui entraînent des changements quant à l'ampleur et à la composition des capitaux propres et des capitaux subordonnés empruntés par l'établissement.

3 INFORMATIONS SUR LES REGLES COMPTABLES APPLIQUEES AUX RUBRIQUES DU BILAN

3.1 Caisse et avoirs auprès des banques centrales

La trésorerie se compose essentiellement des postes « caisse » et de la réserve minimale obligatoire auprès de la Banque centrale du Luxembourg.

La réserve minimale obligatoire est alimentée de sorte à satisfaire l'exigence de réserve imposée par la Banque centrale du Luxembourg.

Ces fonds ne sont pas disponibles pour financer les opérations courantes du Groupe. La base de réserve, calculée sur base de bilans mensuels, est définie en fonction des éléments du passif du bilan selon les principes comptables luxembourgeois. Le calcul de la base qui détermine l'exigence de réserve est effectué par la Banque centrale.

3.2 Les instruments financiers

3.2.1 Actifs et passifs détenus à des fins de transaction

Les instruments financiers détenus dans le but de dégager un bénéfice sur les fluctuations à court terme des prix sont classés comme actifs, respectivement passifs détenus à des fins de transaction. Sont inclus dans cette catégorie les valeurs mobilières à revenu fixe, les valeurs mobilières à revenu variable, les ventes à découvert sur ces mêmes instruments financiers ainsi que les instruments dérivés utilisés à des fins de transaction.

La notion de « court terme » n'étant pas définie par la norme IAS 39, le Groupe considère une intention de détention d'une durée moyenne de six mois pour les instruments financiers non dérivés.

Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont initialement comptabilisés à la juste valeur avec, par la suite, la prise en compte des variations de juste valeur en « résultats sur instruments financiers détenus à des fins de transaction » au compte de résultat. Les intérêts courus durant la période de détention ainsi que les intérêts perçus sont comptabilisés à la rubrique « résultats d'intérêts » et les dividendes à la rubrique « revenus de valeurs mobilières » du compte de résultat, à partir du moment où le droit au paiement devient effectif.

3.2.2 Valeurs mobilières à revenu fixe détenues jusqu'à échéance

Les titres cotés ayant une échéance déterminée que le Groupe a l'intention manifeste et la capacité de conserver jusqu'à échéance sont comptabilisés sous la rubrique « titres détenus jusqu'à échéance » au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif avec intégration en résultat des primes et décotes étalées sur la durée de vie de l'actif, après déduction éventuelle d'une dépréciation pour perte de valeur (« impairment »). L'étalement des décotes et des primes se fait à la rubrique « résultat d'intérêts » au compte de résultat.

Les conditions de classement en actifs détenus jusqu'à échéance ainsi que les règles strictes de tenue du portefeuille en termes de conditions de transfert et de restrictions de vente ont conduit le Groupe à limiter l'utilisation de ce portefeuille. Les actifs détenus jusqu'à échéance et donc non évalués à la juste valeur ne sont pas exposés à un risque de variation des taux d'intérêts et il n'est dès lors pas possible de les couvrir contre ce risque. En revanche, ils peuvent être couverts contre le risque de change et contre le risque de crédit. Le Groupe investit principalement en titres émis ou garantis par des émetteurs de première qualité, étatiques ou bancaires, dans le cadre de sa politique « asset liability management » (ALM).

Le Groupe s'est doté d'une procédure en conformité avec la norme IAS 39 AG 22 (a) détaillant que des ventes avant l'échéance pourront satisfaire à la condition énoncée au paragraphe 9 de la présente norme et par conséquent ne pas susciter le doute quant à l'intention de l'entité de conserver ses autres placements jusqu'à leur échéance, si ces ventes sont réalisées suite à la dégradation importante de la qualité du crédit de l'émetteur.

3.2.3 Actifs disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente correspondent aux positions qui ont été désignées initialement comme telles, respectivement ce sont les positions qui n'ont pas été classées dans l'une des trois autres catégories d'actifs « actifs détenus à des fins de transaction, actifs détenus jusqu'à échéance ou créances évaluées au coût amorti » lors de la comptabilisation initiale.

La catégorie des actifs disponibles à la vente inclut des valeurs mobilières à revenu fixe, les crédits cotés sur un marché actif ainsi que les valeurs mobilières à revenu variable, notamment les investissements en actions et en SICAV. Le Groupe a par ailleurs opté pour l'évaluation à la juste valeur, selon la norme IAS 39, des participations dans les sociétés associées et les filiales en assimilant lesdits investissements à la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente pour les besoins des comptes consolidés individuels. Les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction. Les intérêts sont comptabilisés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et

sont inclus dans le résultat d'intérêts. Les dividendes sont enregistrés dans la rubrique « revenus de valeurs mobilières » du compte de résultat à partir du moment où le droit au paiement devient effectif.

L'évaluation des positions disponibles à la vente se fait à leur juste valeur sur base des prix offerts (« bid price ») pour les titres cotés sur un marché actif ou par l'utilisation de modèles se basant sur des données de marché observables ou des estimations internes. Les plus ou moins-values latentes dégagées par les variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente sont comptabilisées en fonds propres dans la rubrique « réserve de réévaluation ». Les dépréciations d'actifs sont renseignées au compte de résultat et ne figureront par conséquent plus dans les fonds propres sous la rubrique « réserve de réévaluation ».

Lors de la cession d'actifs financiers disponibles à la vente, le résultat réalisé est enregistré au compte de résultat dans la rubrique « résultats réalisés sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat ». Si le Groupe détient plusieurs investissements dans le même titre, les sorties du stock s'effectueront suivant la méthode « first in - first out » (FIFO).

Les plus ou moins-values latentes et réalisées sur valeurs mobilières à revenu fixe sont dégagées en comparant la juste valeur de l'obligation à son coût amorti. En ce qui concerne les valeurs mobilières à revenu variable, le coût d'acquisition, y compris les coûts de transaction, est comparé à la juste valeur pour dégager le résultat.

Les obligations qui font partie du portefeuille des actifs financiers disponibles à la vente et qui sont couvertes contre les variations du taux d'intérêt connaissent un traitement particulier exposé au point suivant.

3.2.4 Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture

Le Groupe utilise des instruments dérivés afin de couvrir les risques de taux d'intérêt, de change, de crédit et de prix tels qu'indices boursiers ou prix d'actions. Les instruments dérivés couramment utilisés sont les « Interest Rate Swaps » (IRS) et les « Cross currency interest rate swaps » (CIRS) dans le cadre d'opérations de couverture standard « plain vanilla ». Parallèlement à ces contrats standardisés, le Groupe couvre spécifiquement les émissions structurées « Euro Medium Term Notes » (EMTN) et les acquisitions d'obligations structurées incluses dans le portefeuille des actifs disponibles à la vente et contenant des dérivés incorporées (« embedded derivatives ») par des swaps à composantes structurées.

Un instrument dérivé est toujours considéré comme détenu à des fins de transaction sauf s'il est désigné en tant qu'instrument de couverture. Lors de la conclusion d'un contrat, le Groupe peut désigner des

instruments dérivés en tant qu'instruments de couverture d'un instrument financier à l'actif ou au passif du bilan lorsque ces opérations respectent les critères définis par la norme IAS 39.

Le Groupe classe les instruments de couverture dans les catégories suivantes :

- couverture de juste valeur d'un actif, d'un passif ou d'un engagement ferme,
- couverture d'un flux de trésorerie futur attribuable à un actif ou passif déterminé ou à une transaction future.

Le Groupe a principalement recours à la couverture de juste valeur.

La comptabilité de couverture doit respecter les conditions limitatives suivantes énoncées par la norme IAS 39 :

- Préalablement à la mise en place de la couverture, une documentation précise et formalisée sur la relation entre l'élément couvert et l'élément de couverture, la nature du risque couvert, l'objectif et la stratégie justifiant l'opération de couverture ainsi que la méthode utilisée pour mesurer l'efficacité de la relation de couverture doit être préparée,
- La couverture débute avec la désignation de l'instrument financier dérivé de couverture et se termine, soit à la décomptabilisation de l'instrument couvert, soit si l'efficacité de la couverture n'est plus donnée,
- Efficacité prospective : dès la mise en place de l'opération, les caractéristiques de l'opération de couverture doivent permettre une couverture efficace de façon à neutraliser les variations de juste valeur, respectivement de flux de trésorerie du sous-jacent couvert au cours de la période de couverture. L'efficacité prospective est donnée lorsque les caractéristiques principales entre éléments couverts et de couverture sont sensiblement identiques (nominal, taux d'intérêt, échéances, devise) à l'intérieur de la période de couverture désignée par le Groupe pour l'opération en question,
- Efficacité rétrospective : un test rétrospectif d'efficacité de couverture (variations entre 80% et 125%) est effectué à chaque arrêté comptable.

Les variations de juste valeur des instruments dérivés désignés comme faisant partie d'une couverture de juste valeur qui satisfont aux conditions et qui ont démontré leur efficacité vis-à-vis du sous-jacent à couvrir sont comptabilisées au compte de résultat à la rubrique « résultat sur opérations de couverture », au même titre que les variations de juste valeur des instruments couverts.

Si à un moment donné, la couverture vient à ne plus satisfaire aux conditions de la comptabilité de couverture, la part réévaluée à la juste valeur de l'élément couvert portant intérêt financier doit être

amortie par le compte de résultat sur la durée résiduelle de l'élément couvert, sous forme d'un ajustement du rendement de l'élément couvert.

Les variations de juste valeur des instruments dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie qui satisfont aux conditions et qui ont démontré leur efficacité vis-à-vis du sous-jacent à couvrir sont comptabilisés dans les fonds propres à la rubrique « réserve de réévaluation – couverture de flux de trésorerie ».

Si un instrument de couverture arrive à expiration, est vendu, résilié ou exercé ou si la transaction ne satisfait plus aux critères requis pour être qualifiée de couverture, le Groupe cesse de pratiquer la comptabilité de couverture. Un ajustement de la valeur comptable d'un instrument financier couvert portant intérêt est amorti par le compte de résultat, l'ajustement devant être totalement amorti à l'échéance. Si l'élément comptable est décomptabilisé, c'est-à-dire sorti du bilan, sa variation de juste valeur est prise directement au compte de résultat.

3.2.5 Opérations sur titres : mises et prises en pension – prêts et emprunts de titres

3.2.5.1 Mises et prises en pension

Les titres soumis à une convention de vente avec engagement de rachat (opérations de cession-rétrocession) qui porte sur le même actif ou un actif substantiellement identique demeurent au bilan et sont considérés comme des actifs financiers détenus à des fins de transaction, comme des actifs financiers disponibles à la vente ou comme des actifs financiers détenus jusqu'à échéance. La dette envers la contrepartie est inscrite au passif sous la rubrique « dépôts évalués au coût amorti ».

Le Groupe conclut essentiellement des contrats avec engagement de rachat du même actif ou d'actifs identiques.

Par analogie, les titres soumis à une convention d'achat avec engagement de revente, qui portent sur un même actif ou un actif substantiellement identique, ne sont pas actés au bilan. La contrepartie des titres achetés avec un engagement de revente (« prise en pension ») est inscrite sous la rubrique « prêts et avances au coût amorti ».

Le Groupe effectue des opérations de « triparty repo » et de « triparty reverse repo » avec des contreparties dont la notation est supérieure ou égale à la notation « A ». Un intermédiaire intervient en tant qu'entité tierce pendant toute la durée de vie du contrat pour gérer les règlements contre livraison, contrôler les critères d'éligibilité des titres, calculer et gérer les appels de marge et gérer les substitutions de titres. Les échéances des contrats varient entre « overnight » et 12 mois.

Le revenu des contrats de mise et de prise en pension se comptabilise au compte de résultat à la rubrique « résultat d'intérêts ».

3.2.5.2 Prêts et emprunts de titres

Les titres prêtés demeurent au bilan. Les titres empruntés ne figurent pas au bilan.

3.2.6 Prêts et avances évalués au coût amorti

Les prêts et avances évalués au coût amorti sont des actifs financiers émis par le Groupe avec des paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif.

Les prêts et avances à échéance fixe émis par le Groupe sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils font l'objet d'un test de dépréciation à chaque arrêté comptable et donnent lieu, le cas échéant, à comptabilisation d'une dépréciation.

La norme IAS 18 impose de considérer les frais de dossier comme des frais d'origination ce qui signifie qu'il faut les intégrer au calcul du taux d'intérêt effectif. La méthode actuarielle consiste à étaler les frais et commissions significatifs attachés aux créances à taux fixe sur la durée de vie de l'actif et de les comptabiliser comme un ajustement du taux de rendement effectif de l'actif auquel ils sont attachés.

Dans le cas où ils ne sont pas significatifs, ils sont directement comptabilisés au compte de résultat.

Dans le cas des prêts à taux variable ou ajustable, l'étalement se fera non pas suivant la méthode actuarielle, mais suivant la méthode linéaire.

Le Groupe ayant opté pour l'évaluation au coût amorti des créances non représentées par un titre, l'évaluation en fonction de la courbe de taux d'intérêt ne se fait que dans le cas d'une couverture du prêt par un instrument dérivé et lorsque le Groupe a formellement désigné l'opération comme opération de couverture en accord avec les normes IFRS.

3.2.7 Marché interbancaire

3.2.7.1 Emprunts

Les emprunts sont comptabilisés initialement à la juste valeur nette de frais de transaction. Ultérieurement, les emprunts sont comptabilisés au coût amorti et toute différence entre le montant net reçu et le montant remboursable est comptabilisée au compte de résultat sur la durée du prêt, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

3.2.7.2 Emissions de titres

A la base, les émissions du Groupe sont évaluées au coût amorti. Toutefois, dans le cadre de ses programmes « EMTN », le Groupe émet bon nombre d'obligations structurées contenant des instruments dérivés incorporés (« embedded derivatives ») dont les variations de prix sont couvertes par des « swaps » dont la structure est une copie conforme de celle contenue dans l'obligation.

Le Groupe a désigné ces opérations comme « fair value hedge » ce qui lui permet de compenser l'effet de marché au niveau du compte de résultat.

3.2.8 Dépréciation des actifs financiers

Le Groupe déprécie un actif financier lorsqu'il y a indication objective de dépréciation de cet actif, conformément aux instructions de la norme IAS 39.

En ce qui concerne les actifs évalués au coût amorti, le montant recouvrable est net de tout nantissement ou garantie et correspond à la valeur des flux futurs ré-estimés actualisés au taux d'intérêt effectif initial ou au dernier taux d'intérêt effectif disponible pour les instruments à taux variable. Le montant de la dépréciation correspond à la différence entre la valeur comptable et la valeur recouvrable.

Pour les instruments évalués à la juste valeur, le montant recouvrable correspond soit à la juste valeur, soit à la valeur actualisée des flux futurs estimés au taux de marché applicable à un actif financier similaire.

Les dotations pour dépréciation du portefeuille disponible à la vente et des créances sont comptabilisées à l'actif en diminution de la rubrique concernée.

On distingue 2 catégories de dépréciation :

Les dépréciations constatées par des corrections de valeur sur base individuelle : le montant de la dépréciation d'un actif est le résultat de la différence entre sa valeur bilantaire et sa valeur recouvrable. Les actifs financiers sont évalués contrat par contrat. Cependant, les actifs financiers de faible montant, tels que les prêts à la consommation, qui présentent des caractéristiques de risques similaires sont en principe regroupés afin de procéder à une évaluation globale du taux de dépréciation.

Les dépréciations constatées par des corrections de valeur sur base collective : les normes IFRS prévoient, en l'absence de corrections de valeur sur base individuelle, la constitution de corrections de valeur sur base collective pour couvrir le risque de perte potentielle lorsqu'il existe une ou plusieurs indications objectives de perte probable dans certains segments du portefeuille ou dans d'autres engagements de prêts accordés non utilisés à la date de clôture. A l'heure actuelle, le Groupe n'applique ce principe qu'à la clientèle « retail » renseignée au portefeuille des « Prêts et avances évalués au coût amorti ».

Afin de calculer les corrections de valeur sur base collective, le Groupe se base sur l'expérience et les données historiques de pertes réalisées. La probabilité de défaut pour les différents types de prêts est calculée en fonction de la durée entre l'octroi du prêt et son entrée en défaut.

Lorsque la Direction du Groupe estime, sur base d'indications objectives, qu'un actif financier est totalement irrécouvrable, il est entièrement déprécié par dotation du complément nécessaire à la dépréciation éventuelle existante. Si, par la suite, des rentrées de fonds sont actées sur cet actif, elles sont comptabilisées au compte de résultat à la rubrique « autres produits d'exploitation ».

3.2.9 Autres actifs et autres passifs financiers

Les autres actifs se composent notamment des valeurs à recevoir à court terme. Les autres passifs se composent des valeurs à payer à court terme, des coupons à payer et des titres remboursables pour compte de tiers, des dettes envers les créanciers privilégiés et divers ainsi que de la part du bénéfice à verser à l'Etat.

3.2.10 Revenus et charges relatifs aux actifs et passifs financiers

Les produits et charges d'intérêt sont comptabilisés au compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier. Le calcul de ce taux tient compte des coûts et revenus de transaction et des primes et décotes. Les coûts et revenus de transaction qui font partie intégrante du taux effectif du contrat, tels que les frais de dossier, s'assimilent à des compléments d'intérêt.

Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont enregistrés à leur juste valeur. Les changements de juste valeur sont comptabilisés au compte de résultat à la rubrique « résultat sur instruments financiers détenus à des fins de transaction ». Les dividendes sont enregistrés à la rubrique « revenu de valeurs mobilières », les intérêts sont enregistrés à la rubrique « résultat d'intérêts ».

Le Groupe comptabilise au compte de résultat les commissions en fonction du type de services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché :

- Les commissions rémunérant des services continus sont étalées au compte de résultat sur la durée de la prestation rendue (frais de dossiers sur prêts, frais de transaction...),
- Les commissions rémunérant des services ponctuels sont intégralement enregistrées en compte de résultat quand la prestation est réalisée,
- Les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important sont intégralement comptabilisées au compte de résultat lors de l'exécution de cet acte.

Pour certaines opérations liées à la clientèle « Wholesale international », les commissions d'engagement et d'utilisation sont déterminées en fonction d'un pourcentage de la ligne de crédit. Ces commissions sont intégrées « prorata temporis » sur la durée de vie de la ligne, sauf s'il s'agit de commissions devant être intégrées au coût d'acquisition de l'exposition bilantaire éventuelle résultant de la ligne de crédit.

3.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles à usage propre ainsi que les immobilisations corporelles de placement sont comptabilisées au prix d'acquisition. Les frais en relation directe avec l'acquisition sont capitalisés comme partie intégrante du coût d'acquisition.

Les immobilisations corporelles à usage propre se composent des terrains et constructions, des aménagements intérieurs ainsi que des équipements informatiques et autres. En ce qui concerne la rubrique « immobilisations corporelles de placement » prévue par la norme IAS 40, le Groupe y renseigne les immeubles donnés en location.

Les immobilisations corporelles sont enregistrées au coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur cumulées. Les frais en relation directe avec l'acquisition sont capitalisés et amortis comme partie intégrante du coût d'acquisition au même rythme que l'actif principal. Le montant amortissable de ces immobilisations est calculé après déduction de leur valeur résiduelle. Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité attendue. Les terrains sont enregistrés au coût.

Durée d'utilité pour les principaux types d'immobilisations :

- constructions :	50 ans
- matériel informatique:	4 ans
- aménagement des bureaux, mobiliers et matériels :	de 2 à 10 ans
- véhicules :	4 ans

Les investissements qui sont réalisés sur les immeubles pris en location s'amortissent en fonction de la durée restant à courir du bail. Si la durée n'est pas déterminée, l'amortissement se fait sur 10 ans.

Les frais de maintenance et de réparation n'affectant pas la valeur productive des immobilisations sont comptabilisés au compte de résultat au moment de leur survenance.

Si la valeur recouvrable d'une immobilisation devenait inférieure à sa valeur comptable, la valeur au bilan de cette immobilisation devrait être ramenée à son montant recouvrable estimé par la constatation d'une dépréciation d'actifs.

Les dépenses qui ont pour but d'augmenter les bénéfices retirés d'une immobilisation ou d'un bien immobilier ou qui contribuent à augmenter leur durée de vie sont capitalisées à l'actif, à concurrence de la juste valeur, et amorties sur la durée de vie de l'actif.

Les plus ou moins-values provenant de la mise hors service ou de la sortie d'une immobilisation corporelle du patrimoine du Groupe sont déterminées par différence entre les produits de sortie nets et la valeur résiduelle de l'actif et sont imputées au compte de résultat, à la ligne « autres produits et charges d'exploitation », à la date de la mise hors service ou de la sortie.

Le prix d'acquisition du matériel et du mobilier dont la durée usuelle d'utilisation est inférieure à une année est directement enregistré au compte de résultat de l'exercice, à la ligne « autres frais généraux administratifs ».

3.4 Immobilisations incorporelles

Le Groupe considère les logiciels, qu'ils soient acquis ou générés en interne, ainsi que les coûts de développement et de mise en place y afférents, comme des immobilisations incorporelles. Il s'agit essentiellement de logiciels qui sont amortis linéairement sur une durée de 3 ans.

3.5 Les contrats de location

Un contrat de location qui transfère au locataire l'essentiel des risques et des avantages liés à la possession de l'actif est un contrat de location-financement (« financial lease »), sinon il s'agit d'un contrat de location simple (« operating lease »).

3.5.1 Une entité du Groupe est locataire

La Banque et ses filiales ont essentiellement conclu des contrats de location simple pour la location de leurs immeubles ou équipements. Les loyers de location sont comptabilisés au compte de résultat. S'il est mis fin anticipativement à un contrat de location, les pénalités à payer sont comptabilisées en tant que charges de l'exercice au cours duquel la résiliation est survenue.

3.5.2 Une entité du Groupe est bailleuse

Lorsque le Groupe donne un bien en location dans le cadre d'un contrat de location-financement, la valeur actualisée des paiements dus au titre du contrat est comptabilisée en tant que créance sous la rubrique « prêts et avances au coût amorti » sur la clientèle, respectivement sur les établissements de crédit. La différence entre le montant des paiements dus et leur montant actualisé est comptabilisée comme un produit financier latent à la rubrique « résultat d'intérêts » du compte de résultat. Les loyers, de même que les coûts attribuables à la conclusion du contrat, sont répartis sur la durée du contrat de location de sorte à ce que les produits génèrent un taux d'intérêt effectif constant.

3.6 Avantages au personnel

Les avantages au personnel sont comptabilisés conformément à la norme IAS 19. Le Groupe accorde à ses salariés différents types d'avantages classés en trois catégories :

3.6.1 Avantages à court terme

Les avantages à court terme recouvrent principalement les salaires, congés annuels et primes payées dans les douze mois de la clôture de l'exercice et se rattachant à cet exercice. Ils sont comptabilisés au compte de résultat à la ligne «frais du personnel», y compris pour les montants restant dus à la clôture.

3.6.2 Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont des avantages généralement liés à l'ancienneté, versés à des salariés en activité et payés au-delà de douze mois de la clôture de l'exercice. Ces engagements font l'objet d'une provision correspondant à la valeur des engagements à la clôture. Ils sont évalués selon la même méthode actuarielle que celle appliquée aux avantages postérieurs à l'emploi.

3.6.3 Avantages postérieurs à l'emploi

Conformément à la loi organique du 24 mars 1989 sur la Banque et Caisse d'Épargne de l'Etat, les agents-employés bénéficient d'un supplément de pension, à charge de l'établissement, s'ils se trouvent dans les conditions ouvrant droit au régime de pension des fonctionnaires de l'Etat. Les suppléments de pension concernent les prestations suivantes :

- la pension de vieillesse ;
- la pension d'invalidité ;
- la pension de survie du conjoint ou du partenaire survivant ;
- la pension de survie d'orphelin ;
- le trimestre de faveur.

Par ailleurs, les pensions des agents fonctionnaires sont également à la charge de l'établissement.

Le montant d'une prestation d'un agent fonctionnaire résulte de l'application du régime de pension des fonctionnaires de l'Etat. En revanche, le montant de la prestation d'un agent-employé résulte de la différence entre le montant de ladite prestation telle que prévue par le régime de pension des fonctionnaires de l'Etat et le montant de la prestation telle que prévue par le régime de l'assurance pension des employés privés.

Ainsi, ce régime est par nature un régime à prestations définies qui finance des engagements du premier pilier.

L'externalisation, le 1^{er} décembre 2009, du fonds de pension vers le compartiment BCEE de la « Compagnie Luxembourgeoise de Pension (CLP) », constituée sous la forme d'une association d'épargne-pension « ASSEP », fait que le montant inscrit au bilan correspond à la valeur actualisée de l'obligation liée au régime à prestations définies, déduction faite des actifs du régime à la clôture, ainsi que des ajustements au titre des écarts actuariels et des coûts des services passés non comptabilisés.

L'obligation au titre du régime à prestations définies est calculée chaque année par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. La valeur actualisée de l'obligation au titre du régime à prestations définies est déterminée en actualisant les décaissements de trésorerie futurs estimés sur la base d'un taux d'intérêt d'obligations d'entreprises de première catégorie, libellées dans la monnaie de paiement de la prestation et dont la durée avoisine la durée moyenne estimée de l'obligation de retraite concernée.

Annuellement, la charge de pension de la maison mère du Groupe correspond au total des montants ci-dessous :

- le coût des services rendus au cours de l'exercice ;
- le coût financier résultant de l'application du taux d'actualisation ;
- la totalité des écarts actuariels ;

montants desquels est retranché le rendement attendu.

Les écarts actuariels sont comptabilisés systématiquement à la rubrique « réserves » dans les capitaux propres.

La maison mère du Groupe s'est basée sur les tables de mortalité STATEC avec rajeunissement de 5 ans afin de tenir compte de la longévité des ayants droit.

3.7 Provisions

Une provision, selon IAS 37, est un passif dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise, mais qui représente pour le Groupe une obligation à l'égard d'un tiers, résultant des événements passés, dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Le Groupe comptabilise une provision à sa valeur actualisée lorsqu'il est possible d'estimer de manière raisonnablement précise le montant de l'obligation.

3.8 **Impôts différés**

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles observées entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif. La méthode du calcul global, qui consiste à appréhender tous les décalages temporaires quelle que soit la date à laquelle l'impôt deviendra exigible ou récupérable, est retenue pour le calcul des impôts différés.

Le taux d'impôt et les règles fiscales retenus pour le calcul des impôts différés sont ceux résultant des textes fiscaux qui seront applicables lorsque l'impôt deviendra récupérable ou exigible.

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que s'il est probable que l'entité concernée a une perspective de récupération sur un horizon déterminé. Les impôts différés afférents aux gains et pertes latents sur les actifs disponibles à la vente et aux variations de valeur des instruments dérivés désignés en couverture des flux de trésorerie sont imputés sur les capitaux propres à la rubrique « réserve de réévaluation ». Les impôts différés afférents à l'écart actuariel déterminé sur les engagements de pension de la maison mère du Groupe sont imputés aux capitaux propres à la rubrique « réserves ».

4 NOTES AU BILAN²
(en euros)**4.1 Caisse et avoirs auprès des banques centrales**

La trésorerie se compose de la caisse et des avoirs auprès des banques centrales. La réserve obligatoire auprès de la Banque centrale du Luxembourg est renseignée sous ce poste. Il s'agit de réserves minimales destinées à satisfaire l'exigence de réserve imposée par la Banque centrale. Dès lors, ces fonds ne sont pas disponibles au financement des opérations courantes du Groupe. Le taux de réserve obligatoire a été baissé de 2% à 1% des exigibilités rentrant dans l'assiette de la réserve à partir de la période de référence débutant le 18 janvier 2012.

Rubriques*	31/12/2011	31/12/2012
Caisse	55.564.572	57.784.211
Réserve obligatoire	898.606.902	838.050.362
Dépôts auprès des banques centrales	1.505.355.611	395.844.787
Total	2.459.527.085	1.291.679.360

* durée inférieure à un an

² D'éventuelles différences mineures entre les chiffres présentés dans les notes aux comptes consolidés et ceux des différents états consolidés représentent uniquement des différences d'arrondis.

4.2 Instruments financiers

L'analyse sur les instruments financiers est effectuée par contrepartie et par nature, en distinguant les instruments avec une maturité résiduelle inférieure à un an et supérieure à un an.

4.2.1 Actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction

Actifs	31/12/2011			31/12/2012		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Instruments financiers non dérivés	1.402.975	5.607.079	7.010.054	2.394.891	410.064	2.804.955
Instruments dérivés (note 4.8.)	204.749.598	23.581.370	228.330.968	33.363.847	49.477.893	82.841.740
Total	206.152.573	29.188.449	235.341.022	35.758.738	49.887.957	85.646.695

Passifs	31/12/2011			31/12/2012		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Instruments financiers non dérivés	150	1.010.380	1.010.530	-	5.212	5.212
Instruments dérivés (note 4.8.)	37.277.319	112.299.839	149.577.158	144.131.428	180.444.443	324.575.871
Total	37.277.469	113.310.219	150.587.688	144.131.428	180.449.655	324.581.083

Actifs - Instruments financiers non dérivés	31/12/2011			31/12/2012		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Instruments de dettes	1.402.474	5.607.079	7.009.553	2.208.173	410.064	2.618.237
<i>Secteur public</i>	-	1.817.368	1.817.368	1.750.547	1.347	1.751.893
<i>Etablissements de crédit</i>	1.166.539	3.469.535	4.636.073	279.352	178.320	457.671
<i>Clientèle "corporate"</i>	235.936	320.177	556.112	178.275	230.398	408.672
Instruments de capitaux propres	501	-	501	186.718	-	186.718
Total	1.402.975	5.607.079	7.010.054	2.394.891	410.064	2.804.955
Résultat latent à la clôture	7.529	154.832	162.361	98.487	14.899	113.386

Passifs - Instruments financiers non dérivés	31/12/2011			31/12/2012		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Ventes à découvert						
<i>Obligations</i>	150	1.010.380	1.010.530	-	5.212	5.212
<i>Actions</i>	-	-	-	-	-	-
Total	150	1.010.380	1.010.530	-	5.212	5.212

4.2.2 Actifs financiers disponibles à la vente

Rubriques	31/12/2011			31/12/2012		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Instruments de dettes	1.833.205.083	6.605.287.437	8.438.492.520	2.127.483.261	6.315.857.997	8.443.341.257
<i>Secteur public</i>	49.627.968	2.021.149.166	2.070.777.134	140.452.457	1.894.604.660	2.035.057.117
<i>Etablissements de crédit</i>	1.186.632.130	2.871.122.658	4.057.754.788	1.511.410.805	2.788.002.891	4.299.413.696
<i>Clientèle "corporate"</i>	596.944.985	1.713.015.613	2.309.960.598	475.619.999	1.633.250.445	2.108.870.444
Instruments de capitaux propres	788.561.055	-	788.561.055	910.278.050	-	910.278.050
<i>Etablissements de crédit</i>	2.367.021	-	2.367.021	2.529.749	-	2.529.749
<i>Clientèle "corporate"</i>	785.895.320	-	785.895.320	907.433.442	-	907.433.442
<i>Autres</i>	298.714	-	298.714	314.859	-	314.859
Total	2.621.766.138	6.605.287.437	9.227.053.575	3.037.761.311	6.315.857.997	9.353.619.307
Dépréciation d'actifs financiers ("impairment")	-19.008.587	-148.909.936	-167.918.523	-15.076.212	-52.146.015	-67.222.228
Résultat latent à la clôture	561.141.947	-213.948.863	347.193.084	704.197.077	188.788.631	892.985.708

Dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente :

	Clientèle "Corporate"		Etablissements de crédit	Secteur Public	Total
	ABS/MBS	Autres			
Situation au 1 ^{er} janvier 2011	55.617.089	9.322.858	12.365.226	-	77.305.173
Reclassement	1.379.361	535.865	-1.915.226	-	-
Dotations	1.430.483	1.682.418	5.483.850	99.388.984	107.985.735
Reprises	-9.780.102	-682.418	-	-	-10.462.520
Amortissements de créances	-7.787.876	-	-	-	-7.787.876
Ecart de change	711.997	166.014	-	-	878.011
Situation au 31 décembre 2011	41.570.952	11.024.737	15.933.850	99.388.984	167.918.523
Situation au 1 ^{er} janvier 2012	41.570.952	11.024.737	15.933.850	99.388.984	167.918.523
Dotations	17.973.817	240.415	750.000	-	18.964.232
Reprises	-8.455.600	-1.090.311	-5.483.850	-	-15.029.761
Amortissements de créances	-5.000.000	-	-	-99.388.984	-104.388.984
Ecart de change	-143.155	-98.629	-	-	-241.784
Situation au 31 décembre 2012	45.946.014	10.076.212	11.200.000	-	67.222.228

Résultat latent sur actifs financiers disponibles à la vente :

La ventilation du résultat latent à la clôture se présente comme suit :

○ Les instruments de dettes

Les instruments de dettes regroupent des obligations à taux variable, des obligations à taux fixe, ainsi que des obligations structurées. Les obligations à taux fixe et les obligations structurées sont transformées en taux variable par l'utilisation d'instruments dérivés (« asset-swaps »). Le Groupe assimile ces opérations à des couvertures de juste valeur. Les efficacités prospectives et rétrospectives des opérations de couverture sont proches de 100%.

31/12/2012	Ajustement de juste valeur des instruments de dettes		Ajustement de juste valeur de la jambe du swap couvrant l'actif	
	Variation de valeur non couverte ("credit et liquidity spread")	Variation de valeur couverte (taux d'intérêt et prix)	Variation de valeur de couverture	Taux d'efficacité rétrospectif
Obligations à taux fixe et structurées	88.168.133	-310.080.833	311.816.112	100,56%
Obligations à taux variable	20.774.938			

31/12/2011	Ajustement de juste valeur des instruments de dettes		Ajustement de juste valeur de la jambe du swap couvrant l'actif	
	Variation de valeur non couverte ("credit et liquidity spread")	Variation de valeur couverte (taux d'intérêt et prix)	Variation de valeur de couverture	Taux d'efficacité rétrospectif
Obligations à taux fixe et structurées	373.153.950	-261.893.197	263.118.454	100,47%
Obligations à taux variable	119.159.300			

Dans le contexte de la vente partielle de positions couvertes d'un Etat souverain européen, des reclassements de la catégorie « instruments dérivés de couverture » vers la catégorie « instruments financiers détenus à des fins de transaction » ont été opérés.

Tableau décomposant la variation de la valeur comptable :

Instruments de dette	2011	2012
Situation au 1^{er} janvier	10.661.088.955	8.438.492.520
Acquisitions	1.218.947.796	1.828.523.178
Ventes	-954.547.519	-430.696.671
Remboursements	-2.269.196.487	-1.871.924.735
Résultats réalisés	-24.812.742	1.160.646
Proratas d'intérêts	-16.162.092	-7.490.998
Evaluations latentes	-112.576.387	431.557.816
Dépréciations	-89.447.336	99.747.771
Différence de change	25.198.332	-46.028.269
Situation au 31 décembre	8.438.492.520	8.443.341.257

○ **Les instruments de capitaux propres**

	Ajustement de juste valeur des instruments de capitaux propres	
en euros	31/12/2011	31/12/2012
Instruments de capitaux propres	577.613.137	691.847.947

Dépréciations d'actifs financiers -11.024.737 -10.076.212

4.3 Parts mises en équivalence

	31/12/2011	31/12/2012
Valeur d'acquisition au 1 ^{er} janvier	35.294.914	50.125.523
Créations	-	-
Cessions	-	-8.733
Intégration de Luxair S.A.	14.830.609	-
Total (en valeur d'acquisition)	50.125.523	50.116.790

Liste des entreprises associées :

Entreprises associées	Fraction du capital détenu (en %)	Valeur d'acquisition 2012	Valeur mise en équivalence 2012
Société Nationale de Circulation Automobile S.à r. l.	20,00	24.789	2.053.654
Luxair S.A.	21,81	14.830.609	86.817.465
Bourse de Luxembourg	22,74	112.166	19.308.685
Europay Luxembourg	27,90	129.283	498.270
Visalux	35,46	393.657	771.209
La Luxembourgeoise	40,00	16.856.760	90.634.854
La Luxembourgeoise-Vie	40,00	12.047.625	72.701.762
Biotechcube (BTC) Luxembourg	50,00	5.000.000	790.121
Sous-total participations directes		49.394.890	273.576.022
Pecoma International	33,33	170.000	245.189
EFA Partners	29,05	551.900	846.725
Sous-total participations indirectes		721.900	1.091.914
Différence de mise en équivalence suite à des cessions partielles		-	5.578.126
Total		50.116.790	280.246.062

Entreprises associées	Fraction du capital détenu (en %)	Valeur d'acquisition 2011	Valeur mise en équivalence 2011
Société Nationale de Contrôle Technique S.à r. l.	20,00	24.789	2.089.473
Luxair S.A.	21,81	14.830.609	88.872.210
Bourse de Luxembourg	22,74	112.166	17.596.554
Parking Théâtre	26,23	8.733	188.113
Europay Luxembourg	27,90	129.283	1.053.531
Visalux	35,46	393.657	1.454.813
La Luxembourgeoise	40,00	16.856.760	98.892.963
La Luxembourgeoise-Vie	40,00	12.047.625	66.350.800
Biotechcube (BTC) Luxembourg	50,00	5.000.000	2.241.777
Sous-total participations directes		49.403.622	278.740.234
Pecoma International	33,33	170.000	269.549
EFA Partners	29,05	551.900	985.709
Sous-total participations indirectes		721.900	1.255.258
Différence de mise en équivalence suite à des cessions partielles		-	5.578.126
Total		50.125.522	285.573.619

4.4 Titres détenus jusqu'à échéance

Rubriques	31/12/2011			31/12/2012		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Instruments de dettes						
Secteur public	-	356.757.757	356.757.757	107.988.824	302.365.996	410.354.820
Établissements de crédit	1.781.845.365	1.911.554.916	3.693.400.281	1.749.261.184	2.169.831.550	3.919.092.734
Clientèle "corporate"	186.350.472	407.818.988	594.169.460	322.747.694	663.692.897	986.440.591
Total	1.968.195.837	2.676.131.661	4.644.327.498	2.179.997.702	3.135.890.443	5.315.888.145

Le Groupe n'a pas acté de dépréciation sur les titres détenus jusqu'à échéance.

L'augmentation relative du portefeuille s'insère dans le contexte de la politique ALM du Groupe.

Tableau décomposant la variation de la valeur comptable :

Titres détenus jusqu'à échéance	2011	2012
Situation au 1^{er} janvier	4.373.847.759	4.644.327.498
Acquisitions	2.264.859.482	2.656.021.459
Ventes	-354.958.334	-
Remboursements	-1.613.248.851	-1.994.116.121
Résultats réalisés	-18.055.572	-
Proratas d'intérêts	-10.658.189	9.786.223
Evaluations latentes	-	-
Dépréciations	-	-
Différence de change	2.541.203	-130.915
Situation au 31 décembre	4.644.327.498	5.315.888.145

4.5 Titres nantis dans le cadre d'opérations de mise en pension

Rubriques	31/12/2011	31/12/2012
Instruments de dettes émis par le secteur public	-	115.874.315
Instruments de dettes émis - autres	55.132.527	9.226.714
Instruments de capitaux propres	5.380.800	16.953.638
Total	60.513.327	142.054.667

Les instruments de dettes sont issus principalement des portefeuilles d'actifs disponibles à la vente ainsi que du portefeuille d'actifs détenus jusqu'à échéance.

L'augmentation observée au niveau des instruments de dettes s'explique par le nombre croissant de contrats collatéralisés par des titres conclus dans un environnement de crise et d'incertitude.

4.6 Obligations convertibles incluses dans les différents portefeuilles

Rubriques	31/12/2011	31/12/2012
Obligations convertibles	22.730.365	22.578.628

Les obligations convertibles dans lesquelles le Groupe a investi font partie du portefeuille des actifs disponibles à la vente et sont couvertes par des swaps contre les fluctuations des taux d'intérêts du marché. Aucun nouvel investissement en obligations convertibles n'a été réalisé en 2012.

4.7 Encours souverains inclus dans les différents portefeuilles

L'endettement des Etats restant un sujet d'actualité et de suivi accru par les marchés financiers, la Banque publie ses encours sur les Etats souverains, membres de la zone euro suivants au 31 décembre 2012:

Nominal par pays et par année d'échéance:

Pays	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2042	Total
Espagne	100.000.000	-	-	-	-	-	65.000.000	-	165.000.000
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	409.500	409.500
Italie	-	155.280.760	136.475.092	305.000.000	250.000.000	90.000.000	25.000.000	-	961.755.853
Portugal	-	65.000.000	100.000.000	-	-	-	25.000.000	-	190.000.000
Total	100.000.000	220.280.760	236.475.092	305.000.000	250.000.000	90.000.000	115.000.000	409.500	1.317.165.353

Valeur comptable par classe d'actifs:

Pays	31/12/2011			31/12/2012		
	Actifs disponibles à la vente	Titres détenus jusqu'à échéance	Total	Actifs disponibles à la vente	Titres détenus jusqu'à échéance	Total
Espagne	167.939.697	5.001.740	172.941.437	164.714.148	5.006.276	169.720.424
Grèce	32.871.549	-	32.871.549	10.773	-	10.773
Italie	1.134.927.509	-	1.134.927.509	993.242.824	-	993.242.824
Portugal	122.218.243	15.107.985	137.326.228	174.049.966	15.110.850	189.160.815
Total	1.457.956.998	20.109.725	1.478.066.723	1.332.017.712	20.117.126	1.352.134.837

Juste valeur par classe d'actifs:

Pays	31/12/2011			31/12/2012		
	Actifs disponibles à la vente	Titres détenus jusqu'à échéance	Total	Actifs disponibles à la vente	Titres détenus jusqu'à échéance	Total
Espagne	167.939.697	4.924.921	172.864.618	164.714.148	4.908.500	169.622.648
Grèce	32.871.549	-	32.871.549	10.773	-	10.773
Italie	1.134.927.509	-	1.134.927.509	993.242.824	-	993.242.824
Portugal	122.218.243	11.204.132	133.422.375	174.049.966	15.097.275	189.147.241
Total	1.457.956.998	16.129.053	1.474.086.051	1.332.017.712	20.005.775	1.352.023.487

La Banque n'a pas d'exposition sur la dette souveraine irlandaise et chypriote.

Dans un souci de réduction de son exposition face au risque souverain italien, la Banque a continué de céder des positions de la classe d'actifs des titres disponibles à la vente au cours du premier semestre 2012 pour un montant nominal contre-valorisé de 250 millions EUR.

Traitement spécifique pour la Grèce et approche appliquée:

Parmi les Etats qui ont fait appel à un plan de soutien européen, la Grèce était le seul pays à présenter des indications objectives de dépréciation suivant application des normes « International Financial Reporting Standards » (IFRS), et plus précisément de la norme IAS 39, paragraphe 9iii.

Toutes les positions détenues par la Banque à la fin de l'exercice 2011 sont entrées dans le périmètre du programme de rééchelonnement d'une partie de la dette grecque détenue par le secteur privé. L'accord du 21 février 2012 entre les ministres des Finances de l'Union monétaire européenne sur le plan de sauvetage de la Grèce a fixé le taux de contribution du secteur privé à 53,5%.

L'amortissement de la provision existante de 74,7% correspond à l'abandon de créance de 53,5% ainsi qu'à l'enregistrement à la juste valeur des nouveaux titres reçus en échange.

A la fin du premier semestre 2012, la Banque a procédé à la vente de la quasi-totalité des positions restantes sur le souverain grec.

4.8 Instruments dérivés

Se référer à la page suivante

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes consolidés
au 31 décembre 2012

Rubriques	Actif	Passif	Notionnel
	Soldes au 31/12/2012		
Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction	82.841.740	324.575.871	13.930.434.808
Opérations liées au taux de change	30.493.827	142.168.577	11.095.599.545
- <i>Swaps de change et change à terme</i>	29.674.078	141.114.261	10.692.682.823
- <i>autres</i>	819.749	1.054.316	402.916.722
Opérations liées au taux d'intérêts	52.347.913	182.107.684	2.815.888.693
- <i>IRS</i>	50.461.248	180.219.746	2.641.602.613
- <i>autres</i>	1.886.665	1.887.938	174.286.080
Opérations liées au risque de crédit	-	299.610	18.946.571
- <i>Dérivés de crédit (CDS)</i>	-	299.610	18.946.571
Couverture de juste valeur	58.373.667	822.908.804	8.701.728.618
Opérations liées au taux de change	40.565.494	55.163.442	1.375.455.512
- <i>CCIS</i>	40.565.494	55.163.442	1.375.455.512
Opérations liées au taux d'intérêts	3.556.976	711.124.064	5.842.960.024
- <i>IRS (taux d'intérêt)</i>	3.556.976	711.124.064	5.842.960.024
Opérations liées aux autres indices	14.251.197	56.621.298	1.483.313.082
- <i>IRS (autres indices)</i>	14.251.197	56.621.298	1.483.313.082
Couverture de flux de trésorerie	8.765.526	-	61.800.000
Opérations liées au taux d'intérêts	8.765.526	-	61.800.000
- <i>IRS</i>	8.765.526	-	61.800.000
Rubriques	Soldes au 31/12/2011		
Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction	228.330.968	149.577.157	11.902.839.205
Opérations liées au taux de change	201.153.069	37.511.063	9.550.102.074
- <i>Swaps de change et change à terme</i>	191.427.549	27.917.707	8.776.975.002
- <i>autres</i>	9.725.519	9.593.356	773.127.072
Opérations liées au taux d'intérêts	27.176.612	110.687.687	2.272.546.036
- <i>IRS</i>	27.176.612	110.687.687	2.272.546.036
Opérations liées au risque de crédit	1.287	1.378.408	80.191.095
- <i>Dérivés de crédit (CDS)</i>	1.287	1.378.408	80.191.095
Couverture de juste valeur	143.037.885	713.548.684	8.664.555.752
Opérations liées au taux de change	51.396.419	107.069.616	796.482.791
- <i>CCIS</i>	51.396.419	107.069.616	796.482.791
Opérations liées au taux d'intérêts	12.837.981	575.636.619	5.880.709.826
- <i>IRS (taux d'intérêt)</i>	12.837.981	575.636.619	5.880.709.826
Opérations liées aux autres indices	78.803.484	30.842.449	1.987.363.135
- <i>IRS (autres indices)</i>	78.803.484	30.842.449	1.987.363.135
Couverture de flux de trésorerie	6.155.169	-	67.800.000
Opérations liées au taux d'intérêts	6.155.169	-	67.800.000
- <i>IRS</i>	6.155.169	-	67.800.000

4.9 Prêts et avances au coût amorti – Etablissements de crédit

Rubriques	31/12/2011			31/12/2012		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Prêts interbancaires	2.560.068.331	350.964.056	2.911.032.387	4.900.344.969	20.513.612	4.920.858.581
Prise en pension	2.906.154.703	-	2.906.154.703	2.170.274.245	-	2.170.274.245
Crédits Roll-over	40.690.112	-	40.690.112	3.037.902	-	3.037.902
Location financement	70.237	294.669	364.906	33.595	360.310	393.905
Sous-total	5.506.983.382	351.258.725	5.858.242.107	7.073.690.710	20.873.922	7.094.564.632
Crédits confirmés non utilisés			52.679.412			304.737.504
Dépréciations d'actifs financiers			-			-516.190

Dans le cas des opérations de prise en pension, le Groupe devient propriétaire juridique des titres reçus en garantie et a le droit de vendre, respectivement collatéraliser ces titres. En date du 31 décembre 2012, aucun titre n'a été ni vendu ni collatéralisé.

Dépréciations sur prêts et avances – Etablissements de crédit

	Etablissement de crédit
Situation au 1 ^{er} janvier 2012	-
Transfert de la clientèle "Corporate"	466.381
Dotations	49.809
Reprises	-
Amortissements de créances	-
Ecart de change	-
Situation au 31 décembre 2012	516.190

4.10 Prêts et avances au coût amorti – Clientèle

Rubriques	31/12/2011			31/12/2012		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Clientèle "retail"	1.542.479.904	7.744.813.801	9.287.293.705	298.791.175	9.745.007.797	10.043.798.972
Clientèle "corporate"	3.313.676.309	2.022.321.863	5.335.998.172	2.279.369.068	2.404.496.685	4.683.865.753
Secteur public	238.798.828	1.731.943.532	1.970.742.361	278.632.511	1.710.192.317	1.988.824.828
Sous-total	5.094.955.041	11.499.079.197	16.594.034.238	2.856.792.754	13.859.696.799	16.716.489.553
Crédits confirmés non utilisés			2.940.651.273			3.185.933.416
Dépréciations d'actifs financiers			-59.702.421			-78.998.816

Dont opérations de location financement :

Rubriques	31/12/2011			31/12/2012		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Location financement	2.869.115	100.767.654	103.636.770	4.342.978	92.623.312	96.966.290
Sous-total	2.869.115	100.767.654	103.636.770	4.342.978	92.623.312	96.966.290

Dépréciations sur prêts et avances - Clientèle

	Clientèle retail	Corporate	Secteur public	Total
Situation au 1 ^{er} janvier 2011	22.205.471	61.418.648	-	83.624.118
Reclassement catégorie clients	-4.022.226	4.022.226	-	-
Dotations	3.364.800	8.479.989	-	11.844.789
Reprises	-2.156.136	-19.600.337	-	-21.756.473
Amortissements de créances (*)	-450.050	-13.776.259	-	-14.226.309
Ecart de change	-	216.295	-	216.295
Situation au 31 décembre 2011	18.941.859	40.760.561	-	59.702.421
Dépréciations d'actifs sur risques individuels	11.661.294	40.760.561	-	52.421.856
Dépréciations d'actifs sur risques collectifs	7.280.565	-	-	7.280.565
Total	18.941.859	40.760.561	-	59.702.421
Situation au 1 ^{er} janvier 2012	18.941.859	40.760.561	-	59.702.421
Transfert vers établissements de crédit	-	-466.381	-	-466.381
Dotations	8.882.970	21.225.925	1.317.399	31.426.294
Reprises	-1.752.248	-7.685.834	-	-9.438.082
Amortissements de créances (*)	-644.521	-1.492.739	-	-2.137.260
Ecart de change	-	-88.176	-	-88.176
Situation au 31 décembre 2012	25.428.061	52.253.356	1.317.399	78.998.816
Dépréciations d'actifs sur risques individuels	15.659.136	52.253.356	1.317.399	69.229.891
Dépréciations d'actifs sur risques collectifs	9.768.925	-	-	9.768.925
Total	25.428.061	52.253.356	1.317.399	78.998.816

(*) L'amortissement de créances représente le montant définitivement abandonné par le Groupe sur des créances dépréciées.

Encours des prêts ayant généré des dépréciations : 218.138.126 EUR au 31 décembre 2012, contre 182.374.230 EUR un an plus tôt.

Les corrections de valeur couvrent le montant principal et les intérêts.

Le stock de dépréciation au 31 décembre 2012 de 79,0 millions EUR fait abstraction d'une dépréciation spécifique de 29,2 millions EUR liée à l'intégration dans les comptes consolidés d'un sinistre sur trois banques islandaises dédommagé via l'Association pour la Garantie des Dépôts à Luxembourg en 2008/2009. Au 31 décembre 2011 cette provision s'élevait à 31,5 millions EUR.

4.11 Immobilisations corporelles à usage propre

	Terrains et constructions	Autres matériels et mobiliers	TOTAL
Situation au 1^{er} janvier 2012	238.358.405	55.419.302	293.777.707
Entrée	5.203.748	10.681.099	15.884.847
Sortie	-566.075	-12.491.551	-13.057.626
Situation au 31 décembre 2012	242.996.078	53.608.850	296.604.928

Amortissements cumulés			
Situation au 1^{er} janvier 2012	84.818.003	33.311.354	118.129.357
Reprises	-759.975	-11.927.415	-12.687.390
Dotations	5.437.124	8.254.201	13.691.325
Situation au 31 décembre 2012	89.495.152	29.638.140	119.133.292

Valeur comptable nette			
Situation au 1^{er} janvier 2012	153.540.402	22.107.948	175.648.351
Situation au 31 décembre 2012	153.500.926	23.970.710	177.471.637

	Terrains et constructions	Autres matériels et mobiliers	TOTAL
Situation au 1^{er} janvier 2011	233.437.185	57.902.846	291.340.031
Entrée	6.685.068	10.424.518	17.109.586
Sortie	-1.763.848	-12.908.062	-14.671.910
Situation au 31 décembre 2011	238.358.405	55.419.302	293.777.707

Amortissements cumulés			
Situation au 1^{er} janvier 2011	80.338.530	37.342.723	117.681.252
Reprises	-905.148	-12.908.062	-13.813.210
Dotations	5.384.621	8.876.694	14.261.315
Situation au 31 décembre 2011	84.818.003	33.311.354	118.129.357

Valeur comptable nette			
Situation au 1^{er} janvier 2011	153.098.655	20.560.123	173.658.779
Situation au 31 décembre 2011	153.540.402	22.107.948	175.648.350

4.12 Immobilisations incorporelles

Situation au 1er janvier 2012	36.360.225
Entrée	13.426.760
Sortie	-10.560.363
Situation au 31 décembre 2012	39.226.622

Amortissements cumulés	
Situation au 1er janvier 2012	23.868.032
Reprises	-9.961.181
Dotations	13.075.540
Situation au 31 décembre 2012	26.982.391

Valeur comptable nette	
Situation au 1er janvier 2012	12.492.193
Situation au 31 décembre 2012	12.244.231

Situation au 1er janvier 2011	32.959.571
Entrée	11.676.717
Sortie	-8.276.063
Situation au 31 décembre 2011	36.360.225

Amortissements cumulés	
Situation au 1er janvier 2011	20.024.019
Reprises	-8.276.063
Dotations	12.120.075
Situation au 31 décembre 2011	23.868.032

Valeur comptable nette	
Situation au 1er janvier 2011	12.935.551
Situation au 31 décembre 2011	12.492.193

La dotation à l'amortissement en relation avec les immobilisations incorporelles est enregistrée sous la rubrique du compte de résultat « corrections de valeurs sur immobilisations corporelles et incorporelles ».

4.13 Immobilisations corporelles de placement

Situation au 1er janvier 2012	29.841.278
Entrée (acquisitions)	-
Entrée (dépenses d'investissement)	485.138
Sortie	-679.507
Situation au 31 décembre 2012	29.646.909

Amortissements cumulés	
Situation au 1er janvier 2012	11.898.744
Reprises	-154.189
Dotations	546.281
Situation au 31 décembre 2012	12.290.836

Valeur comptable nette	
Situation au 1er janvier 2012	17.942.535
Situation au 31 décembre 2012	17.356.074

Situation au 1er janvier 2011	26.432.731
Entrée (acquisitions)	-
Entrée (dépenses d'investissement)	3.408.547
Sortie	-
Situation au 31 décembre 2011	29.841.278

Amortissements cumulés	
Situation au 1er janvier 2011	11.349.921
Reprises	-
Dotations	548.822
Situation au 31 décembre 2011	11.898.744

Valeur comptable nette	
Situation au 1er janvier 2011	15.082.810
Situation au 31 décembre 2011	17.942.535

Les produits locatifs des immeubles de placement donnés en location s'élèvent à 2.525.444 EUR pour l'exercice 2012, contre 2.408.112 EUR un an plus tôt. Les frais d'entretien pour l'exercice 2012 en relation avec les immeubles de placement s'élèvent à 926.514 EUR contre 779.866 EUR un an plus tôt. La juste valeur des immeubles de placement s'élève à 60.064.309 EUR fin d'exercice 2012, contre 58.832.536 EUR fin 2011.

4.14 Autres actifs

Rubriques	31/12/2011	31/12/2012
Débiteurs divers (1)	16.436.603	14.413.746
Autres valeurs à recevoir à court terme (2)	12.729.305	25.858.636
Autres	9.538.987	40.760.353
Total	38.704.895	81.032.735

(1) Principalement des opérations sur titres et coupons

(2) Principalement des opérations sur cartes de crédit et chèques.

4.15 Impôts : Actifs et passifs d'impôts

Alors que l'impôt courant constitue l'impôt exigible, les impôts différés correspondent aux flux d'impôts futurs auxquels l'entreprise pourrait être assujettie en raison du décalage entre la base comptable et la base fiscale.

Au 31 décembre 2012, le Groupe enregistre une dette d'impôts courants de 84.227.576 EUR.

En l'absence d'une nouvelle loi fiscale incorporant les normes IFRS, le Groupe calcule l'impôt exigible sur base de la variation de l'actif net des postes bilanciaires évalués via le compte de résultat.

Au 31 décembre 2012, le Groupe enregistre un actif d'impôts différés de 78.162.674 EUR et un passif d'impôts différés de 141.593.928 EUR.

4.15.1 Actifs d'impôts

Rubriques	31/12/2011	31/12/2012
Impôts différés	164.912.281	78.162.674
Actifs d'impôts	164.912.281	78.162.674

Ventilation des actifs d'impôts différés en fonction de l'origine :

Rubriques	31/12/2011	31/12/2012
Instruments de dettes - application de la juste valeur	142.282.346	35.251.672
Instrument de capitaux - application de la juste valeur	3.743.549	2.709.176
Fonds de pension - écart actuariel	18.886.386	40.201.826
Actifs d'impôts différés	164.912.281	78.162.674

4.15.2 Passifs d'impôts

Rubriques	31/12/2011	31/12/2012
Impôts courants	75.779.375	84.227.576
<i>Impôt sur le revenu</i>	<i>64.068.845</i>	<i>65.000.773</i>
<i>Impôt commercial</i>	<i>11.710.530</i>	<i>19.226.803</i>
Impôts différés	121.576.650	141.593.928
Passifs d'impôts	197.356.025	225.821.504

Ventilation des passifs d'impôts différés en fonction de l'origine :

Rubriques	31/12/2011	31/12/2012
Instruments dérivés - application de la juste valeur	1.772.258	2.559.590
Instruments de dettes - application de la juste valeur	496.129	3.418.507
Instruments de capitaux propres - application de la juste valeur	13.383.504	13.779.460
Provisions prudentielles et autres provisions	105.924.759	121.836.371
Passifs d'impôts différés	121.576.650	141.593.928

Le tableau ci-dessous présente une ventilation des mutations des impôts différés actifs et passifs, selon que la variation s'est opérée via les capitaux propres ou via le compte de résultat.

Rubriques	31/12/2011	Mouvements en capitaux propres	Mouvements en compte de résultat	31/12/2012
Impôts différés actifs	164.912.281	-86.749.607	-	78.162.674
Impôts différés passifs	-121.576.650	-4.105.667	-15.911.611	-141.593.928
Impôts différés actifs / passifs nets	43.335.632	-90.855.274	-15.911.611	-63.431.254

Rubriques	31/12/2010	Mouvements en capitaux propres	Mouvements en compte de résultat	31/12/2011
Impôts différés actifs	121.655.251	43.257.030	-	164.912.281
Impôts différés passifs	-172.870.318	34.730.045	16.563.624	-121.576.650
Impôts différés actifs / passifs nets	-51.215.067	77.987.075	16.563.624	43.335.632

4.16 Emissions de titres

Rubriques	31/12/2011			31/12/2012		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Bons de caisse	466.147.189	393.902.441	860.049.630	562.136.380	398.492.299	960.628.679
Papier commercial	4.730.980.856	-	4.730.980.856	5.016.952.833	-	5.016.952.833
Medium Term Notes et autres émissions	321.800.512	1.364.217.465	1.686.017.977	645.272.501	763.076.593	1.408.349.094
Total	5.518.928.557	1.758.119.906	7.277.048.463	6.224.361.715	1.161.568.892	7.385.930.606

dont:

- Emissions subordonnées	21.160.545	240.758.543	261.919.088	44.072.054	176.481.514	220.553.568
--------------------------	------------	-------------	-------------	------------	-------------	-------------

Le Groupe a émis des EMTN pour un nominal de 563.777.153 EUR au cours de l'année 2012, contre 591.882.999 EUR au cours de l'année précédente.

Nouvelles émissions	2011	2012
avec échéance < 2 ans	85.558.069	499.136.013
avec échéance entre 2 ans et 5 ans	465.159.000	56.720.000
avec échéance au-delà de 5 ans	41.165.930	7.921.141
Total	591.882.999	563.777.153

dont:

- Emissions structurées (en valeur d'émission) 591.882.999 563.777.153

Les principales structures émises en 2012 sont de type « Interest linked ».

Emissions venues à échéance ou remboursées anticipativement pendant l'année 2012, respectivement 2011 :

	2011	2012
Échéances / remboursements	861.419.223	689.760.039
Total	861.419.223	689.760.039

dont:

- Emissions subordonnées (en valeur d'émission) - 22.675.878

- Emissions structurées (en valeur d'émission) 861.419.223 633.084.161

Au cours de l'exercice 2012, le Groupe a procédé au rachat d'émissions propres pour une valeur de 40.728.936 EUR (35.602.656 EUR au cours de l'exercice 2011).

Détail au 31 décembre 2012 des emprunts subordonnés

DESCRIPTION	Taux	Devise d'émission	Nominal émis EUR	Partie assimilée EUR	Partie non-assimilée EUR
Emprunt 1999-2014	0,527	EUR	20.000.000	8.000.000	12.000.000
Emprunt 2000-2015	0,571	EUR	23.800.000	14.280.000	9.520.000
Emprunt 2000-2020	2,700	EUR	8.600.000	8.600.000	-
Emprunt 2001-2016	0,561	EUR	25.000.000	20.000.000	5.000.000
Emprunt 2001-2021	1,076	EUR	11.000.000	11.000.000	-
Emprunt 2001-2021	1,076	EUR	30.000.000	30.000.000	-
Emprunt 2002-2022	0,757	EUR	50.000.000	50.000.000	-
Emprunt 2003-2013	0,883	JPY	44.006.337	8.801.267	35.205.070
Total			212.406.337	150.681.267	61.725.070

La charge d'intérêts sur les émissions subordonnées s'élève à 6.389.168 EUR au 31 décembre 2012, contre 7.706.843 EUR au 31 décembre 2011.

4.17 Dépôts évalués au coût amorti – Etablissements de crédit

Rubriques	31/12/2011			31/12/2012		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Dépôts interbancaires	4.188.130.023	11.035.519	4.199.165.542	3.641.689.626	-	3.641.689.626
Mise en pension	56.450.159	-	56.450.159	144.504.308	-	144.504.308
Total	4.244.580.182	11.035.519	4.255.615.701	3.786.193.934	0	3.786.193.934

4.18 Dépôts évalués au coût amorti – Clientèle privée et secteur public

Rubriques	31/12/2011			31/12/2012		
	=<1 an	> 1 an	total	=<1 an	> 1 an	total
Clientèle privée	20.329.534.765	153.518.189	20.483.052.954	20.287.380.102	831.729.260	21.119.109.362
- Comptes à vue et à préavis	4.354.749.170	-	4.354.749.170	5.336.188.072	-	5.336.188.072
- Comptes à terme	6.444.838.951	153.518.189	6.598.357.140	4.764.704.768	831.729.260	5.596.434.028
- Epargne	9.524.664.291	-	9.524.664.291	10.186.160.658	-	10.186.160.658
- Mise en pension	5.282.353	-	5.282.353	326.604	-	326.604
Secteur public	3.833.740.144	7.470.617	3.841.210.761	3.354.262.671	172.999	3.354.435.671
Total	24.163.274.909	160.988.806	24.324.263.715	23.641.642.773	831.902.259	24.473.545.033

4.19 Fonds de pension – Plan de pension à prestations définies

Principales estimations utilisées dans la détermination des engagements de pension :

Variables	31/12/2011	31/12/2012
Taux d'actualisation pour les personnes actives	4,60%	3,30%
Taux d'actualisation pour les rentiers	3,60%	2,60%
Croissance des salaires (y inclus indexation)	3,50%	3,50%
Croissance des rentes (y inclus indexation)	2,50%	2,50%
Rendement attendu	3,00%	3,00%

Dotation nette au fonds de pension renseignée à la rubrique « frais du personnel » au compte de résultat :

Composants	31/12/2011	31/12/2012
Coût des services rendus	3.989.178	4.037.204
Coût financier	13.391.409	12.681.920
Rendement attendu	-8.682.527	-9.155.646
Total	8.698.060	7.563.478

Engagements de pension:

	2011	2012
Situation au 1^{er} janvier des engagements	290.701.061	322.387.504
Coût des services rendus	3.989.178	4.037.204
Coût financier	13.391.409	12.681.920
Prestations payées	-10.529.495	-10.985.642
Ecart actuariel	24.835.351	84.461.729
Situation au 31 décembre des engagements	322.387.504	412.582.715

La forte progression des engagements de pension s'explique d'une part par la diminution des taux actuariels tout au long de l'année 2012 et d'autre part par la prise en compte de la loi du 21 décembre 2012 portant réforme de l'assurance pension. A taux actuariels constants, l'engagement de pension n'aurait été que de 341.079.911 EUR.

En ce qui concerne les rentes des agents fonctionnaires, la Banque ne comptabilise les paiements qu'au moment du remboursement à l'Etat qui, dans un premier temps, prend directement en charge le paiement des rentes de ces agents. Ainsi, les « prestations payées » de 10.985.642 EUR comprennent les remboursements à l'Etat des rentes des fonctionnaires relatives à l'exercice 2011.

Actifs du plan de pension:

	2011	2012
Situation au 1^{er} janvier des actifs	289.417.575	305.188.189
Paiement de pensions	-10.529.495	-10.985.642
Contribution	16.901.513	8.553.500
Rendement attendu	8.682.527	9.155.646
Ecart d'évaluation	716.070	12.456.205
Situation au 31 décembre des actifs	305.188.189	324.367.897

En 2011, en plus de la contribution annuelle de 8.947.978 EUR, la Banque a réalisé une contribution exceptionnelle de 7.953.535 EUR. Cette contribution correspond à la différence entre l'actif net du fonds au 31 décembre 2010 et l'engagement du fonds de pension actualisé à 4,50% à cette même date.

Investissements du plan de pension:

	2011	2012
Valeurs mobilières à revenu fixe	90,12%	88,45%
Valeurs mobilières à revenu variable	3,35%	5,40%
Autres actifs (essentiellement dépôts)	6,53%	6,15%
Total	100,00 %	100,00 %

Engagements nets de pension:

	2009	2010	2011	2012
Engagements de pension	296.053.782	290.701.061	322.387.504	412.582.715
Juste valeur des actifs du plan	-288.037.842	-289.417.575	-305.188.190	-324.367.897
Engagements non financés	8.015.940	1.283.486	17.199.314	88.214.818

Stock des écarts actuariels:

Stock au 1er janvier 2011	-22.764.843
variation nette 2011	24.119.281
Stock au 31 décembre 2011	1.354.438
Stock au 1 ^{er} janvier 2012	1.354.438
variation nette 2012	72.005.524
Stock au 31 décembre 2012	73.359.962

Au titre de l'exercice 2013, la contribution annuelle estimée de la Banque au fonds de pension sera de 8.153.213 EUR.

4.20 Provisions

Mouvements de l'exercice :

	31/12/2011	31/12/2012
Situation au 1^{er} janvier	4.321.642	4.813.364
Dotations	755.081	2.763.151
Reprises	-142.078	-3.372.346
Utilisation	-121.281	-3.800
Situation au 31 décembre	4.813.364	4.200.369

4.21 Autres passifs

Rubriques	31/12/2011	31/12/2012
Valeurs à payer à court terme (1)	28.774.809	23.538.582
Créanciers privilégiés ou garantis	34.972.208	36.970.089
Total	63.747.017	60.508.671

- (1) Les valeurs à payer à court terme représentent principalement des montants à régler par le Groupe dans sa qualité de prestataire de services en relation avec les chèques, coupons, titres, virements, etc.

4.22 Transactions avec les parties liées

Les parties liées de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, sont les sociétés consolidées, les sociétés mises en équivalence, les entités étatiques et les principaux dirigeants du Groupe.

4.22.1 Entités étatiques

La Banque, instituée par la loi du 21 février 1856 et régie par la loi organique du 24 mars 1989, est un établissement public autonome, doté de la personnalité juridique. Elle est placée sous la haute surveillance du membre du Gouvernement ayant le département du Trésor dans ses attributions.

Par ce fait, l'Etat luxembourgeois exerce un contrôle sur le Groupe qui doit dès lors se conformer aux dispositions de la norme IAS 24.

Ainsi, le Groupe publie les informations suivantes concernant ses relations commerciales avec l'Etat ainsi qu'avec les autres entités étatiques.

en euros	31/12/2011	31/12/2012
ACTIFS (principalement prêts évalués au coût amorti)	2.774.917.333	2.923.758.176

en euros	31/12/2011	31/12/2012
PASSIFS (dépôts évalués au coût amorti)	2.881.892.315	2.553.816.816

4.22.2 Rémunération des organes de direction et d'administration

Les rémunérations allouées aux différents organes du Groupe se ventilent de la façon suivante:

	31/12/2011	31/12/2012
Organe d'administration (9 administrateurs)	111.850	108.100
Organe de direction (5 directeurs)	922.939	948.705
Total	1.034.789	1.056.805

4.22.3 Avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction du Groupe

Les avances et crédits accordés aux membres des organes d'administration et de direction du Groupe se présentent comme suit:

	31/12/2011	31/12/2012
Organe d'administration (9 administrateurs)	1.127.263	3.663.189
Organe de direction (5 directeurs)	1.431.791	1.404.837
Total	2.559.054	5.068.026

4.23 Honoraires du réviseur d'entreprises agréé

	2011	2012
Contrôle légal des comptes annuels	482.000	480.000
Autres services d'assurance	91.000	70.925
Services fiscaux	30.000	-
Autres	132.942	57.787
Total	735.942	608.712

4.24 Eléments de hors-bilan**Nature des garanties émises**

Rubriques	31/12/2011	31/12/2012
Garanties d'achèvement	483.517.832	329.532.103
Lettres de crédit	46.382.189	45.471.770
Contre-garanties	397.008.018	367.457.509
Crédits documentaires	28.699.076	21.133.731
Autres	90.032.148	20.073.373
Total	1.045.639.263	783.668.485

Engagements

Rubriques	31/12/2011	31/12/2012
Montants à libérer sur titres, participations et parts dans des entreprises liées	3.934.507	3.083.482
Crédits confirmés non utilisés	2.993.330.685	3.490.670.921
Autres	10.265.861	14.591.815
Total	3.007.531.053	3.508.346.218

Gestion d'actifs de tiers

Le Groupe assure au profit de tiers des services de gestion et de représentation, notamment la gestion de fortune, la conservation et l'administration de valeurs mobilières, la location de coffres, la représentation fiduciaire et des fonctions d'agent.

5 NOTES AU COMPTE DE RESULTAT ³
(en euros)**5.1 Résultat d'intérêts**

Intérêts perçus et produits assimilés	2011	2012
Avoirs à vue	6.860.763	3.002.957
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	27.441.638	51.671.125
Actifs financiers disponibles à la vente	314.476.540	267.896.775
Créances évaluées au coût amorti - Instruments de dettes	39.960.253	38.520.108
Créances évaluées au coût amorti - Prêts et créances	436.221.949	419.974.472
Placements détenus jusqu'à leur échéance évalués au coût amorti	114.199.360	134.696.748
Dérivés - Comptabilité de couverture, risque de taux d'intérêt	203.156.300	183.482.727
Autres actifs	869.444	854.215
Total	1.143.186.247	1.100.099.126
Intérêts payés et charges assimilées	2011	2012
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	-37.208.695	-19.107.711
Passifs évalués au coût amorti - Dépôts	-239.649.918	-179.913.833
Passifs évalués au coût amorti - Dettes représentées par un titre	-61.772.257	-28.304.407
Passifs évalués au coût amorti - Emprunts subordonnés	-5.937.109	-4.362.000
Dérivés - Comptabilité de couverture, risque de taux d'intérêt	-380.926.974	-428.047.193
Autres passifs	-1.452.675	-1.025.450
Total	-726.947.628	-660.760.594
Résultat d'intérêts	416.238.619	439.338.533
Total des intérêts perçus et produits assimilés qui ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	1.115.744.609	1.048.428.002
Total des intérêts payés et charges assimilées qui ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	-689.738.933	-641.652.883

5.2 Revenus de valeurs mobilières

Rubriques	2011	2012
Actifs financiers détenus à des fins de négociation	29	20
Actifs financiers disponibles à la vente	29.974.298	32.597.436
Revenus de valeurs mobilières	29.974.327	32.597.456

³ D'éventuelles différences mineures entre les chiffres présentés dans les notes aux comptes consolidés et ceux des différents états consolidés représentent uniquement des différences d'arrondis

5.3 Commissions

Rubriques	2011	2012
Activités de crédit	30.429.526	29.011.053
Fonction de gestion	17.100.418	18.275.058
Activités liées aux fonds d'investissement	26.506.845	27.196.067
Comptes à vue et activités annexes	17.701.171	19.206.586
Primes d'assurances	3.811.172	3.830.491
Autres	7.081.081	6.860.182
Commissions perçues et payées	102.630.213	104.379.435

5.4 Résultat réalisé sur instruments financiers non renseignés à la juste valeur au compte de résultat

Rubriques	2011	2012
Instruments financiers disponibles à la vente	-23.743.993	7.399.982
Prêts et avances évalués au coût amorti	255.981	265.344
Instruments financiers détenus jusqu'à échéance	-18.055.571	-
Passifs financiers évalués au coût amorti	-9.435	69.162
Total	-41.553.018	7.734.488

Les variations constatées à l'intérieur de cette catégorie de revenus proviennent largement de la rubrique des instruments financiers disponibles à la vente suite à diverses opérations de vente partielle de valeurs mobilières à revenu fixe ainsi et à quelques opérations de vente de valeurs mobilières à revenu variable.

5.5 Résultat sur instruments financiers détenus à des fins de transaction

Rubriques	2011	2012
Instruments de capital et instruments dérivés associés	1.720.686	3.182.935
Instruments de change et instruments dérivés associés	3.557.176	-3.527.571
Instruments de taux d'intérêt et instruments dérivés associés	-73.757.601	-33.063.022
Dérivés de crédit	1.002.048	1.083.025
Matières premières et instruments dérivés associés	1.927.065	1.215.883
Total	-65.550.627	-31.108.750

La variation significative de cette catégorie de revenus trouve son origine essentiellement dans le reclassement de swaps d'intérêts, initialement actés à la catégorie «résultat sur opérations de couverture», vers la catégorie «résultat sur instruments financiers détenus à des fins de transaction», suite à la vente des actifs qui étaient couverts à l'origine. En effet, en application de la norme IAS 39, la Banque a dû résilier la relation de couverture établie entre ces actifs et les instruments dérivés sous la forme de swaps d'intérêts suite aux événements de vente des actifs couverts au courant de l'exercice 2012 et 2011. Les swaps

d'intérêts en relation avec des actifs vendus ont été clôturés afin de limiter l'exposition de la Banque aux fluctuations des courbes de taux utilisées pour le calcul de la juste valeur.

5.6 Résultat net sur opérations de couverture

Rubriques	2011	2012
Couverture de juste valeur		
Titres de dette à l'actif couverts par des instruments dérivés	-703.781	-2.294.413
Emissions au passif couvertes par des instruments dérivés	-114.384	222.453
Crédits couverts par des instruments dérivés	2.483.073	-2.310.232
Dépôts couverts par des instruments dérivés	44.970	-855.539
Total	1.709.878	-5.237.731
Résultat d'évaluation sur les instruments couverts	24.986.143	208.955.069
Résultat d'évaluation sur les instruments de couverture	-23.276.265	-214.192.800
Total	1.709.878	-5.237.731

Les opérations de couverture des risques de marché sont hautement efficaces.

5.7 Autres résultats nets d'exploitation

Rubriques	2011	2012
Autres produits d'exploitation	19.600.916	6.420.002
Autres charges d'exploitation	-1.087.937	-598.161
Autres résultats nets d'exploitation	18.512.978	5.821.841

Les postes « Autres produits et charges d'exploitation » comprennent principalement :

- les loyers des immeubles donnés en location et diverses avances des locataires,
- les remboursements de TVA suite aux décomptes d'exercices antérieurs,
- les rentrées sur créances amorties.

5.8 Frais du personnel

Rubriques	2011	2012
Rémunérations	143.664.821	148.553.634
Charges sociales	8.337.992	9.162.579
Pensions et dépenses similaires	11.360.752	11.721.857
Dotation au fonds de pension	8.698.060	7.563.478
Autres frais de personnel	4.733.709	3.999.219
Total	176.795.334	181.000.767

5.9 Autres frais généraux administratifs

Rubriques	2011	2012
Frais en relation avec les immeubles et le mobilier	17.718.283	18.406.843
Loyers et maintenance des applications informatiques	15.215.872	16.105.856
Dépenses opérationnelles liées à l'activité bancaire	22.428.120	22.649.514
Autres	13.579.064	13.536.335
Total	68.941.339	70.698.548

5.10 Corrections de valeur sur immobilisations corporelles

- Amortissements

Rubriques	2011	2012
Amortissements - constructions	5.196.622	5.437.126
Amortissements - matériel et mobilier	8.876.694	8.237.605
Amortissements sur immobilisations corporelles	14.073.316	13.674.731

- Dépréciations

En 2011 et en 2012, le Groupe n'a pas comptabilisé de corrections de valeur pour dépréciations sur immobilisations corporelles selon la norme IAS 36.

5.11 Corrections de valeur sur immobilisations incorporelles

- Amortissements

Rubriques	2011	2012
Amortissements	12.120.075	13.075.541
Amortissements sur immobilisations incorporelles	12.120.075	13.075.541

- Dépréciations

En 2011 et 2012, le Groupe n'a pas comptabilisé de corrections de valeur pour dépréciations sur immobilisations incorporelles selon la norme IAS 36.

5.12 Corrections de valeur sur immeubles de placement**- Amortissements**

Rubriques	2011	2012
Amortissements	548.822	546.282
Amortissements sur immobilisations corporelles - placement	548.822	546.282

- Dépréciations

En 2011 et 2012, le Groupe n'a pas comptabilisé de corrections de valeur pour dépréciations sur immeubles de placement selon la norme IAS 36.

5.13 Corrections de valeur nettes sur risques de crédit individuels et collectifs**- Dépréciations sur base collective**

Dépréciations sur base collective	2011			2012		
	Dotations	Reprises	Total	Dotations	Reprises	Total
Prêts et créances	-717.460	48.519	-668.941	-2.531.788	43.428	-2.488.360
	-717.460	48.519	-668.941	-2.531.788	43.428	-2.488.360

- Dépréciations sur base individuelle

Dépréciations sur base individuelle	2011			2012		
	Dotations	Reprises	Total	Dotations	Reprises	Total
Actifs financiers disponibles à la vente	-107.985.735	10.462.520	-97.523.216	-18.964.232	15.029.761	-3.934.471
Prêts et créances	-11.127.329	21.707.954	10.580.624	-28.944.315	11.688.465	-17.255.850
	-119.113.065	32.170.473	-86.942.592	-47.908.547	26.718.226	-21.190.321

	2011	2012
Intérêts sur actifs financiers disponibles à la vente dépréciés	6.907.426	6.987.336
Intérêts sur prêts et créances dépréciés	5.898.579	1.052.795
Total	12.806.005	8.040.131

5.14 Dotations aux/Reprises de provisions

Rubriques	2011	2012
Dotations aux provisions	-755.081	-2.763.151
Reprises de provisions	1.395.018	3.372.346
Dotations nettes	639.937	609.195

5.15 Charge d'impôt

Rubriques	2011	2012
Impôt sur le résultat provenant des activités ordinaires	17.967.414	27.786.720
Impôt différé	-16.563.624	15.911.611
Impôt sur le résultat de l'exercice	1.403.790	43.698.331

Le taux normal d'imposition applicable au Luxembourg était de 28,80% au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011. Le taux d'imposition effectif du Groupe était de 16,03% en 2012, respectivement de 1,09% une année plus tôt, vu la divergence entre la base fiscale luxembourgeoise et la base comptable des comptes consolidés sous IFRS.

La différence entre ces deux taux peut s'analyser comme suit :

	2011	2012
Résultat net avant impôts	128.747.483	272.599.250
Taux de taxation	28,80%	28,80%
Impôt théorique au taux normal	37.079.275	78.508.584
Impact fiscal des dépenses non déductibles	144.480	1.801.467
Impact fiscal des revenus non imposables	-12.914.624	-11.445.449
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	-7.538.423	-3.342.640
Bonifications d'impôts et abattements	-12.150.392	-18.976.628
Reprise d'impôts sur le résultat d'exercices antérieurs	-4.406.363	-3.748.948
Autres	1.189.837	901.946
Impôt sur le résultat de l'exercice	1.403.790	43.698.331

A l'instar de l'exercice 2011, le Groupe a su profiter d'un abattement pour investissement mobilier au titre de l'exercice 2012 déduit à la ligne « Bonification d'impôts et abattements ».

6 GESTION DES RISQUES FINANCIERS⁴

6.1 Règles générales de gestion des risques financiers

Traditionnellement, le Groupe a adopté une politique prudente et conservatrice en matière de gestion des risques. Au cours des dernières années, le Groupe a accentué ses efforts pour harmoniser davantage les contrôles et évoluer vers un maximum de transparence dans les méthodes de gestion.

6.1.1 Rôle du Conseil d'Administration

La Banque a mis en place le processus « Internal Capital Adequacy Assessment Process » (ICAAP), qui est un processus interne dans lequel elle identifie de manière exhaustive l'ensemble des risques auxquels elle peut être confrontée. Pour chaque risque identifié, la Banque estime la matérialité et la probabilité d'occurrence et établit une appréciation sur les moyens en place pour la gestion du risque identifié.

Ce rapport, établi sur base annuelle, est soumis pour approbation au Conseil d'Administration de la Banque et ensuite transmis à la CSSF.

6.1.2 Rôle du Comité de direction

La Direction de la maison mère, fixe les objectifs des entités commerciales, la nature des opérations à réaliser et les limites y relatives ainsi que les règles d'organisation et de contrôle interne.

6.1.3 Responsabilité du département « Risk Management »

D'un point de vue organisationnel, la gestion et le contrôle des risques sont délégués au département « Risk Management » (Analyse des risques), qui forme une unité indépendante de toute activité commerciale, et qui est responsable :

- de la mise en place d'un cadre cohérent pour l'analyse des risques financiers, ainsi que l'analyse proprement dite et le suivi permanent de ces risques,

⁴ D'éventuelles différences mineures entre les chiffres présentés dans les notes aux comptes consolidés et ceux des différents états consolidés représentent uniquement des différences d'arrondis.

- de l'approbation ou du rejet des demandes provenant des entités commerciales, et la soumission des dossiers au Comité de direction pour les opérations dont le volume dépasse un seuil fixé par le Comité de direction,
- du contrôle du respect des limites (crédit, marché, négoce) à l'intérieur desquelles les entités commerciales doivent opérer.

Le département est composé de deux entités qui sont les services :

- Analyse et Suivi Risque : le service « Analyse et Suivi Risque » (ASR) est chargé de l'analyse et du suivi du risque de crédit, que ce soit au niveau de l'exposition individuelle ou au niveau des différents portefeuilles du Groupe.
- Risk Control : le service « Risk Control » est l'entité qui est chargée de la supervision des activités de la salle des marchés. La description des tâches inclut l'administration et le paramétrage des systèmes utilisés, la modélisation, l'évaluation des risques et le suivi des limites définies ainsi que le reporting interne des résultats réalisés par la salle des marchés. Le service « Risk Control » est rattaché au département « Risk Management » et rapporte directement au Comité de direction de la maison-mère.

6.1.4 Compliance

Le risque de « compliance », appelé aussi risque de non-conformité, désigne de manière générale le risque de préjudices découlant du fait que les activités ne sont pas exercées conformément aux normes en vigueur.

Le risque de « compliance » est pris en charge par le service « Compliance », qui assure notamment :

- le respect des obligations d'anti-blanchiment avec l'exploitation d'un outil visant à détecter des transactions suspectes,
- de manière générale, le respect de la conformité avec l'environnement réglementaire au niveau de la Banque, avec délégation de certains éléments à d'autres services dont l'« Audit interne »,
- le suivi des réclamations de clients.

6.1.5 Audit Interne

La fonction « Risk Management » fait l'objet de missions régulières et récurrentes par le service « Audit Interne ». Lors de ces missions, l'« Audit Interne » contrôle à la fois l'adéquation des procédures et leur application par le département « Risk Management ».

6.1.6 Les systèmes de mesure et de contrôle des limites**6.1.6.1 *Risque de marché***

Le risque de marché désigne le risque de perte de valeur économique d'instruments détenus par le Groupe, provoquée par l'évolution défavorable de paramètres de marché.

Dans le cadre de l'évaluation et du suivi du risque de marché, la Banque applique un ensemble de méthodes qui sont :

- le calcul permanent de l'indicateur « Basis Point Value (BPV) » pour les positions à risque de taux détenues pour la salle des marchés. La BPV est une méthode simple et efficace qui permet de quantifier le risque de marché résultant de faibles variations de taux pour les positions détenues. Les « traders » sont tenus d'opérer en permanence dans le cadre des limites de BPV arrêtées par le Comité de direction de la maison-mère. Le respect de ces limites est surveillé par le service « Risk Control »,
- la « Value-at-risk (VaR) », pour les positions du « trading book » et du « banking book », afin d'évaluer les montants à risques liés aux positions détenues. Les montants à risque font l'objet de limites arrêtées par le Comité de direction de la maison-mère et supervisés par le service « Risk Control ». La VaR constitue une évolution par rapport à des indicateurs plus simples de type BPV, parce qu'elle permet à la fois :
 - d'intégrer les corrélations dans l'évolution des facteurs de risque entre les positions détenues,
 - d'exprimer la perte potentielle par un seul montant, qui peut être mis en relation avec les fonds propres de la Banque,
 - de quantifier la probabilité d'occurrence de cette perte,
 - de pratiquer des stress-tests sur les positions détenues afin d'évaluer l'impact de mouvements de marché inattendus.

6.1.6.2 *Risque de crédit*

Un suivi permanent de la qualité de l'ensemble des débiteurs est mis en place au sein du département « Risk Management ». Cette supervision se base à la fois sur le suivi des notations internes dont chaque contrepartie dispose et sur une analyse comportementale des engagements détenus. Le Comité de direction de la maison-mère est informé de manière continue et selon les besoins par le département « Risk Management » sur l'évolution de la qualité des débiteurs. L'évolution de la qualité des débiteurs pour l'ensemble des portefeuilles fait par ailleurs l'objet d'une analyse trimestrielle détaillée de la part du département « Risk Management » à l'attention du Comité de direction de la maison-mère.

Les positions détenues au niveau de la salle des marchés font l'objet d'un suivi permanent et en temps réel du respect des limites de crédit accordées par le Comité de direction de la maison-mère.

Au-delà des limites par contreparties, la Banque a mis en place un système de limites sectorielles et géographiques afin de superviser le risque de concentration.

6.1.6.3 *Risque de contrepartie découlant des opérations sur instruments dérivés*

La Banque a négocié des contrats-cadres « International Swaps and Derivatives Association Inc. » (ISDA) comprenant des annexes « Credit Support Annex » (CSA) en vue de limiter le risque de contrepartie découlant des opérations sur instruments dérivés lorsque celles-ci présentent une évaluation « mark-to-market » positive. Fin 2012, environ 98% des opérations sur instruments dérivés s'inscrivaient dans le cadre de tels accords.

6.1.6.4 *Risque de liquidité*

Le risque de liquidité résulte du problème de réconciliation des flux financiers entrants et sortants à une date précise. Le risque pour un établissement financier est celui de ne plus pouvoir, à un moment donné, assurer ses obligations de paiement pour cause de manque d'actifs liquides par rapport aux passifs devenus exigibles. De par sa structure financière, la Banque se trouve normalement dans une situation d'excédents de liquidités.

La Banque opère un suivi permanent du risque de liquidité en fonction des échéances. Ce suivi inclut à la fois un rapprochement très détaillé des flux entrants et sortants sur une échéance de six mois au niveau de la trésorerie ainsi qu'une vue à moyen et long terme des besoins structurels de financement.

Les besoins de financement à court terme dans les principales devises font l'objet de limites spécifiques.

En 2012, la Banque a réalisé le stress-test trimestriel prévu par la circulaire CSSF 09/403 qui a démontré qu'elle serait capable, par le biais des actifs liquides qu'elle détient, de faire face à une situation inattendue de retraits massifs de fonds sur une durée prolongée.

Au-delà, la Banque dispose de passifs stables et diversifiés, notamment sous forme d'une base de dépôts clientèle très solide et de programmes de refinancement « Euro Commercial Paper » (ECP), « US Commercial Paper » (USCP) et « Euro Medium Term Notes » (EMTN) qui lui assurent une situation confortable en matière de liquidité. De plus, le portefeuille de valeurs mobilières à revenu fixe de grande qualité permet à la Banque un refinancement à la fois auprès de la Banque centrale européenne et dans le marché de la mise en pension de titres.

Dans le cas d'un besoin urgent et important de liquidités, la Banque dispose d'une ligne de crédit « intraday » et « overnight » auprès de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) contre nantissement de titres publics ou autres titres à revenu fixe. A cet effet, la Banque vise à disposer en permanence d'un portefeuille d'un minimum de 4 milliards EUR en titres à revenu fixe pouvant servir de garantie auprès de la BCL. En date du 31 décembre 2012, le montant de ce portefeuille était de 4,218 milliards EUR. Fin 2012, le volume du portefeuille d'actifs éligibles au refinancement auprès de la BCL ou mobilisable dans le marché interbancaire dépassait 10 milliards EUR.

La circulaire CSSF 07/301 mentionne explicitement au § II.1. « Identification des risques » le risque de titrisation dont un établissement de crédit est soit sponsor, soit initiateur. La titrisation est une technique utilisable dans la gestion de liquidité puisqu'elle permet à une banque de sortir des éléments de l'actif du bilan afin de se procurer des fonds. La BCEE n'a pas participé, ni en tant qu'initiateur, ni en tant que sponsor à une telle opération et il n'est pas prévu qu'elle y participe à l'avenir.

Depuis 2009, la Banque est membre indirect du système de règlement des transactions de change CLS⁵. La majeure partie des opérations de change est aujourd'hui réalisée via CLS. La participation à ce système élimine largement le risque de contrepartie (« settlement risk») lié aux opérations de change par le principe du « Payment-versus-Payment ». De même, le système CLS réduit le risque de liquidité de la Banque par l'application d'un « netting » entre transactions, ce qui entraîne une diminution considérable des volumes transférés pour les transactions en question.

⁵ Continuous-Linked Settlement

6.2 Exposition au risque de crédit

6.2.1 Objectifs et gestion du risque de crédit

Chaque engagement de la Banque donnant lieu à un risque de crédit fait l'objet d'une analyse préalable par le service « Analyse et Suivi Risque » (ASR).

Dans le domaine des crédits accordés à l'économie nationale, dont les encours sont renseignés sous la rubrique bilantaire « Prêts et avances au coût amorti – Clientèle », la structure des décisions est hiérarchisée en différents comités de crédit en fonction de l'encours global du client. A partir d'un seuil défini, les dossiers doivent être ratifiés par le Comité de direction de la maison-mère. La structure du portefeuille se décompose en prêts hypothécaires au logement pour plus de la moitié de l'encours. En ce qui concerne le portefeuille des prêts hypothécaires au logement, le risque de crédit est couvert par le processus d'évaluation de la capacité de remboursement des clients et par l'existence de garanties réelles. Pour le secteur des prêts et avances aux entreprises, la Banque s'est fixé des procédures rigoureuses pour l'analyse des dossiers et la prise de garanties. Une attention particulière est accordée au respect des limites par secteur et par contrepartie. La méthodologie de Bâle II permet à la Banque d'effectuer un suivi continu de l'évolution du risque de crédit des portefeuilles.

Au cours de l'exercice 2012, la Banque n'a pas changé d'approche dans sa politique de gestion des risques de crédit.

Dans le domaine des marchés interbancaires et des crédits internationaux, dont les encours sont répartis sur les rubriques bilantaires « Prêts et avances au coût amorti – Etablissements de crédit », « Prêts et avances au coût amorti – Clientèle » et « Titres disponibles à la vente – Valeurs mobilières à revenu fixe » où la grande majorité des contreparties est constituée d'établissements bancaires et financiers, l'attribution d'une notation interne à une contrepartie bancaire se fait à partir d'une combinaison d'analyses quantitatives et qualitatives. L'élément quantitatif se base sur des ratios décrivant au mieux la rentabilité, l'importance des fonds propres, la liquidité et la qualité des actifs de la contrepartie tandis que l'élément qualitatif émane de l'analyste lui-même qui tient compte d'éléments non financiers tels que la part de marché, la qualité des dirigeants et la notation externe. En 2012, la Banque a poursuivi sa politique prudente d'investissement. Celle-ci s'est traduite notamment:

- par une forte proportion d'investissements en titres de type « covered bonds », qui présentent une sécurité d'investissement accrue par rapport à des obligations de type « senior unsecured »,

- par une concentration des investissements en éléments de dette bénéficiant par ailleurs de garanties, notamment de la part de l'Union Européenne ou de certains de ses pays-membres,
- par une réduction des engagements dans certains pays du sud de l'Union Européenne.

En ce qui concerne les crédits internationaux à des entités non financières, dont les encours sont répartis sur les rubriques bilantaires « Prêts et avances au coût amorti – Clientèle » et « Titres disponibles à la vente – Valeurs mobilières à revenu fixe », la priorité est accordée aux engagements classés au minimum « Investment Grade » sur des pays de l'OCDE. Ces contreparties, comme toutes les autres contreparties de la Banque, reçoivent une notation interne, basée sur des règles similaires à celles appliquées aux établissements bancaires et financiers.

Les encours de crédit font l'objet d'un suivi du risque de contrepartie et d'un contrôle régulier sur base d'analyses financières actualisées et de propositions d'ajustement des limites par contrepartie. La Banque applique également un système de limite-pays pour les pays à notation inférieure à AA-. Ces limites sont sujettes à révision périodique.

Les investissements en instruments dérivés sont largement réglementés via le recours aux contrats-types ISDA, qui comprennent des clauses de compensation en cas de faillite d'une des parties. La Banque s'est assurée un moyen de réduction supplémentaire du risque en négociant l'annexe CSA des contrats ISDA avec les contreparties les plus importantes dans le domaine des opérations du hors-bilan.

Cette annexe prévoit, sur la base d'une réévaluation périodique des positions bilatérales, le dépôt de garanties sous forme de liquidités ou de titres de première qualité dès que la valeur nette des contrats en cours dépasse un certain seuil.

6.2.2 Risque de crédit et de concentration

Afin d'éviter tout risque de concentration, c'est-à-dire le risque découlant d'expositions trop importantes vis-à-vis d'un débiteur, d'un groupe de débiteurs, d'un secteur économique ou d'un pays, la Banque s'est dotée de procédures visant à assurer une gestion efficace des limites accordées. Ce risque de concentration peut être mesuré soit d'un point de vue des engagements, soit d'un point de vue des ressources de la Banque. Dans ce dernier cas, le risque de concentration présente une corrélation avec le risque de liquidité.

La Banque effectue une revue des différents types de limites influant sur les composantes du risque de concentration au moins une fois par semestre.

La Banque a ainsi investi dans des outils de gestion des risques adaptés aux différents profils de risque et aux différents types de financement.

Au-delà des limites par contreparties, la Banque a mis en place un système de limites sectorielles et géographiques afin de contenir le risque de concentration.

De manière générale, les engagements sont concentrés sur des notations élevées (AAA, AA et A), de façon à limiter l'exposition au risque et à la volatilité. Les segments plus risqués du marché sont systématiquement écartés.

Exposition maximale au risque de crédit	31/12/2011	31/12/2012
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	2.459.527.085	1.291.679.360
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	5.858.242.107	7.094.564.634
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	16.594.034.238	16.716.489.554
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	235.341.022	85.646.698
Instruments dérivés de couverture	149.193.054	67.139.194
Titres disponibles à la vente - Valeurs mobilières à revenu fixe	8.438.492.520	8.443.341.261
Titres détenus jusqu'à échéance	4.644.327.498	5.315.888.143
Exposition des engagements de bilan	38.379.157.524	39.014.748.844
Garanties d'achèvement	483.517.832	329.532.103
Lettres de crédit	46.382.189	45.471.770
Contre-garanties	397.008.018	367.457.509
Crédits documentaires	28.699.076	21.133.731
Autres	90.032.148	20.073.373
Crédits confirmés non utilisés	2.993.330.685	3.490.670.921
Exposition des engagements de hors bilan	4.038.969.948	4.274.339.406
Total exposition	42.418.127.472	43.289.088.250

La Banque a recours aux techniques classiques en matière de réduction du risque de crédit qui sont :

- les garanties réelles (« collaterals »)

Décomposition par nature des collatéraux	2011	2012
Hypothèques	9.343.055.020	10.112.632.300
Opérations de prise en pension	4.622.600.066	3.510.732.430
Nantissement par des dépôts en espèces respectivement par des dépôts de titres	590.996.807	574.591.963

- les garanties personnelles : elles s'élèvent à 140.544.946 EUR fin 2012 contre 240.866.566 EUR un an plus tôt
- les contrats « ISDA – CSA »
- les contrats « Global Master Repurchase Agreement » (GMRA).

6.2.3 Analyse du risque de crédit sur actifs financiers

Le Groupe détermine l'exposition au risque de crédit des actifs financiers comme étant la valeur comptable en application des normes IFRS.

Afin de répondre aux exigences de la norme IFRS 7 « Financial instruments : Disclosures », les expositions au risque de crédit au 31 décembre 2012 sont présentées en fonction des notations internes.

Dans la partie « Tableaux quantitatifs des expositions et des concentrations », l'exposition au risque de crédit est renseignée à la valeur comptable avant collatéralisation. L'application d'un taux de collatéralisation constitue une technique de réduction du risque de l'actif sous-jacent.

Le risque de crédit est présenté en fonction des expositions suivantes :

- zone géographique,
- catégorie de contrepartie,
- classe de risque (« notations internes »).

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes consolidés
au 31 décembre 2012

Tableaux renseignant l'exposition par zone géographique :

Zone géographique au 31.12.2012 (en milliers d'euros)	Union Européenne et Suisse	Autres pays de l'Europe	Amérique du Nord	Asie et pays australs	Supra - nationaux	Autres	Total
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	1.289.280	24	2.066	278	-	31	1.291.679
Prêts et avances au coût amorti	23.488.074	108.469	36.955	172.522	6	5.029	23.811.054
Instruments financiers détenus à des fins de transaction et instruments dérivés de couverture	144.214	40	4.855	3.580	-	97	152.786
Titres disponibles à la vente	7.880.405	57.031	697.020	657.037	341.805	569	9.633.865
Titres détenus jusqu'à échéance	4.793.431	2.105	262.543	98.330	159.480	-	5.315.888
Autres	288.038	-	67	-	-	-	288.105
Total	37.883.442	167.668	1.003.504	931.746	501.291	5.726	40.493.378

Zone géographique au 31.12.2011 (en milliers d'euros)	Union Européenne et Suisse	Autres pays de l'Europe	Amérique du Nord	Asie et pays australs	Supra - nationaux	Autres	Total
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	2.459.527	-	-	-	-	-	2.459.527
Prêts et avances au coût amorti	22.273.913	7.065	24.907	106.409	11	39.969	22.452.276
Instruments financiers détenus à des fins de transaction et instruments dérivés de couverture	373.103	-	9.834	1.451	-	145	384.534
Titres disponibles à la vente	8.008.453	47.624	697.504	523.321	218.299	17.426	9.512.627
Titres détenus jusqu'à échéance	4.216.372	-	107.947	193.072	126.934	-	4.644.328
Autres	288.042	-	82	-	-	-	288.124
Total	37.619.411	54.690	840.275	824.255	345.244	57.541	39.741.416

Tableaux renseignant l'exposition par catégorie de contrepartie et par classe de risque :

Se référer à la page suivante

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes consolidés
au 31 décembre 2012

	2011			2012		
	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen
Caisse et avoirs auprès des banques centrales						
High grade	2.459.527.085	2.459.527.085	-	896.441.592	896.441.592	-
Standard grade	-	-	-	395.237.768	395.237.768	99,73%
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
Not rated	-	-	-	-	-	-
Total Rubriques		2.459.527.085			1.291.679.360	
Prêts et avances au coût amorti						
Banques						
High grade	4.316.468.525	4.316.468.525	39,70%	5.399.689.250	5.399.689.250	23,40%
Standard grade	734.230.760	734.230.760	53,23%	1.658.242.897	1.658.242.897	54,59%
Sub-standard grade	2.924.376	2.924.376	-	3.751.697	3.751.697	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	466.381	-	-	566.107	49.917	-
Not rated	7.874	7.874	-	224.295	224.295	-
Corporates						
High grade	1.352.657.437	1.352.657.437	68,30%	1.720.765.795	1.720.765.795	54,77%
Standard grade	1.816.470.651	1.816.470.651	70,85%	1.729.494.656	1.729.494.656	71,11%
Sub-standard grade	640.154.618	640.154.618	37,66%	750.383.373	750.383.373	40,11%
Past due but not impaired	8.321.168	8.321.168	37,66%	4.247.821	4.247.821	-
Impaired	61.248.348	24.637.424	32,52%	96.569.317	44.315.959	55,92%
Not rated	92.320.520	92.320.520	21,25%	279.450.405	279.450.405	50,97%
Souverains						
High grade	3.614.947.816	3.614.947.816	26,30%	2.171.461.815	2.171.461.815	0,03%
Standard grade	-	-	-	-	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	4.420.549	4.420.549	-
Impaired	-	-	-	2.065.640	748.241	-
Not rated	5	5	-	8.544	8.544	-
Retail						
High grade	4.769.966.269	4.769.966.269	89,18%	4.736.494.221	4.736.494.221	88,29%
Standard grade	4.208.844.527	4.208.844.527	94,97%	4.561.110.371	4.561.110.371	93,95%
Sub-standard grade	724.441.242	724.441.242	93,38%	610.302.883	610.302.883	91,77%
Past due but not impaired	7.520.447	7.520.447	93,38%	4.426.694	4.426.694	-
Impaired	120.659.500	105.314.950	89,48%	138.631.135	122.972.000	86,05%
Not rated	-	-	-	8.492.803	8.492.803	15,95%
Autres						
High grade	-	-	-	-	-	-
Standard grade	-	-	-	-	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
Not rated	33.047.736	33.047.736	-	-	-	-
Total Rubriques		22.452.276.345			23.811.054.185	

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes consolidés
au 31 décembre 2012

	2011			2012		
	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen
Instruments financiers détenus à des fins de transaction et instruments dérivés de couverture						
Banques						
High grade	274.946.056	274.946.056	41,00%	85.942.824	85.942.824	-
Standard grade	27.308.338	27.308.338	20,09%	37.927.179	37.927.179	39,88%
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
Not rated	10.882	10.882	-	-	-	-
Corporates						
High grade	45.291.235	45.291.235	-	265.450	265.450	-
Standard grade	23.904.354	23.904.354	-	22.285.066	22.285.066	-
Sub-standard grade	1.666.730	1.666.730	-	2.089.349	2.089.349	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	299.154	299.154	-	348.661	348.661	-
Not rated	9.030.584	9.030.584	-	2.027.161	2.027.161	-
Souverains						
High grade	1.816.022	1.816.022	-	1.750.547	1.750.547	-
Standard grade	-	-	-	-	-	-
Sub-standard grade	1.347	1.347	-	1.347	1.347	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
Not rated	-	-	-	-	-	-
Retail						
High grade	152.646	152.646	-	132.914	132.914	-
Standard grade	106.728	106.728	-	15.390	15.390	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
Not rated	-	-	-	-	-	-
Total Rubriques		384.534.075			152.785.888	

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes consolidés
au 31 décembre 2012

	2011			2012		
	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen
Titres disponibles à la vente						
Banques						
High grade	3.493.832.048	3.493.832.048	-	3.466.841.875	3.466.841.875	-
Standard grade	867.647.712	867.647.712	-	801.395.634	801.395.634	-
Sub-standard grade	71.092.406	71.092.406	-	32.392.240	32.392.240	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	24.140.825	6.259.530	-	12.513.695	1.313.695	-
Not rated	-	-	-	-	-	-
Corporates						
High grade	266.808.942	266.808.942	-	679.224.024	679.224.024	-
Standard grade	1.581.262.246	1.581.262.246	-	2.030.600.544	2.030.600.544	-
Sub-standard grade	32.993.736	32.993.736	-	26.909.536	26.909.536	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	11.882.128	857.391	-	12.048.222	200.534	-
Not rated	120.450.989	120.450.989	-	134.419.846	134.419.846	-
Souverains						
High grade	1.145.357.869	1.145.357.869	-	621.155.310	621.155.310	-
Standard grade	1.215.637.665	1.215.637.665	-	1.221.442.256	1.221.442.256	-
Sub-standard grade	169.451.430	169.451.430	-	192.459.551	192.459.551	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	132.260.533	32.871.549	-	-	-	-
Not rated	-	-	-	-	-	-
Titrisation						
High grade	413.543.502	413.543.502	-	255.267.996	255.267.996	-
Standard grade	63.966.567	63.966.567	-	133.759.649	133.759.649	-
Sub-standard grade	10.949.541	10.949.541	-	65.502.957	65.502.957	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	54.388.510	14.765.003	-	9.838.599	-34.335.941	-
Not rated	-	-	-	5.000.803	5.000.803	-
Autres						
High grade	4.879.065	4.879.065	-	314.859	314.859	-
Standard grade	-	-	-	-	-	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
Not rated	-	-	-	-	-	-
Total Rubriques		9.512.627.193			9.633.865.370	

	2011			2012		
	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen	Encours hors impairment	Encours avec impairment	Taux de collatéralisation moyen
Titres détenus jusqu'à échéance						
Banques						
High grade	3.312.155.662	3.312.155.662	-	2.833.671.371	2.833.671.371	-
Standard grade	574.042.201	574.042.201	-	1.044.284.308	1.044.284.308	-
Sub-standard grade	64.803.558	64.803.558	-	41.137.055	41.137.055	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
Not rated	-	-	-	-	-	-
Corporates						
High grade	4.358.613	4.358.613	-	665.757.835	665.757.835	-
Standard grade	-	-	-	320.682.756	320.682.756	-
Sub-standard grade	-	-	-	-	-	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
Not rated	-	-	-	-	-	-
Souverains						
High grade	639.274.988	639.274.988	-	390.237.695	390.237.695	-
Standard grade	-	-	-	5.006.276	5.006.276	-
Sub-standard grade	49.692.476	49.692.476	-	15.110.850	15.110.850	-
Past due but not impaired	-	-	-	-	-	-
Impaired	-	-	-	-	-	-
Not rated	-	-	-	-	-	-
Total Rubriques		4.644.327.498			5.315.888.145	
Actifs non financiers (*)	288.123.603	288.123.603	-	288.104.677	288.104.677	-
Total Rubriques		288.123.603			288.104.677	
Total		39.741.415.801			40.493.377.632	

(*) La rubrique « Actifs non financiers » représente les rubriques « Immobilisations corporelles à usage propre », « Immobilisations corporelles de placement », « Immobilisations incorporelles » et « Autres actifs ».

Le Groupe renseigne sous la rubrique « Prêts et avances au coût amorti », clientèles « Retail » et « Corporates » à la ligne « Past due but not impaired », les coûts amortis dont l'échéance contractuelle de paiement est dépassée de 1 à 90 jours. Au-delà de cette limite, une dépréciation est actée, si la Banque l'estime opportune en accord avec sa politique comptable décrite à la partie 3. A la rubrique « Titres disponibles à la vente », le Groupe ne connaît pas de catégorie « Past due but not impaired » mais utilise les « indications objectives de dépréciation » pour déterminer les corrections de valeurs individuelles à acter.

L'indication du taux de collatéralisation moyen traduit le degré de couverture moyen des encours par des garanties réelles.

Une indication par rubrique concernant la dépréciation est fournie par les colonnes « encours hors impairment » et « encours avec impairment ».

Banques, Corporates et Souverains :

Le regroupement opéré par classe interne de risques correspond, à titre d'exemple, aux équivalents suivants de « S&P » :

High grade	: de AAA à A ⁺
Standard grade	: de A à BBB ⁻
Sub-Standard grade	: de BB ⁺ à BB ⁻

Les encours portant le libellé « Impaired » correspondent aux encours pour lesquels il existe des « indications objectives de dépréciation » et dont la classe interne de risque (notation interne) est inférieure ou égale à la notation B⁺.

Titrisations :

Le regroupement opéré par classe interne de risques correspond, à titre d'exemple, aux équivalents suivants de « S&P » :

High grade	: de AAA à A ⁺
Standard grade	: de A à BBB ⁻

Les encours portant le libellé « Impaired » correspondent aux encours pour lesquels il existe des « indications objectives de dépréciation » et dont la classe interne de risque (notation interne) est inférieure ou égale au rating BB⁺.

6.3 Risque de marché

6.3.1 Détermination des expositions au risque

Le risque de marché est le risque de perte découlant d'une variation défavorable de différents paramètres financiers, dont principalement les taux d'intérêt, les prix des actions et les cours de change.

6.3.2 Objectifs et gestion des risques

Dans sa politique de gestion du risque de marché, la Banque distingue le risque de transformation, résultant de la différence structurelle entre les maturités des ressources et celles de leurs réinvestissements au bilan de la Banque, du risque lié à la gestion de la trésorerie et aux opérations de transaction (« trading »).

Le risque de transformation est pris en charge par le comité ALM (« Asset Liability Management »), qui assure d'une part l'adéquation de la gestion des fonds propres et des fonds placés et, d'autre part, celle du refinancement des portefeuilles des crédits nationaux et internationaux ainsi que des portefeuilles obligataires et actions propres de la Banque dans le but de minimiser les implications négatives des mouvements des courbes de taux sur les performances de la Banque. Le comité ALM se compose des membres du Comité de direction de la Banque et d'un certain nombre de chefs de Départements.

Toutes les composantes du risque de marché comme le risque de taux, de change ou de prix sur actions touchant les positions de l'ALM, de la trésorerie ou du « trading » en instruments du bilan et du hors-bilan sont centralisées en temps réel à la salle des marchés dans le système « front-office » et sont maintenues dans des limites fixées par le Comité de direction de la Banque. Ce dernier est informé régulièrement par le service "Risk Control", unité indépendante de la salle des marchés, du respect des limites ainsi que des niveaux de risque encourus.

Au cours de l'année 2012, la Banque n'a pas changé d'approche dans sa politique de gestion des risques de marché.

Les niveaux de risque sont principalement surveillés moyennant un modèle de « Value at Risk » (VaR). Les activités de « trading » et de trésorerie sont soumises à des limites VaR respectives. Le tableau ci-dessous renseigne les différents paramètres clés en millions d'euros:

Périmètre	VaR journalière moyenne en 2012	VaR journalière maximale en 2012	Limite VaR pour le périmètre en question en 2012
ALM	6,26	7,40	12,50
Trésorerie	0,53	0,88	3,00
Trading	0,10	0,50	Pas de limite

En sus de la VaR, qui permet une gestion agrégée des différents risques de marché, la Banque maintient d'autres outils de gestion des risques en fonction des instruments financiers concernés. Ainsi, le risque de taux est géré en simulant l'incidence d'une variation parallèle d'un point de base (0,01%) de la courbe des taux d'intérêt sur la Valeur Actuelle Nette (ou « Net Present Value ») des positions. Les rapports quotidiens présentent donc la variation résultant de la variation parallèle de toutes les courbes de taux d'intérêt d'un point de base, appelée encore « Basis Point Value » (BPV) qui doit rester dans des limites fixées. De même, le risque de change et le risque sur actions sont gérés par des limites sur les positions individuelles et « stop-loss ».

6.3.3 Analyse de la juste valeur des instruments financiers

Le tableau ci-dessous présente la comparaison par rubrique des valeurs comptables et des justes valeurs des instruments financiers du Groupe renseignées dans les comptes consolidés.

Rubriques au 31/12/2012	Valeur comptable	Juste valeur	Evaluation latente
Actifs financiers			
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	1.291.679.360	1.291.679.360	-
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	7.094.564.634	7.094.564.634	-
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	16.716.489.554	18.158.090.651	1.441.601.097
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	85.646.698	85.646.698	-
Instruments dérivés de couverture	67.139.194	67.139.194	-
Titres disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu fixe	8.443.341.261	8.443.341.261	-
Titres disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu variable	910.278.050	910.278.050	-
Titres détenus jusqu'à échéance	5.315.888.143	5.432.318.760	116.430.617
TOTAL	39.925.026.894	41.483.058.608	1.558.031.714
Passifs financiers			
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	3.786.193.933	3.786.193.933	-
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	24.473.545.033	24.324.629.518	-148.915.515
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	324.581.083	324.581.083	-
Instruments dérivés de couverture	822.908.804	822.908.804	-
Emission de titres	7.385.930.607	7.385.930.607	-
TOTAL	36.793.159.460	36.644.243.945	-148.915.515
Rubriques au 31/12/2011	Valeur comptable	Juste valeur	Evaluation latente
Actifs financiers			
Caisse et avoirs auprès des banques centrales	2.459.527.085	2.459.527.085	-
Prêts et avances au coût amorti - Etablissements de crédit	5.858.242.107	5.858.242.107	-
Prêts et avances au coût amorti - Clientèle	16.594.034.238	17.156.430.350	562.396.112
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	235.341.022	235.341.022	-
Instruments dérivés de couverture	149.193.054	149.193.054	-
Titres disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu fixe	8.438.492.520	8.438.492.520	-
Titres disponibles à la vente - valeurs mobilières à revenu variable	788.561.055	788.561.055	-
Titres détenus jusqu'à échéance	4.644.327.498	4.697.333.729	53.006.231
TOTAL	39.167.718.579	39.783.120.922	615.402.343
Passifs financiers			
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	4.255.615.701	4.255.615.701	-
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	24.324.263.715	24.336.532.613	12.268.898
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	150.587.688	150.587.688	-
Instruments dérivés de couverture	713.548.684	713.548.684	-
Emission de titres	7.277.048.463	7.277.048.463	-
TOTAL	36.721.064.251	36.733.333.149	12.268.898

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur dans les comptes consolidés est déterminée suivant les méthodes et estimations exposées ci-après.

Actifs et passifs évalués au coût amorti au bilan et ayant une juste valeur proche de la valeur comptable

En ce qui concerne les actifs et les passifs financiers dont la date de maturité est inférieure ou égale à 6 mois, nous estimons que leur juste valeur est très proche de la valeur comptable. La politique prudente du Groupe et la proximité de l'échéance rendent le risque de crédit non matériel. La faible durée résiduelle rend par ailleurs le risque de taux négligeable.

De même, les actifs systématiquement collatéralisés ont une juste valeur très proche de la valeur comptable, le risque de crédit étant couvert. Il s'agit pour l'essentiel des opérations de « repo », prêts sécurisés et crédits d'équipement.

Actifs financiers évalués au coût amorti au bilan et dont la juste valeur est différente de la valeur comptable

Les actifs et passifs financiers envers la clientèle ainsi que les valeurs mobilières à revenu fixe détenues jusqu'à échéance sont renseignés au coût amorti au bilan.

Pour les besoins du calcul de la juste valeur, le Groupe distingue instrument coté sur un marché et instrument traité de gré à gré.

Dans le cas des valeurs mobilières à revenu fixe faisant partie du portefeuille des titres détenus jusqu'à échéance, il s'agit d'obligations étatiques, respectivement supranationales, pour lesquelles on trouve des cotations sur un marché actif.

En ce qui concerne les actifs et passifs financiers envers la clientèle, le Groupe calcule la juste valeur par la méthode des flux de trésorerie actualisés (« Discounted cash flow ») en se basant

- a. sur des données de risque de crédit telles que la classe de risque à laquelle appartient le client, la probabilité de défaut ainsi que la perte en cas de défaut. Ces critères ont été établis à partir d'observations historiques de défauts réalisés et permettent de déterminer des primes de risque de crédit (« credit spreads ») par classe de risque, par échéance et par type d'instrument financier.
- b. sur une courbe de taux de référence.

Hierarchisation des actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur

Le Groupe utilise pour la détermination des justes valeurs des techniques d'évaluations basées sur des données de marchés observables et non observables :

- les données observables reflètent les variations de marché obtenues de sources indépendantes et reflétant des transactions réelles (p.ex. un taux swap de 3 ans) ;
- les données non observables reflètent les estimations et les hypothèses internes relatives aux variations de marché adoptées par la Banque, comme par exemple une estimation de l'échéancier de remboursement d'un titre « Mortgaged-backed Securities » (MBS).

Suivant la nature des données observables et non observables, une hiérarchisation des justes valeurs a été mise en place :

- Juste valeur de niveau 1 : essentiellement des cotations issues de marchés actifs d'instruments financiers identiques. Ce niveau renseigne des titres de participations et des instruments de dettes cotés sur des bourses, ainsi que des instruments dérivés échangés sur des marchés organisés.
- Juste valeur de niveau 2 : données entrantes, autres que des cotations du niveau 1, directement observables pour les instruments financiers, tel un prix, ou indirectement observables, c-à-d. déduites de prix observables, telle la volatilité implicite d'une action déduite du prix observé de contrats d'option sur cette même action. Ce niveau comprend la majeure partie des instruments dérivés échangés de gré à gré et des instruments de dettes structurés émis. A l'origine de ces données entrantes, comme par exemple les courbes de taux « EURIBOR » ou les « spreads » de crédit, se trouvent des fournisseurs spécialisés dans le domaine des informations financières.
- Juste valeur de niveau 3 : les données en entrée des modèles de détermination de la juste valeur de niveau 3 sont principalement des données qui ne sont pas directement observables sur un marché. Ce niveau comprend certains instruments de capitaux propres ou de titres de dette pour lesquels la plupart des paramètres utilisés dans les modèles d'évaluation sont basés sur des estimations et hypothèses internes.

Pour déterminer cette hiérarchisation, le Groupe a passé en revue l'ensemble des instruments financiers évalués à la juste valeur, afin d'évaluer l'importance des données observables, soit directement, soit indirectement sur les marchés.

Parmi les données de marché observables figurent :

- courbes de « credit spreads » déterminées à partir des prix des contrats « Credit default swaps » (CDS),
- taux d'intérêts interbancaires ou taux swap,
- cours de change des devises,
- indices boursiers,
- « credit spreads » des différentes contreparties.

Actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur :

Rubriques au 31 décembre 2012	niveau 1	niveau 2	niveau 3	total
Actifs financiers				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction				
- Instruments de dettes	2.618.237	-	-	2.618.237
- Instruments de capitaux propres	186.718	-	-	186.718
- Instruments dérivés	-	82.841.740	-	82.841.740
Actifs financiers disponibles à la vente				
- Instruments de dettes	6.221.483.900	2.047.752.419	174.104.938	8.443.341.257
- Instruments de capitaux propres	794.578.921	39.545.163	356.400.028	1.190.524.112
Instruments dérivés de couverture	195.007	66.944.187	-	67.139.194
TOTAL	7.019.062.783	2.237.083.509	530.504.966	9.786.651.258
Passifs financiers				
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	5.212	-	-	5.212
Instruments dérivés détenus à des fins de transaction	-	324.575.871	-	324.575.871
Emission de titres	-	1.212.810.645	-	1.212.810.645
Instruments dérivés de couverture	413.391.215	409.517.590	-	822.908.805
TOTAL	413.396.427	1.946.904.105	-	2.360.300.532

Rubriques au 31 décembre 2011	niveau 1	niveau 2	niveau 3	total
Actifs financiers				
Actifs financiers détenus à des fins de transaction				
- Instruments de dettes	7.009.553	-	-	7.009.553
- Instruments de capitaux propres	501	-	-	501
- Instruments dérivés	-	228.330.968	-	228.330.968
Actifs financiers disponibles à la vente				
- Instruments de dettes	5.932.831.987	2.211.343.640	294.316.893	8.438.492.520
- Instruments de capitaux propres	658.417.691	187.141.258	228.575.725	1.074.134.674
Instruments dérivés de couverture	2.760.297	144.330.204	2.102.553	149.193.054
TOTAL	6.601.020.030	2.771.146.069	524.995.171	9.897.161.270
Passifs financiers				
Instruments financiers détenus à des fins de transaction	1.010.530	-	-	1.010.530
Instruments dérivés détenus à des fins de transaction	-	149.577.157	-	149.577.157
Emission de titres	-	1.608.611.926	77.406.051	1.686.017.977
Instruments dérivés de couverture	337.461.932	375.852.051	234.702	713.548.684
TOTAL	338.472.462	2.134.041.134	77.640.753	2.550.154.349

Les variations entre les différents niveaux des actifs financiers du tableau ci-dessus s'expliquent principalement par une augmentation de la valeur comptable suite à la reprise continue des marchés financiers au cours de l'année 2012. La comparaison de la répartition des actifs financiers à travers les différents niveaux fin 2012 et fin 2011 ne révèle pas d'évolution significative: 71,7% des actifs financiers sont classés au niveau 1 (contre 66,7% en 2011), 22,9% au niveau 2 (contre 24,0% en 2011) et 5,4% au niveau 3 (contre 5,3% en 2011).

En revanche, la situation se présente différemment pour les passifs financiers, suite à la mise en place en 2011 d'un nouvel outil d'évaluation pour les émissions propres de la Banque. En effet, le recours à cet outil a permis de porter le pourcentage des passifs financiers classés aux niveaux 1 et 2 de 97,0% en 2011 à 100,0% en 2012. L'ensemble des justes valeurs des émissions de la Banque sont déterminées par le biais de cet outil d'évaluation.

La Banque a eu recours à des modèles d'évaluation se basant sur des données de marché pour déterminer la juste valeur des positions classées au niveau 2 et à des modèles d'évaluation se basant sur des estimations et des données de marché pour déterminer la juste valeur des positions classées au niveau 3 en 2011. Pour les instruments de dettes du type « Asset backed securities » (ABS) et « Mortgaged backed securities » (MBS), les sorties les plus importantes des niveaux 2 et 3 ont été enregistrées suite au remboursement des titres ainsi qu'à des marchés redevenus actifs. En revanche, pour les instruments de capitaux propres, les sorties les plus importantes du niveau 2 vers le niveau 3 sont liées à des participations non cotées sur une bourse pour lesquelles l'absence de transactions au courant de 2012 n'a pas permis de déterminer une valorisation de juste valeur fiable au niveau 1 ou 2.

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes consolidés
au 31 décembre 2012

Détails du niveau 3 :

	Actifs financiers disponibles à la vente			Total actifs financiers	Passifs financiers		Total passifs financiers
	Instruments de dettes	Instruments de capitaux propres	Instruments dérivés de couverture		Emission de titres	Instruments dérivés de couverture	
Total au 1^{er} janvier 2012	294.316.893	228.575.725	2.102.553	524.995.170	77.406.051	234.702	77.640.753
Total gains / pertes	37.032.270	96.094.849	-2.102.553	131.024.566	16.053	-234.702	-218.649
- <i>Compte de résultat</i>	-7.638.186	948.525	-2.102.553	-8.792.214	16.053	-234.702	-218.649
- <i>Réserve de réévaluation</i>	44.670.456	95.146.324	-	139.816.780	-	-	-
Achats	20.632.844	-	-	20.632.844	-	-	-
Emissions	-	-	-	-	-	-	-
Remboursements/ventes	-62.646.946	-191.536	-	-62.838.482	-65.438.880	-	-65.438.880
Transferts de ou vers le niveau 3	-115.230.123	31.920.990	-	-83.309.133	-11.983.223	-	-11.983.223
Total au 31 décembre 2012	174.104.938	356.400.028	-	530.504.965	-	-	-
Total gains / pertes pour la période inclus dans le compte de résultats pour les actifs et passifs financiers détenus au 31 décembre 2012	-7.638.186	948.525	-2.102.553	-8.792.214	16.053	-234.702	-218.649

	Actifs financiers disponibles à la vente			Total actifs financiers	Passifs financiers		Total passifs financiers
	Instruments de dettes	Instruments de capitaux propres	Instruments dérivés de couverture		Emission de titres	Instruments dérivés de couverture	
Total au 1^{er} janvier 2011	364.767.961	275.936.639	1.122.841	641.827.441	360.684.168	204.557	360.888.725
Total gains / pertes	-72.534.641	-11.490.458	979.712	-83.045.387	-1.210.787	30.145	-1.180.642
- <i>Compte de résultat</i>	-49.941.127	-11.024.737	979.712	-59.986.152	-1.210.787	30.145	-1.180.642
- <i>Réserve de réévaluation</i>	-22.593.514	-465.721	-	-23.059.235	-	-	-
Achats	19.655.280	7.737.894	-	27.393.174	-	-	-
Emissions	-	-	-	-	5.043.750	-	5.043.750
Remboursements/ventes	-64.936.765	-21.234.767	-	-86.171.533	-103.553.594	-	-103.553.594
Transferts de ou vers le niveau 3	47.365.058	-22.373.583	-	24.991.475	-183.557.486	-	-183.557.486
Total au 31 décembre 2011	294.316.893	228.575.725	2.102.553	524.995.170	77.406.051	234.702	77.640.753
Total gains / pertes pour la période inclus dans le compte de résultats pour les actifs et passifs financiers détenus au 31 décembre 2011	3.994.365	-1.166.014	979.712	3.808.063	-733.941	-30.145	-764.086

La Banque effectue des « stress tests » pour les différentes classes d'instruments financiers, sans pour autant y procéder de façon dédiée pour les instruments classés au niveau 3. Les « stress tests » font l'objet d'un reporting mensuel à la Direction de la Banque. Une analyse de sensibilité sur les hypothèses retenues pour les évaluations des instruments financiers classés au niveau 3 dégagerait un impact relatif significatif sur la juste valeur des instruments y renseignés, qui, cependant, ne représentent que 5,4% du volume total des actifs financiers. A noter que, le volume total des passifs financiers évalués à la juste valeur niveau 3 est passé de 3,0% en 2011 à 0% en 2012.

Au vu de cette fraction faible dans le volume total des actifs financiers et considérant qu'il n'est pas judicieux de faire varier de manière linéaire les hypothèses pour des instruments à caractéristiques hétérogènes, la Banque n'a pas procédé à une telle analyse spécifique de sensibilité pour les instruments classés au niveau 3.

6.3.4 Analyse du risque de change : Positions nettes en devises

Au 31/12/2012	USD	GBP	ZAR	CAD	AUD	NZD	Autres	Total
Position nette au bilan	36.122.114	-13.350.051	-13.734.815	3.664.439	2.921.923	-2.797.758	-3.190.859	9.634.993

Au 31/12/2011	USD	GBP	ZAR	CAD	CHF	Autres	Total
Position nette au bilan	25.628.232	-8.093.760	-12.325.582	-2.083.415	9.270.093	3.399.302	15.794.869

Seules les devises dont la contrevaletur de la position de change nette est supérieure à 2 millions d'euros en valeur absolue ont été renseignées séparément.

6.4 Risque de liquidité

6.4.1 Echéanciers du passif

Tableaux renseignant les passifs du bilan en fonction de la durée résiduelle restant à courir jusqu'au remboursement des passifs suivant les données de l'échéancier contractuel :

Les comptes courants et les comptes d'épargne sont considérés comme échéant à vue.

Rubriques	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	Sous-total moins d'un an	1 - 5 ans	Au-delà de 5 ans	Sous-total au-delà d'un an	Total 2012
Emissions de titres	4.010.418.881	2.251.333.274	6.261.752.155	859.099.606	360.396.092	1.219.495.698	7.481.247.853
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	3.763.329.291	23.200.678	3.786.529.969	-	-	-	3.786.529.969
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	21.737.506.049	1.917.085.900	23.654.591.948	858.941.612	717.457	859.659.069	24.514.251.017
Total	29.511.254.221	4.191.619.852	33.702.874.072	1.718.041.218	361.113.549	2.079.154.767	35.782.028.839

Rubriques	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	Sous-total moins d'un an	1 - 5 ans	Au-delà de 5 ans	Sous-total au-delà d'un an	Total 2011
Emissions de titres	4.686.330.198	759.056.502	5.445.386.700	1.367.348.047	502.142.573	1.869.490.620	7.314.877.320
Dépôts évalués au coût amorti - Etablissements de crédit	3.699.509.935	463.608.916	4.163.118.851	95.074.739	-	95.074.739	4.258.193.590
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	21.320.806.035	2.591.983.964	23.912.789.999	386.851.210	37.613.593	424.464.803	24.337.254.802
Total	29.706.646.168	3.814.649.382	33.521.295.550	1.849.273.996	539.756.166	2.389.030.162	35.910.325.712

Tableau renseignant les dépôts de la clientèle et du secteur public en fonction des échéances
« attendues » déterminées dans le cadre de la politique ALM :

Rubriques	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	Sous-total moins d'un an	1 - 5 ans	Au-delà de 5 ans	Sous-total au-delà d'un an	Total 2012
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	9.461.470.342	4.540.094.176	14.001.564.518	6.430.534.885	4.152.547.746	10.583.082.630	24.584.647.148

Rubriques	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	Sous-total moins d'un an	1 - 5 ans	Au-delà de 5 ans	Sous-total au-delà d'un an	Total 2011
Dépôts évalués au coût amorti - Clientèle et secteur public	9.749.071.237	4.570.284.735	14.319.355.972	5.724.851.379	4.291.456.737	10.016.308.116	24.335.664.088

6.4.2 Echancier des instruments dérivés

Tableaux renseignant les instruments dérivés dont le règlement des flux de trésorerie se fait en brut

Etant donné que les durées résiduelles sont calculées à partir des données contractuelles, il n'a pas été tenu compte du caractère optionnel de certains contrats.

Les montants sont exprimés en contrevaletur EUR aux cours du 31 décembre 2012 et du 31 décembre 2011.

Rubriques	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	1 - 5 ans	au delà de 5 ans	Total 2012
Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction					
<u>Swaps de change et change à terme</u>					
Entrées	6.439.938.815	1.944.941.900	1.305.236	-	8.386.185.951
Sorties	-6.509.563.406	-1.949.846.077	-1.300.000	-	-8.460.709.483
Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture					
<u>CCIS</u>					
Entrées	32.744.769	818.225.163	440.621.914	116.639.867	1.408.231.713
Sorties	-36.606.395	-828.116.030	-468.659.016	-97.118.000	-1.430.499.442
Total des entrées	6.472.683.584	2.763.167.063	441.927.150	116.639.867	9.794.417.665
Total des sorties	-6.546.169.801	-2.777.962.107	-469.959.016	-97.118.000	-9.891.208.925

Rubriques	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	1 - 5 ans	au delà de 5 ans	Total 2011
Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction					
<u>Swaps de change et change à terme</u>					
Entrées	7.990.433.640	845.875.106	102.080.341	-	8.938.389.087
Sorties	-7.849.203.726	-829.598.763	-98.172.512	-	-8.776.975.001
Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture					
<u>CCIS</u>					
Entrées	15.750.004	185.323.657	400.044.366	194.117.697	795.235.724
Sorties	-20.696.754	-215.245.671	-477.753.658	-174.983.426	-888.679.509
Total des entrées	8.006.183.644	1.031.198.763	502.124.707	194.117.697	9.733.624.811
Total des sorties	-7.869.900.480	-1.044.844.434	-575.926.170	-174.983.426	-9.665.654.510

Tableaux renseignant les instruments dérivés dont le règlement des flux de trésorerie se fait en net :

Les passifs nets de flux de trésorerie provenant d'instruments dérivés dont le règlement se fait en net se présentent de la manière suivante :

Rubriques	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	1 - 5 ans	au delà de 5 ans	Total 2012
Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction					
<u>IRS</u>	11.264.938	20.793.048	100.351.847	102.294.303	234.704.137
Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture					
<u>IRS</u>	77.811.804	120.927.321	501.593.006	180.418.238	880.750.369
Total des sorties	89.076.742	141.720.369	601.944.853	282.712.542	1.115.454.505

Rubriques	A vue - 3 mois	3 mois - 1 an	1 - 5 ans	au delà de 5 ans	Total 2011
Instruments dérivés utilisés à des fins de transaction					
<u>IRS</u>	9.251.803	27.885.541	210.396.312	140.684.066	388.217.721
Instruments dérivés utilisés à des fins de couverture					
<u>IRS</u>	50.297.870	51.107.755	251.806.125	45.302.382	398.514.132
Total des sorties	59.549.673	78.993.296	462.202.437	185.986.448	786.731.853

L'augmentation significative des flux liés aux instruments dérivés utilisés à des fins de couverture trouve son explication essentiellement par le retour à un niveau d'activité normal après le reclassement, au cours de l'exercice 2011, d'IRS de couverture vers la rubrique des instruments dérivés utilisés à des fins de transaction, suite aux ventes de positions sur un Etat Européen souverain et à la dépréciation des positions d'un autre Etat souverain.

6.5 Le capital économique

Le Groupe s'est engagé dans un processus de mesure économique du risque et de planification de l'allocation sur les différents métiers de ses ressources en fonds propres.

Ces réflexions et ces travaux ont été formalisés et transmis à la CSSF dans le cadre du rapport ICAAP. La circulaire modifiée CSSF 07/301 ICAAP « Internal Capital Adequacy Assessment Process » prévoit la mise en place d' « un ensemble de stratégies et de processus sains, efficaces et exhaustifs qui

permettent aux établissements d'évaluer et de conserver en permanence le montant, le type et la répartition des fonds propres internes qu'ils jugent appropriés pour couvrir la nature et le niveau des risques auxquels ils sont ou pourraient être exposés ».

Le document ICAAP précise l'identification et les processus de gestion des différents risques auxquels est exposé le Groupe, que ce soient ceux repris par le pilier I des accords de Bâle II ou d'autres risques (liquidité, rentabilité, etc...).

Les méthodes de quantification économique des différents risques reposent sur des ajustements et des compléments aux méthodes réglementaires ainsi que sur la valorisation de risques non considérés par le pilier 1.

La politique des fonds propres du Groupe se décline à partir de la mission définie dans ses statuts : « contribuer au développement de l'économie luxembourgeoise ». En conséquence, le Groupe a pour objectif de garder un levier modéré qui se traduit par un ratio de capitalisation cible élevé. En outre, les ressources en fonds propres sont prioritairement affectées aux activités sur le marché national.

6.5.1 Politique des fonds propres

6.5.1.1 Détermination des fonds propres

Le Groupe a pour mission de contribuer au développement de l'économie luxembourgeoise tout en veillant à générer une rentabilité suffisante pour renforcer sa solidité financière.

Dans le cadre du modèle de capital économique du Groupe, la détermination des fonds propres se fait, par opposition aux fonds propres réglementaires, sur base d'une approche économique. Le principe de base retenu par le Groupe pour les fonds propres économiques est une approche très prudente qui consiste à considérer comme fonds propres économiques uniquement les fonds dont le Groupe peut disposer immédiatement et sans restriction pour couvrir des pertes éventuelles, voire développer ses activités.

6.5.1.2 *Processus de mise en œuvre de la politique en matière d'adéquation des fonds propres internes*

Pour mettre en œuvre sa politique d'adéquation des fonds propres internes, le Groupe adopte la démarche suivante :

- Développement d'un modèle d'évaluation interne des différents risques (risques du pilier I de Bâle II complétés par des risques non couverts par le pilier I) ;
- Détermination d'une marge de sécurité importante entre les fonds propres disponibles et la couverture du risque, se matérialisant par un ratio de capitalisation cible élevé. A noter que la Banque a respecté tout au long de l'année 2012 les exigences de fonds propres réglementaires prévues par le pilier I de Bâle II ;
- Répartition des fonds propres suivant l'organisation interne du Groupe et les prévisions de résultats du Groupe ;
- Etablissement de prévisions sur l'exposition au risque par activité ;
- Calcul du montant prévisionnel des fonds propres nécessaires à la couverture des risques ;
- Lorsque le ratio minimum est atteint, allocation du capital excédentaire selon les orientations stratégiques du Groupe.

En ce qui concerne la gouvernance interne, le rapport ICAAP 2012 a été présenté au Conseil d'administration du Groupe qui a validé les orientations prises par le Groupe en matière d'ICAAP. Conformément à la circulaire ICAAP, le Conseil d'administration sera informé au moins annuellement, voire plus souvent en cas de besoin ou d'évolution méthodologique majeure.

La maison-mère considère que les fonds propres économiques sont constitués par les fonds non exigibles à moyen ou long terme et couvrent les risques globaux de la maison-mère. Ils présentent ainsi une certaine permanence même si l'ensemble des risques évalués se base sur un horizon de un an.

Les fonds propres prudentiels correspondent au passif non exigible par un créancier (en dehors d'un cas de défaut) et intègrent deux sources de volatilité : la réserve de réévaluation d'une part et les résultats d'autre part.

En ce qui concerne la réserve de réévaluation, il faut noter que sa volatilité correspond à la réalisation de risques inclus dans les mesures d'ICAAP : risque de crédit sur les titres de créances et risque de marché sur l'« equity banking book ».

En ce qui concerne les résultats futurs, ils sont déjà considérés comme réduisant l'évaluation des risques de rentabilité.

Le Groupe considère donc que son capital économique est constitué par l'ensemble de ses fonds propres prudentiels, réserve de réévaluation incluse. Au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2012, la maison-mère a respecté l'exigence minimum de fonds propres en accord avec la circulaire CSSF 06/273.

7 INFORMATION SECTORIELLE

Le Groupe fournit une information sectorielle basée sur son organisation interne et sur son système d'information financier interne (« management view ») conformément à la norme IFRS 8.

7.1 Secteur d'activités

Les activités du Groupe sont regroupées en segments significatifs ayant des caractéristiques de rentabilité et de risque homogènes. Les segments regroupent des ensembles cohérents de produits s'adressant à des clients et contreparties de même nature. Les métiers ainsi définis sont gérés de manière séparée et font l'objet d'organisations spécifiques dans l'organigramme du Groupe. Ils se présentent de la manière suivante :

- Banque des Particuliers, des Professionnels, des Entreprises et du Secteur Public : le métier reprend toutes les activités de dépôts, de crédit, de conseil et de nature transactionnelle liées à cette clientèle en dehors des affaires traitées directement par la salle des marchés. D'un point de vue organisationnel, ces activités relèvent des départements « Particuliers et Professionnels » et « Entreprises et Secteur public ».
- Banque des Marchés et des Fonds d'Investissements : il s'agit des activités de Trésorerie, de « Trading » d'« Asset and Liability Management », de « Customer Desk » et administration et gestion d'organismes de placement collectif. D'un point de vue organisationnel, ces activités relèvent des départements « Banque des Marchés » et « Fonds d'Investissement ».
- Autres : sont reprises ici toutes les activités de « Back-office » et de support ainsi que les revenus sur participations non affectables à un métier et les coûts non attribuables à un métier sur une base raisonnable.

Les résultats des différentes activités incluent les transactions entre les différentes entités. Ces transactions sont valorisées à un prix se référant au marché pour les transactions de financement et de remplacement entre métiers. Les prestations de type « back-office » sont valorisées à un prix se référant au marché lorsque de tels prix sont disponibles.

L'écart entre la somme des chiffres des différents segments et les comptes consolidés globaux du Groupe provient des éléments suivants :

- Marge d'intérêts : l'écart entre la marge d'intérêts allouée sur les métiers et la marge totale provient de divergences de méthodes de valorisation des transactions internes entre la Banque des Marchés d'une part et les autres segments d'autre part.

De même, la marge d'intérêts commerciale inclut des revenus d'écarts de valeur valorisés selon une méthode favorisant la dynamique commerciale.

Une autre différence provient d'un mécanisme de valorisation conventionnel de la marge sur prêts à taux sociaux. Cette méthode est intégrée à la « management-view » et a pour objectif de ne pas pénaliser les points de vente distribuant ces produits.

En 2012, l'écart sur la marge se trouve en-dessous du seuil de matérialité défini par le Groupe.

- Commissions : la différence de réconciliation est constituée par la somme des commissions non directement attribuables à un métier. Le Groupe considère que le coût de développement pour l'attribution de ces flux à un métier excéderait le bénéfice d'obtention de cette information.
- Les actifs et les dettes sont valorisés selon les règles IFRS valables pour le reporting global.

Les créances et les dettes brutes à la clientèle du métier « Banque des Particuliers, des Professionnels, des Entreprises et du Secteur Public » sont reprises pour leur montant moyen annuel et non pour leur montant de fin d'année. Cette présentation correspond à la « management view ».

L'écart de réconciliation de l'actif et du passif provient de la prise en compte d'encours moyens vis-à-vis des encours fin de période, des actifs sur la clientèle non attribuables à un métier et des actifs non répartis sur les métiers (comptes transitoires, actifs et passifs fiscaux, comptes internes).

7.2 Information géographique

L'entière des opérations réalisées par le Groupe est exécutée à partir du Grand-Duché de Luxembourg.

7.3 **Information sur les produits et services**

Le Produit net bancaire (PNB) du Groupe se décompose entre ces produits principaux :

- Dépôts des particuliers, des professionnels, des entreprises et du secteur public ;
- Prêts et Crédits des particuliers, des professionnels, des entreprises et du secteur public ;
- Autres produits des particuliers, des professionnels, des entreprises et du secteur public ;
- Autres produits.

Le PNB est valorisé en tenant compte des refacturations d'intérêts et de commissions entre métiers.

7.4 Information sur les clients importants

Aucun client ni aucun groupe de clients consolidé ne génère plus de 10% du PNB du Groupe.

Milliers d'euros 31/12/2012	Banque des Particuliers, Professionnels, Entreprises et du Secteur Public	Banque des marchés et des fonds d'investissements	Autres	Réconciliation	Total
Marge nette d'intérêts	225.910	183.167	32.077	-1.815	439.339
Revenus de valeurs mobilières	-	12.503	20.094	-	32.597
Commissions	30.760	18.813	54.807	-	104.380
<i>Commissions externes</i>	65.243	34.946	4.191	-	104.380
<i>Commissions internes</i>	-34.483	-16.133	50.616	-	-
Résultat sur instruments financiers et sur change	3.362	-24.585	1.074	-	-20.150
Produit Net Bancaire	260.033	189.897	108.053	-1.816	556.167
Autres produits et charges d'exploitation	-	437	5.384	-	5.822
Produit Bancaire	260.033	190.335	113.437	-1.816	561.989
Frais généraux et corrections de valeurs sur actifs corporels et incorporels	-158.108	-27.791	-93.096	-	-278.996
Corrections de Valeur et impairment nettes	-20.952	-5.591	3.474	-	-23.069
Autres	-	-	1.069	-	1.069
Résultat avant impôt	80.973	156.952	24.884	-1.816	260.993
Impôt sur le résultat et impôts différés	-	-	-43.698	-	-43.698
Intérêts minoritaires/Résultat de MEE	-	-1.161	11.366	-	10.205
Résultat	80.973	155.791	-7.447	-1.816	227.499
Actifs	14.107.857	25.110.954	1.274.567	-	40.493.378
Passifs	20.460.205	16.853.948	3.179.225	-	40.493.378

BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT, LUXEMBOURG
Notes aux comptes consolidés
au 31 décembre 2012

Milliers d'euros 31/12/2011	Banque des Particuliers, Professionnels, Entreprises et du Secteur Public	Banque des marchés et des fonds d'investissements	Autres	Réconciliation	Total
Marge nette d'intérêts	233.243	166.410	34.838	-18.253	416.239
Revenus de valeurs mobilières	-	11.608	18.367	-	29.974
Commissions	31.206	13.752	57.672	-	102.630
<i>Commissions externes</i>	64.759	30.342	7.530	-	102.630
<i>Commissions internes</i>	-33.552	-16.590	50.143	-	-
Résultat sur instruments financiers et sur change	3.610	-102.571	1.591	-	-97.369
Produit Net Bancaire	268.060	89.199	112.468	-18.253	451.474
Autres produits et charges d'exploitation	-	414	18.099	-	18.513
Produit Bancaire	268.060	89.613	130.567	-18.253	469.987
Frais généraux et corrections de valeurs sur actifs corporels et incorporels	-155.923	-26.446	-90.110	1	-272.478
Corrections de Valeur et impairment nettes	-1.047	-87.177	1.253	1	-86.971
Autres	-	-	-3.861	-	-3.861
Résultat avant impôt	111.090	-24.010	37.849	-18.251	106.677
Impôt sur le résultat et impôts différés	-	-	-1.404	-	-1.404
Intérêts minoritaires/Résultat de MEE	-	-661	-21.359	-	20.699
Résultat	111.090	-24.671	57.804	-18.251	125.972
Actifs	13.529.575	25.650.077	820.898	-259.134	39.741.416
Passifs	22.640.268	14.875.051	2.147.963	78.134	39.741.416

PNB	Milliers d'euros 31/12/2011	Milliers d'euros 31/12/2012
Dépôts des clients particuliers, professionnels, entreprises et secteur public	107.741	54.231
Prêts et crédits des clients particuliers, professionnels, entreprises et secteur public	99.392	151.462
Autres produits des clients particuliers, professionnels, entreprises et secteur public	47.427	54.340
Autres produits	215.428	296.134

ORGANES DE LA BANQUE

L'organisation de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, premier institut financier du pays fondé en 1856, est régie par la loi du 24 mars 1989 qui a défini les pouvoirs respectifs du Conseil d'administration et du Comité de direction. Suivant l'article 8 de cette loi organique « le Conseil d'administration définit la politique générale de l'établissement et contrôle la gestion du Comité de direction. Tous les actes tant d'administration que de disposition nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la Banque sont de la compétence du Comité de direction, sous réserve des approbations requises en vertu de la présente loi ».

La situation présentée ci-dessous correspond au 31 décembre 2012 :

CONSEIL D'ADMINISTRATION

<i>PRESIDENT</i>	M. Victor ROD	Directeur du Commissariat aux Assurances
<i>VICE-PRESIDENT</i>	M. Patrick GILLEN	Directeur du Contrôle Financier, Ministère des Finances
<i>ADMINISTRATEURS</i>	M. Georges DENNEWALD	Représentant du Personnel
	M. Paul ENSCH	Directeur, Chambre des Métiers
	M. Manuel NICOLAS	Conseiller de direction 1 ^{ère} classe, Ministère de l'Economie
	Mme Elisabeth MANNES-KIEFFER	Premier Conseiller de Gouvernement, Ministère de l'Economie
	M. Nico RAMPONI	Représentant du Personnel
	Mme Betty SANDT	Conseiller de direction adjoint, Ministère des Finances
	M. Fernand SPELTZ	Conseiller de Direction à la Chambre des Salariés e. r.

COMMISSAIRE DE SURVEILLANCE

M. Georges HEINRICH	Directeur du Trésor, Ministère des Finances
---------------------	---

COMITE DE DIRECTION

PRESIDENT

M. Jean-Claude FINCK Directeur Général

MEMBRES

M. Michel BIREL Directeur Général adjoint

M. Gilbert ERNST Directeur

M. Guy ROSSELJONG Directeur

Mme Françoise THOMA Directeur

REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

PricewaterhouseCoopers Société coopérative, Luxembourg

Approuvé par le Conseil d'administration dans sa réunion du 19 mars 2013.

Luxembourg, le 19 mars 2013

Pour le Conseil d'administration

Victor Rod
Président